Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Québec

Profil de la relève agricole au Québec (2000)

Auteur : Direction du développement de la main-d'oeuvre du bioalimentaire

Poids : 1 695 ko

Type de document : Format PDF en sections

Parution : 2000

Sommaire :

- Introduction (PDF, 13 ko)
- Préambule (PDF, 15 ko)
- Définition des paramètres (PDF, 20 ko)
- Faits saillants (PDF, 18 ko)
- Section 1 - Portrait des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert (PDF, 153 ko)
- Section 2 - Portrait des entreprises agricoles n'ayant pas identifié de relève (PDF, 131 ko)
- Section 3 - Portrait des entreprises agricoles ayant identifié leur relève (PDF, 154 ko)
- Section 4 - Portrait des entreprises agricoles qui ignorent si elles auront une relève (PDF, 73 ko)
- Section 5 - Portrait de la relève agricole (PDF, 196 ko)
- Annexes (PDF, 922 ko)

Liens vers le document : Consulter le sommaire.

Québec

© Gouvernement du Québec, 2004

105-06793/

Introduction

Le « Profil de la relève agricole au Québec » établit les caractéristiques des entreprises prévoyant une vente ou un transfert : type(s) de production(s), revenus, âge du ou des propriétaires, statut juridique de l'entreprise et région où elle est située. De plus, le Profil présente certaines caractéristiques de la relève identifiée, comme l'âge, le sexe et la formation.

Le *Profil de la relève agricole au Québec* a pour objectif d'appuyer les intervenants et intervenantes qui œuvrent auprès de cette clientèle. Les données de ce profil contribuent notamment :

- à favoriser un meilleur arrimage entre les besoins de formation de la relève et les offres des établissements d'enseignement;
- à planifier l'adaptation des programmes d'aide à l'établissement de La Financière agricole du Québec en fonction de la relève potentielle;
- à soutenir les efforts de promotion de la formation agricole et à appuyer l'établissement en agriculture;
- à identifier le bassin des fermes sans relève susceptible d'accueillir une relève extérieure à la famille;
- à valoriser la profession d'agricultrice et à intensifier la promotion de la relève féminine.

Le présent document fait suite aux publications de 1997, de 1995 et de 1993 et à l'analyse comparative de ces deux dernières années sur ce même sujet[1]. Il a été réalisé à partir de la fiche d'enregistrement des entreprises agricoles de l'an 2000. Certaines données ont aussi été extraites des fiches de 1993, 1995 et 1997 afin de mesurer l'évolution du profil des entreprises ou des caractéristiques des personnes associées à la relève.

Les responsables de cette publication définissent d'abord les paramètres de l'analyse et font état de certains changements par rapport aux publications précédentes. Le reste de l'ouvrage est divisé en cinq sections, la première étant consacrée au portrait des entreprises prévoyant une vente ou un transfert. La deuxième section traite des entreprises n'ayant pas identifié de relève tandis que la troisième concerne celles qui disposent d'une relève. La quatrième section a trait aux entreprises qui ignorent si elles auront une relève et la cinquième section trace le portrait de la relève envisagée par les entreprises agricoles décrites dans la troisième section. Le document contient plusieurs tableaux et annexes complémentaires.

[1] *Profils de la relève agricole au Québec* 1993 (94-0149), 1995 (95-0204) et 1997 (98-0024). *Analyse comparative des Profils de la relève agricole au Québec* 1993 et 1995 (96-014). Direction de la formation, de la main-d'œuvre et de l'appui aux femmes du bioalimentaire.

Préambule

L'agriculture québécoise s'est jusqu'à maintenant développée sur la base d'entreprises à propriété familiale. Ce modèle de développement du secteur agricole nécessite une grande concertation entre les différents acteurs qui interviennent dans ce milieu, entre autres, auprès de la relève agricole. La vigueur de la production agricole future dépend de cette relève et de sa capacité à faire face à de multiples défis comme :

- la concurrence;
- les compétences;
- les générations;
- l'environnement;
- un milieu de travail valorisant;
- la productivité;
- l'adaptation.

Il est donc nécessaire de faire périodiquement un portrait de cette relève et d'en tracer l'évolution.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) s'implique de façon importante auprès de la relève agricole.

En premier lieu, il met à la disposition des entreprises un réseau de quatorze conseillers et conseillères en relève et en formation agricole répartis dans chaque région. De plus, en concertation avec d'autres partenaires, le MAPAQ a soutenu la création de neuf centres régionaux pour l'établissement en agriculture (CREA). Ces corporations sans but lucratif, dont le financement est en grande partie assuré par le Ministère, ont pour mandat d'accompagner les familles dans le processus complexe de l'établissement en agriculture et du transfert intergénérationnel.

Le MAPAQ offre de plus un appui important à la formation technique de la relève agricole puisqu'il pourvoit au financement des instituts de technologie agroalimentaire de La Pocatière et de Saint-Hyacinthe ainsi qu'à celui du collège Macdonald qui dessert la relève anglophone. On retrouve dans ces établissements 45 % des effectifs étudiants du programme Gestion et exploitation d'entreprise agricole.

Près des deux tiers des inscriptions dans les programmes collégiaux en agriculture et en agroalimentaire sont enregistrées dans les trois établissements précités.

Quant à la Financière agricole du Québec, elle facilite l'accès au financement pour les nouveaux entrepreneurs agricoles et elle administre un programme d'aide à l'établissement lié à la scolarité des personnes requérantes.

L'objectif du Ministère, clairement exprimé dans son plan stratégique 2001-2004, est d'augmenter la scolarité de la relève agricole en l'incitant à obtenir un diplôme collégial dans le domaine de la production agricole ou horticole.

Le présent document constitue un outil de travail pour toutes les personnes intéressées au dossier de la relève agricole. Les résultats de cette étude doivent être intégrés à l'ensemble des données disponibles sur ce secteur d'activité.

Définition des paramètres

Fiche d'enregistrement 2000

Le *Profil de la relève agricole au Québec* a été réalisé à partir des données extraites de la fiche d'enregistrement 2000 des entreprises agricoles du Québec. Cet enregistrement s'effectue sur une base volontaire, mais demeure la première condition pour l'obtention de toute aide technique et financière de la part du Ministère.

Au fil des années, le contenu de la fiche a été modifié pour répondre aux besoins d'information sur le milieu agricole. La fiche de l'an 2000 diffère peu de la précédente si ce n'est certaines précisions apportées à quelques paramètres définissant la relève. L'annexe 2 reproduit la fiche d'enregistrement 2000, et les questions portant sur la relève agricole figurent au point 3.

Régions administratives du Québec

Le MAPAQ a adopté le découpage des régions administratives du Québec comme délimitation des régions agricoles. Une carte et la liste des régions sont fournies à l'annexe 4.

Loi sur les producteurs agricoles

En 2000, la valeur minimale annuelle de la production agricole nécessaire pour se qualifier comme producteur était de 5 000 $. En effet, ce montant a été fixé par une modification à la *Loi sur les producteurs agricoles*, survenue en 1996.

Certaines entreprises admises de façon temporaire à l'enregistrement en 2000 déclarent exceptionnellement des revenus inférieurs à 5 000 $. Elles sont peu nombreuses, mais sont considérées pour les fins de cette étude.

Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le remboursement des taxes foncières et des compensations

En 2000, la limite concernant le revenu agricole annuel minimum donnant accès aux programmes du MAPAQ était de 10 000 $[1].

Définition de quelques variables analysées

- La « relève identifiée » a été traitée selon l'âge des candidates et candidats en distinguant les personnes de 39 ans et moins de celles de 40 ans et plus. L'âge limite inférieur a été fixé à 16 ans.
- Le « Nombre d'exploitations ayant identifié une personne à la relève » diffère du « Nombre de personnes identifiées comme relève ». Les fiches de 1997 et de 2000 permettaient l'identification de deux personnes à la relève par entreprise.
- Les « Besoins de relève » représentent le nombre d'entreprises agricoles ayant répondu affirmativement à la question 3A : « Prévoyez-vous la vente ou le transfert total ou partiel de votre exploitation d'ici 5 ans ? ». Seules les entreprises qui manifestent leur intention de vendre ou de transférer d'ici 5 ans sont considérées. Cette situation était identique pour les fiches des années 1995 et 1997.

[1] *Cette mesure a été modifiée en décembre 2001 pour permettre l'accessibilité aux programmes pour les productrices et les producteurs agricoles qui ont des revenus entre 5 000 $ et 10 000 $.*

- La « Relève non identifiée » fournit le nombre d'entreprises agricoles ayant répondu affirmativement à la question 3A, mais négativement à la question 3B « Prévoyez-vous avoir de la relève pour votre exploitation ? ».

- La « Relève identifiée » correspond au nombre d'entreprises agricoles ayant répondu affirmativement à la question 3A et 3B et qui identifient une ou deux personnes à la question 3C, « Si vous avez identifié votre relève, veuillez la présenter ci-après ».

- La variable « Formation des personnes identifiées à la relève » comporte deux volets :

  - la « Scolarité terminée » ou dernier niveau de formation terminée sans mention de scolarité en cours;

  - la « Formation en cours » ou niveau d'études en cours des personnes identifiées à la relève au moment de remplir la fiche d'enregistrement 2000.

Faits saillants

Légère baisse des besoins de relève

Le nombre d'entreprises déclarant un besoin de relève pour cause de vente ou de transfert d'ici 2005 s'élève à 3 438, soit 11,5 % des entreprises agricoles québécoises. Il s'agit d'une diminution de 20 % par rapport à 1997 alors que 4 272 entreprises se trouvaient dans cette situation, soit 13,5 % de leur nombre total.

On estime que 86 % des entreprises exprimant des besoins de relève en l'an 2000 sont concentrées dans cinq secteurs : le lait, les bovins de boucherie, les céréales et fourrages, le porc ainsi que l'horticulture (fruits et légumes). Le secteur laitier (43 %) domine d'une façon indéniable, car il représente le même nombre d'entreprises que les quatre autres secteurs réunis.

Plus de 60 % des entreprises prévoyant une vente ou un transfert déclarent un chiffre d'affaires supérieur à 100 000 $. La majorité d'entre elles, soit 35 %, le situent entre 100 000 $ et 250 000 $.

Relève identifiée dans plus de 2 200 entreprises

En 2000, 2 231 entreprises agricoles ont identifié 2 780 personnes pour prendre la relève d'ici 5 ans. Parmi ces personnes, 2 610 ont entre 16 et 39 ans (dont 48 % ont moins de 25 ans) et 170 ont 40 ans et plus.

Les femmes comptent pour près de 13 % de la relève identifiée, ce qui représente une légère augmentation au regard de 1997.

On dénombre 651 entreprises (29,2 %) ayant identifié leur relève qui déclarent des revenus supérieurs à 250 000 $.

En 2000, 1 110 fermes déclaraient des revenus compris entre 50 000 $ et 249 999 $, soit près de 50 % des entreprises ayant identifié leur relève.

Par ailleurs, 45,5 % des exploitantes et exploitants avec relève avaient moins de 55 ans, cette donnée étant identique à celle de la fiche d'enregistrement précédente.

26 % des entreprises sont susceptibles d'être reprises par une relève non familiale

Parmi les 3 438 entreprises agricoles en quête de relève, 884 (26 %) n'ont pas de candidates ou de candidats à l'établissement parmi leurs proches. Ces entreprises sont donc susceptibles d'intéresser des personnes extérieures à la famille immédiate : clientèle locale, nouveaux agriculteurs et agricultrices, jeunes diplômés, immigrants, etc. Plus du tiers de ces entreprises (390) déclarent un revenu agricole total supérieur à 100 000 $, 209 étant en production laitière.

Les entreprises laitières (282) suivies de celles qui élèvent des bovins (147) sont les plus nombreuses. Les productions dites contingentées se retrouvent en nombre important et augmentent les difficultés d'établissement en raison de la valeur du quota. Le statut d'exploitant unique « Personne physique » prédomine (56 %) dans le groupe des entreprises sans relève familiale identifiée.

Entreprises incertaines de la relève

La fiche d'enregistrement 2000 a permis de repérer, pour ce qui est de la relève, une nouvelle catégorie d'entreprises agricoles. Il s'agit de celles qui ignorent si elles auront une relève tout en conservant la volonté de transférer ou de vendre d'ici 2005. Leurs caractéristiques sont similaires à celles des entreprises qui n'ont pas de relève, tant pour les revenus que pour le statut juridique, le sexe et le secteur d'activité. Seul l'âge des personnes les distingue : 39 % ont plus de 60 ans par rapport à 31 % pour celles qui n'ont pas de relève.

Est-ce cette situation qui retarde leur décision de transférer ou de vendre leur entreprise ?

Progression importante de la formation spécialisée en agriculture

Le choix de l'agriculture comme champ d'études spécialisées a progressé d'une façon marquée depuis 1993. Cette année-là, 23 % de la relève identifiée avait choisi cette spécialisation; en 1995 et 1997, on notait une progression avec 29 et 37 %. En 2000, la barrière des 50 % est franchie. En effet, 51,7 % (1 438) des personnes identifiées à la relève suivent ou ont suivi une formation agricole.

Amélioration du niveau de scolarité de la relève

Les gains les plus importants sont faits au collégial et à l'université. En effet, en 2000, 46 % (1 285) de la relève identifiée a terminé ou poursuit des études collégiales ou universitaires, comparativement à 38 % en 1997, à 34 % en 1995 et à 28 % en 1993.

Par ailleurs, bien que l'interruption des études avant la fin du secondaire continue de régresser depuis 1993, on en compte encore en 2000 10,4 % qui s'apprêtent à s'installer avec une scolarité partielle acquise au secondaire.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que seulement 6 % des emplois créés entre 1990 et 1999 au Québec conviennent à des personnes ayant une scolarité inférieure à la 5e secondaire[1].

Relève féminine en hausse et plus scolarisée

Comparativement à l'année 1997, le pourcentage de candidates à la relève demeure sensiblement le même, soit 12,6 % (350). On remarque que 86 % de cette relève féminine est concentrée dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie, de Chaudière-Appalaches, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

Toutes proportions gardées, elles sont plus nombreuses que leurs homologues masculins en formation au collégial (50 % comparativement à 37 %) et en formation universitaire (18 % contre 6 %). Par contre, leur proportion est moindre en formation secondaire et dans la catégorie « Sans diplôme obtenu ».

NOTE : Vous trouverez à l'annexe A des informations additionnelles sur l'ensemble des entreprises agricoles du Québec.

[1] Institut de la statistique du Québec. Création nette annuelle d'emplois par rapport à l'année précédente, selon le sexe, l'âge, le niveau de scolarité atteint, la catégorie et la forme de l'emploi, Québec, Ontario, Canada, 1990-1999.

SECTION 1
Portrait des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert

Prévisions relatives aux ventes et aux transferts, 2000

En 2000, 3 438 entreprises agricoles envisageaient une vente ou un transfert pour la période allant jusqu'à 2005.

La proportion des entreprises qui ont identifié leur relève subit une baisse et se situe à 65 %.

Le nombre de femmes identifiées à la relève agricole est légèrement plus élevé.

Nombre total d'entreprises au Québec

Le nombre d'entreprises agricoles continue de diminuer au Québec. Les statistiques compilées à partir de la fiche d'enregistrement indiquent que ce nombre est passé de 38 370 en 1993 à 29 969 en 2000.

Cette tendance se manifeste aussi dans la plupart des autres secteurs industriels. En agriculture, cette diminution s'explique en partie par le besoin d'accroître la taille de l'entreprise, de diversifier la production, d'accentuer la mécanisation, d'augmenter les surfaces d'épandage du lisier et d'être autosuffisant pour les intrants nécessaires aux productions.

Rappelons aussi que seules les entreprises déclarant des ventes d'une valeur de 5 000 $ et plus ont eu à remplir la fiche d'enregistrement des entreprises agricoles 2000.

Besoins de relève

En 2000, parmi les 29 969 entreprises agricoles enregistrées, 3 438 (11,5 %) ont exprimé une intention de transfert ou de vente dans un délai de 5 ans, comparativement à 4 272 (13,5 %) en 1997 et à 1 943 (5,5 %) en 1995. Nous constatons donc une légère diminution (2 %) au regard de 1997 (tableau 1.1).

Relève identifiée et non identifiée

Soixante-cinq pour cent des entreprises (2 231) ayant un besoin de relève ont identifié une ou deux personnes parmi leurs proches, tandis que 26 % des fermes (884) envisageant une cession sont potentiellement disponibles pour une relève encore inconnue. À ces chiffres s'ajoutent 323 fermes (9,4 %) qui ne sont pas sûres d'avoir une relève.

La proportion des entreprises avec relève identifiée tend à diminuer (70 % en 1997 et 65 % en 2000) et celle des entreprises avec relève non identifiée ou incertaines d'avoir une relève augmente, passant de 30 % en 1997 à 35 % en 2000 (figure 1).

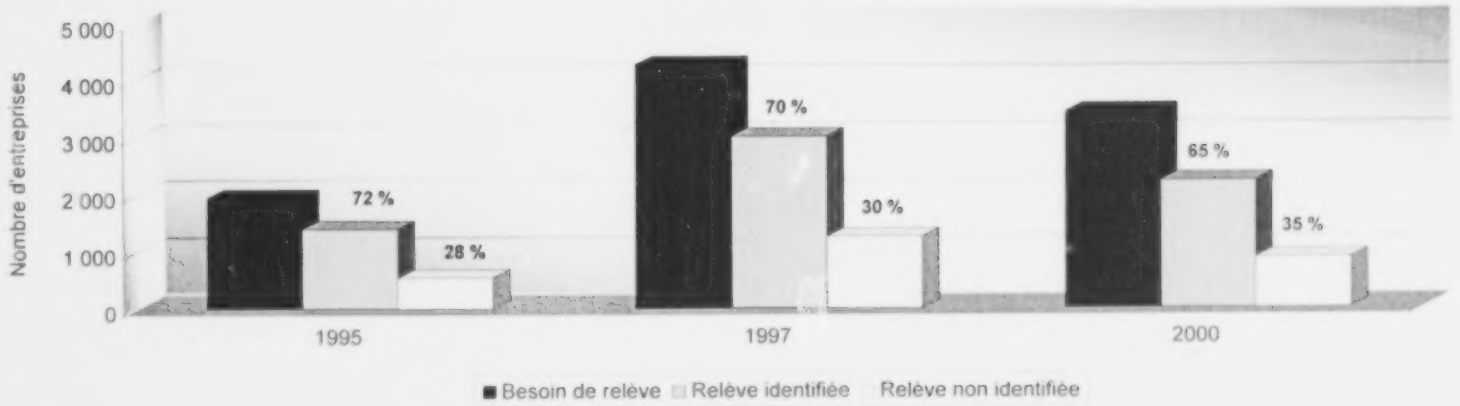
Parmi les personnes inscrites en première position comme relève, 142 ont 40 ans et plus, ce qui représente la même proportion (6 %) que celle des années antérieures.

Tableau 1.1 – Évolution du nombre et de la proportion des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert dans un délai de 5 ans

Groupes	1995		1997		2000	
Entreprises prévoyant une vente ou un transfert d'ici 5 ans	1 943		4 272		3 438	
Entreprises avec relève	1 398	72 %	3 010	70 %	2 231	65 %
Âge de la première personne identifiée :						
- 39 ans et moins	1 317	94 %	2 827	94 %	2 089	94 %
- 40 ans et plus	81	6 %	183	6 %	142	6 %
Sexe des personnes identifiées comme relève :	1 747		3 673		2 780	
- hommes	1 594	91 %	3 228	88 %	2 430	87 %
- femmes	153	9 %	445	12 %	350	13 %
Entreprises n'ayant pas identifié de relève.	545	28 %	1 262	30 %	884	26 %
Entreprises incertaines d'avoir une relève.	-	-	-	-	323	9 %

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Figure 1 – Répartition de la relève identifiée et non identifiée par rapport aux besoins, 1995, 1997 et 2000



Femmes candidates à l'établissement

La présence des femmes comme candidates à l'établissement atteint 12,6 % en 2000, alors que cette proportion s'élevait à 11,1 % en 1997 et à 9 % en 1995.

Un total de 350 femmes sont dénombrées en 2000, alors qu'il y en avait 445 en 1997 et 153 en 1995.

Près de 72 % des candidates à l'établissement sont concentrées dans les régions du Bas-Saint-Laurent (01), de l'Estrie (05), de Chaudière-Appalaches (12), de la Montérégie (16) et du Centre-du-Québec (17). Près de 71 % des entreprises agricoles québécoises sont situées dans ces mêmes régions.

Répartition régionale

Le tableau 1.2 présente, par région administrative, le nombre total d'entreprises agricoles, les besoins de relève, la relève identifiée, les entreprises sans relève et finalement, les entreprises incertaines de trouver une relève.

C'est dans une proportion de 11,5 % que les entreprises prévoient effectuer un transfert ou une vente au cours des années 2000 à 2005.

Cette proportion varie selon les régions puisqu'elle s'élève à 20 % pour la Côte-Nord (09), à 16 % pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean (02) et à 8 % pour Laval (13).

Dans 8 % (266) des cas, ce sont des femmes qui possèdent les entreprises ayant des besoins de relève.

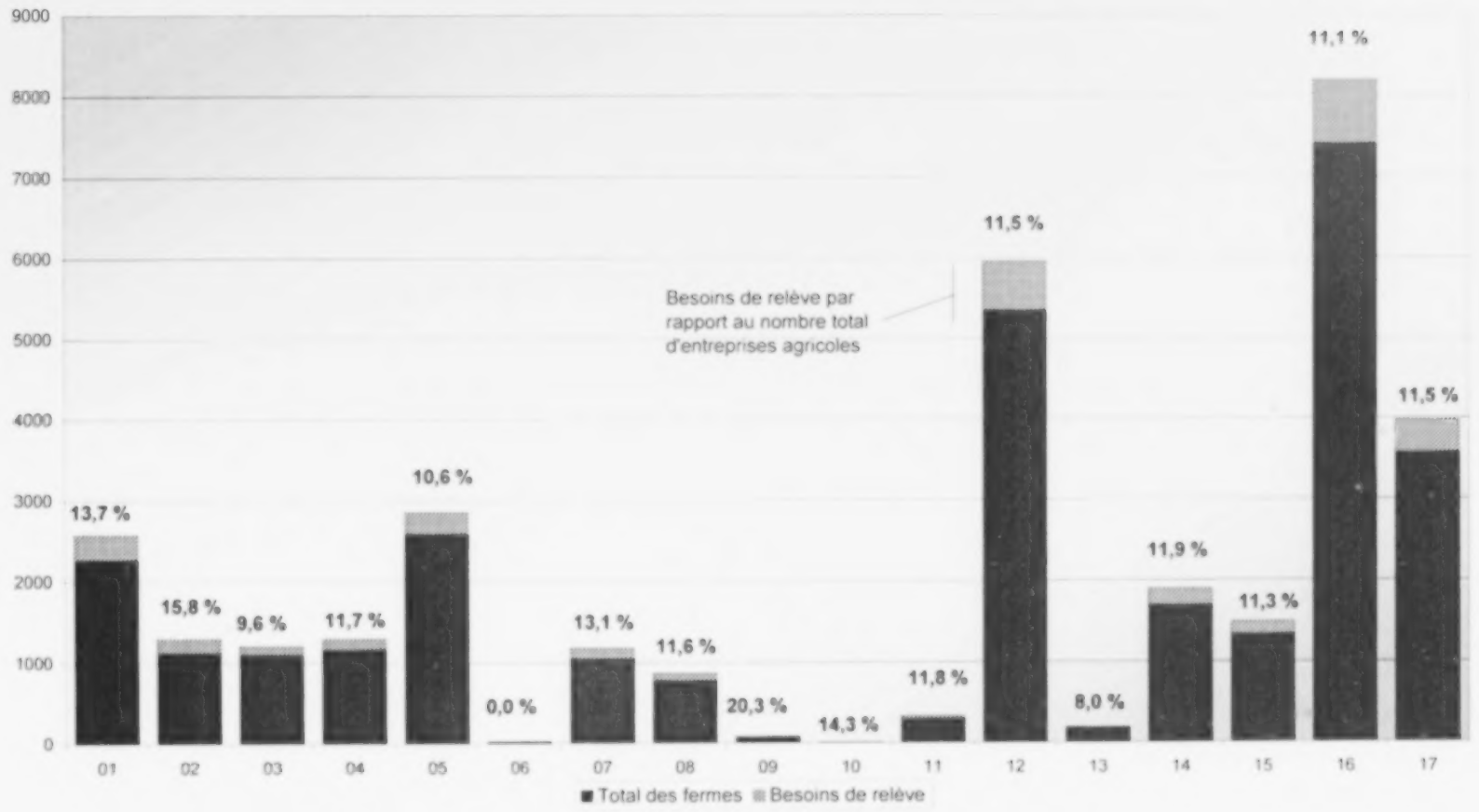
Tableau 1.2 – Nombre total d'entreprises agricoles et besoins de relève par région administrative, 2000

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	Ensemble du Québec
Nombre total d'entreprises	2 268	1 123	1 102	1 162	2 580	21	1 043	774	64	7	297	5 343	175	1 694	1 338	7 404	3 574	**29 969**
Entreprises ayant besoin de relève	311	177	106	136	274	0	137	90	13	1	35	614	14	201	151	781	397	**3 438**
Entreprises ayant identifié une relève	220	105	66	72	185	0	88	56	9	1	24	399	7	141	91	536	231	**2 231**
Entreprises n'ayant pas identifié de relève	58	62	32	51	54	0	34	29	3	0	7	153	6	47	43	181	124	**884**
Entreprises incertaines d'avoir une relève	33	10	8	13	35	0	15	5	1	0	4	62	1	13	17	64	42	**323**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

La figure 2 permet de visualiser, pour chacune des régions administratives, le pourcentage des entreprises qui ont signalé un besoin de relève au regard du nombre total d'entreprises qu'on y trouve.

Figure 2 – Proportion des entreprises ayant signalé un besoin de relève, par région administrative, 2000



Principale source de revenu des entreprises prévoyant une vente ou un transfert

Le secteur laitier domine toujours pour ce qui est des besoins de relève (1 477 / 3 438) avec 43 % (tableau 1.3), soit une augmentation de 5 % par rapport à 1997 (38 %). Viennent ensuite les productions bovines (14,9 %), les céréales et fourrages (12,0 %) ainsi que les fruits et légumes (8,5 %). Ces quatre secteurs de production monopolisent près de 80 % de tous les besoins de relève.

Revenus agricoles totaux et principale source de revenu

Le croisement des revenus agricoles totaux et de la principale source de revenu, illustré au tableau 1.3, permet de considérer, en partie, la situation économique de la ferme et sa principale production.

Il est également intéressant de constater l'écart entre les revenus associés à certaines productions. Si plus de 80 % des entreprises de production laitière et des entreprises porcines déclarent un revenu de 100 000 $ et plus, 72 % des entreprises acéricoles, 63 % des entreprises bovines et 41 % des entreprises de production de céréales et de fourrages génèrent un revenu inférieur à 50 000 $.

Tableau 1.3 – Principale source de revenu et revenus agricoles totaux des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert, 1999

Principale source de revenu	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	Pas de revenu déclaré	Total	%
Lait	37	176	852	354	56	2	**1 477**	43,0
Bovins	321	110	51	20	7	2	**511**	14,9
Porcs	12	28	70	77	74	1	**262**	7,6
Céréales et fourrages	168	60	96	53	28	7	**412**	12,0
Acériculture	124	22	15	3	1	7	**172**	5,0
Aviculture	7	11	15	20	41	0	**94**	2,7
Fruits et légumes	94	43	84	36	31	3	**291**	8,5
Pépinières et cultures abritées	20	12	7	4	1	4	**48**	1,4
Autres animaux et productions végétales	80	35	25	13	6	12	**171**	5,0
Total	**863**	**497**	**1 215**	**580**	**245**	**38**	**3 438**	**100,0**
	25,1 %	**14,5 %**	**35,3 %**	**16,9 %**	**7,1 %**	**1,1 %**	**100,0 %**	

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Revenus agricoles totaux* des entreprises prévoyant une vente ou un transfert

- ***Les entreprises de production laitière et porcine exprimant des besoins de relève dominent dans les strates de hauts revenus.***
- ***On estime que 25,1 % des fermes qui envisagent un transfert disposent d'un revenu de moins de 50 000 $ et parmi celles-ci, 44 % (380) enregistrent moins de 20 000 $ de revenus.***

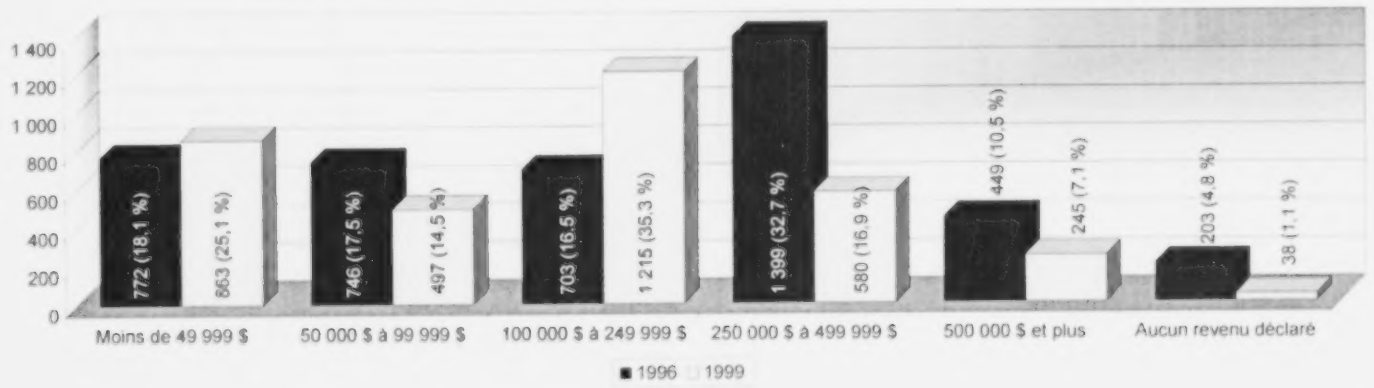
Les revenus agricoles totaux représentent la valeur des produits vendus et des compensations d'assurances agricoles pour l'année civile précédant l'année d'enregistrement, soit 1999 pour l'année d'enregistrement 2000. Ils excluent les remboursements de taxes et d'intérêts.

La majorité des revenus agricoles totaux des entreprises exprimant des besoins de relève témoignent d'une réalité économique importante, car 60 % déclarent un revenu supérieur à 100 000 $ (figure 3). De plus, 24 % des entreprises (825) déclarent des revenus supérieurs à 250 000 $, ce qui représente une proportion nettement plus basse qu'en 1996 (43 %).

Dans la strate de revenus de 50 000 $ et moins, se trouvent 863 fermes; 44 % des entreprises (380) ont des revenus de moins de 10 000 $, et 56 % des revenus de 20 000 $ à 49 999 $.

Cette précision démontre l'existence d'une agriculture à temps partiel, dont la production est faible ou saisonnière, comme l'acériculture et la production de céréales et fourrages.

Figure 3 – Revenus agricoles des entreprises prévoyant une vente ou un transfert



* *Il y a lieu de noter que les producteurs ont été invités à inscrire à la fiche d'enregistrement, que ce soit en 2000 ou en 1997, des informations sur leurs revenus agricoles totaux de l'année civile précédente.*

Âge et sexe du principal exploitant et forme juridique des entreprises prévoyant une vente ou un transfert

L'analyse de l'âge des exploitants met en évidence le fait que les personnes de 60 ans et plus représentent près du tiers de celles qui ont envisagé une vente ou un transfert dans les prochaines années (2000-2005).

Le statut juridique des entreprises dont les exploitants envisagent la vente ou le transfert est principalement « Compagnies et sociétés » plutôt que propriétaire unique « Personne physique ».

L'âge du principal exploitant et la forme juridique des entreprises peuvent donner des indications sur les façons de planifier le transfert ou la vente.

Aujourd'hui, les fermes sont plus grandes et leur valeur s'accroît, ce qui augmente les difficultés de transfert, surtout si la relève doit assumer une lourde dette.

La planification du transfert suppose que les parents veulent céder l'entreprise en tenant compte du lien familial et que les enfants sont sûrs de vouloir assumer cette responsabilité.

Il existe différentes formes de soutien pour aider les parents et les enfants à réussir le transfert. Les centres régionaux d'établissement en agriculture (CREA) ou centres multiservices d'établissement en agriculture (CMEA) peuvent favoriser les discussions parents-enfants, atténuant ainsi les obstacles à leur entente.

Âge du principal exploitant envisageant une vente ou un transfert

Depuis quatre ou cinq ans, les exploitants qui veulent transférer ou vendre leur entreprise sont plus jeunes. Le tableau 1.4 permet d'observer cette diminution du nombre de personnes de 55 ans et plus et de constater l'écart avec l'année 1995 (69 %). Si l'on compare avec 1997, cette situation tend à se stabiliser.

La figure 4 illustre les strates d'âge et le sexe du principal exploitant envisageant une vente ou un transfert. Des 3 438 entreprises concernées, 1 478 propriétaires (43 %) sont des hommes et des femmes âgés de moins de 55 ans. Les femmes sont relativement plus jeunes que les hommes puisque 53 % d'entre elles ont moins de 55 ans, comparativement à 42 % chez les hommes.

Âge des exploitants prévoyant une vente ou un transfert

Plus de la moitié (56 %) des exploitants ayant identifié une relève sont âgés de plus de 55 ans (tableau 1.5). Toute proportion gardée, les exploitants dont l'âge se situe entre 50 et 59 ans sont plus nombreux (43 %) qu'en 1997 (40 %).

Âge des exploitants n'ayant pas identifié de relève

Pour le groupe des 60 ans et plus, il n'existe pas d'écart significatif entre la relève identifiée (33 %) et non identifiée (31 %).

Par contre, 17 % des exploitants de moins de 45 ans n'entrevoient pas de relève contre 9 % qui le font. L'absence de relève pourrait inciter ces exploitants à vendre ou à transférer leur entreprise, même à cet âge.

Âge des exploitants incertains quant à la relève

Sur les 3 438 exploitants qui veulent procéder à une vente ou à un transfert d'ici cinq ans, 323 ignorent s'ils auront une relève (tableau 1.5). Or, 215 d'entre eux ont plus de 55 ans et 39 %, plus de 60 ans; cette proportion n'est que de 32 % chez les exploitants qui ont une relève et de 31 % chez ceux qui n'en ont pas.

Tableau 1.4 – Répartition selon le sexe des exploitants de 55 ans et plus prévoyant une vente ou un transfert, 1995, 1997 et 2000

Année	Femmes	Hommes	Total		Total des entreprises
1995	88	1 255	1 343	69 %	1 943
1997	132	2 279	2 411	56 %	4 272
2000	122	1 824	1 946	57 %	3 438

Source : MAPAQ. Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Figure 4 – Âge et sexe du principal exploitant prévoyant une vente ou un transfert, 2000

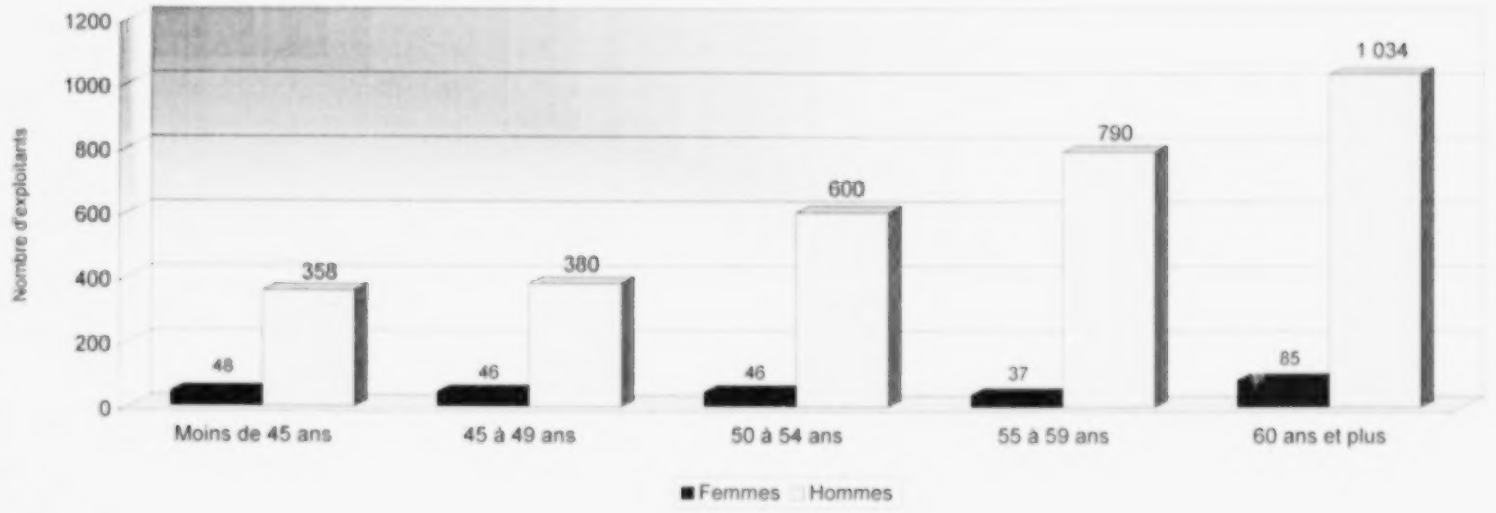


Tableau 1.5 – Âge des exploitants prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Âge des exploitants	Avec relève		Sans relève		Incertains quant à la relève	
Moins de 45 ans	210	9,0 %	146	17,0 %	48	15,0 %
45 à 49 ans	309	14,0 %	97	11,0 %	25	8,0 %
50 à 54 ans	452	20,0 %	159	18,0 %	35	11,0 %
55 à 59 ans	536	24,0 %	202	23,0 %	89	28,0 %
Plus de 60 ans	717	32,0 %	276	31,0 %	126	39,0 %
Aucune réponse	7	0,3 %	7	1,0 %	0	0,0 %
Total	**2 231**	**99,3%**	**887**	**101,0%**	**323**	**101,0%**

Source : MAPAQ. Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Forme juridique des entreprises prévoyant une vente ou un transfert

Les figures 5a et 5b illustrent la forme juridique des entreprises selon les groupes d'analyse. Alors que la moitié des entreprises agricoles ont le statut « exploitant unique » en 2000, c'est dans une proportion moindre (48 %) qu'on retrouve ce statut chez les entreprises ayant un besoin de relève d'ici cinq ans. Ainsi, pour la première fois, 52 % des entreprises qui entrevoient une vente ou un transfert sont constituées en société ou en compagnie.

Figure 5a – Répartition des entreprises agricoles du Québec en fonction de leur statut juridique, 2000

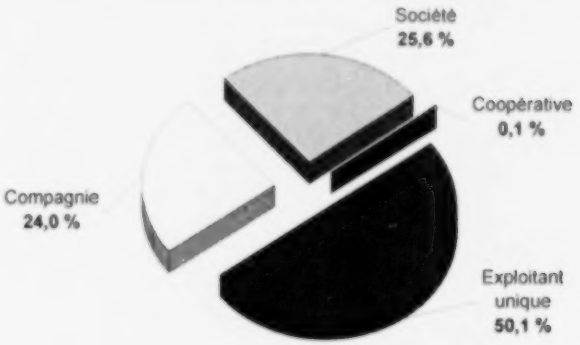
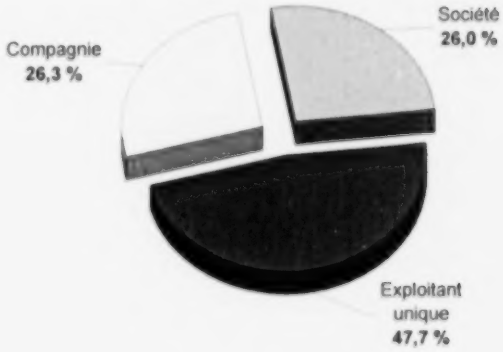


Figure 5b – Répartition des entreprises agricoles ayant un besoin de relève en fonction de leur statut juridique, 2000



Si l'on observe le statut des entreprises ayant manifesté un besoin de relève, des différences significatives apparaissent.

Les entreprises appartenant au groupe « Relève de 39 ans et moins » (figure 5c) ont un statut juridique de type société ou compagnie dans une proportion de 59 %. À l'opposé, les entreprises du groupe « Relève de 40 ans et plus » (figure 5d) détiennent, dans une proportion de 82 %, un statut d'exploitant unique « Personne physique ».

Les entreprises sans relève identifiée (figure 5e) détiennent majoritairement le statut d'exploitant unique « Personne physique » dans une proportion de 56 % contre 44 % pour les entreprises constituées en société ou en compagnie.

Quant aux entreprises qui ignorent si elles auront une relève (figure 5f), leur statut est identique à celui des entreprises qui n'ont pas identifié de relève.

Figure 5c – Répartition des entreprises agricoles prévoyant une relève de 39 ans et moins, en fonction de leur statut juridique, 2000

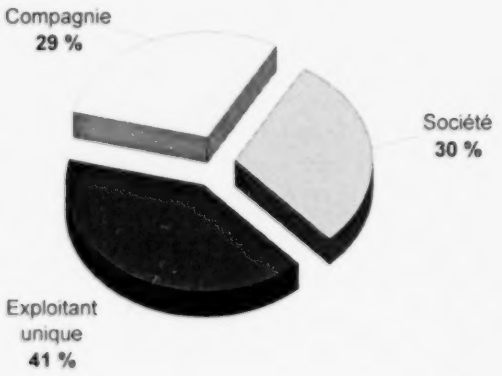


Figure 5d – Répartition des entreprises agricoles prévoyant une relève de 40 ans et plus, en fonction de leur statut juridique, 2000

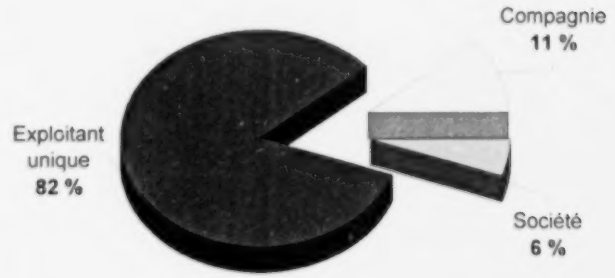


Figure 5e – Répartition des entreprises agricoles n'ayant pas identifié de relève, en fonction de leur statut juridique, 2000

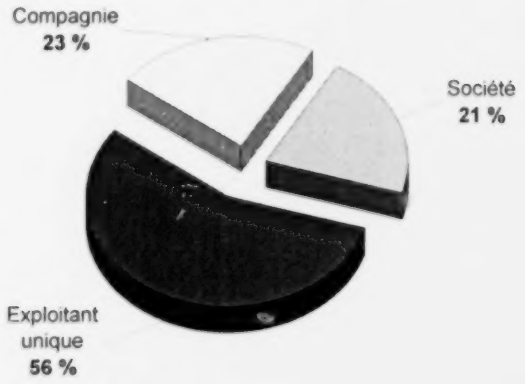
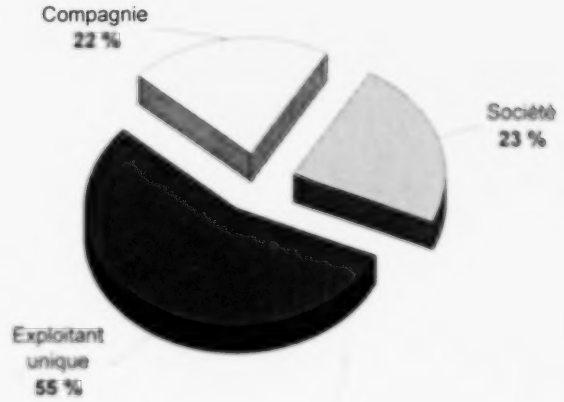


Figure 5f – Répartition des entreprises agricoles qui ignorent si elles auront une relève



NOTE :

a) **Les caractéristiques des entreprises agricoles au Québec par région administrative se trouvent à l'annexe A.**

b) **Les caractéristiques des entreprises agricoles prévoyant une vente ou un transfert par région administrative se trouvent à l'annexe B.**

SECTION 2
Portrait des entreprises agricoles n'ayant pas identifié de relève

Présentation des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Quelque 884 répondants prévoyant vendre leur entreprise ou effectuer un transfert d'ici l'an 2005 n'ont pas identifié de personnes pouvant prendre la relève. Cette situation touche près de 26 % des fermes où l'on prévoit réaliser un changement de propriété d'ici l'an 2005.

Les entreprises n'ayant pas identifié de relève ont répondu positivement à la question « Prévoyez-vous la vente ou le transfert de votre exploitation d'ici 5 ans ? » et ont répondu négativement à la sous-question « Prévoyez-vous avoir de la relève pour votre exploitation ? ».

Les fermes sans relève identifiée sont potentiellement disponibles pour des personnes voulant s'établir en agriculture ou encore pour des entreprises qui désirent agrandir leur propriété ou diversifier leurs activités.

L'analyse des entreprises sans relève identifiée porte plus particulièrement, dans un premier temps, sur leur répartition géographique, leurs revenus et leur principale production. On précisera, dans un deuxième temps, le sexe et le profil des exploitants ainsi que le statut juridique de ces entreprises

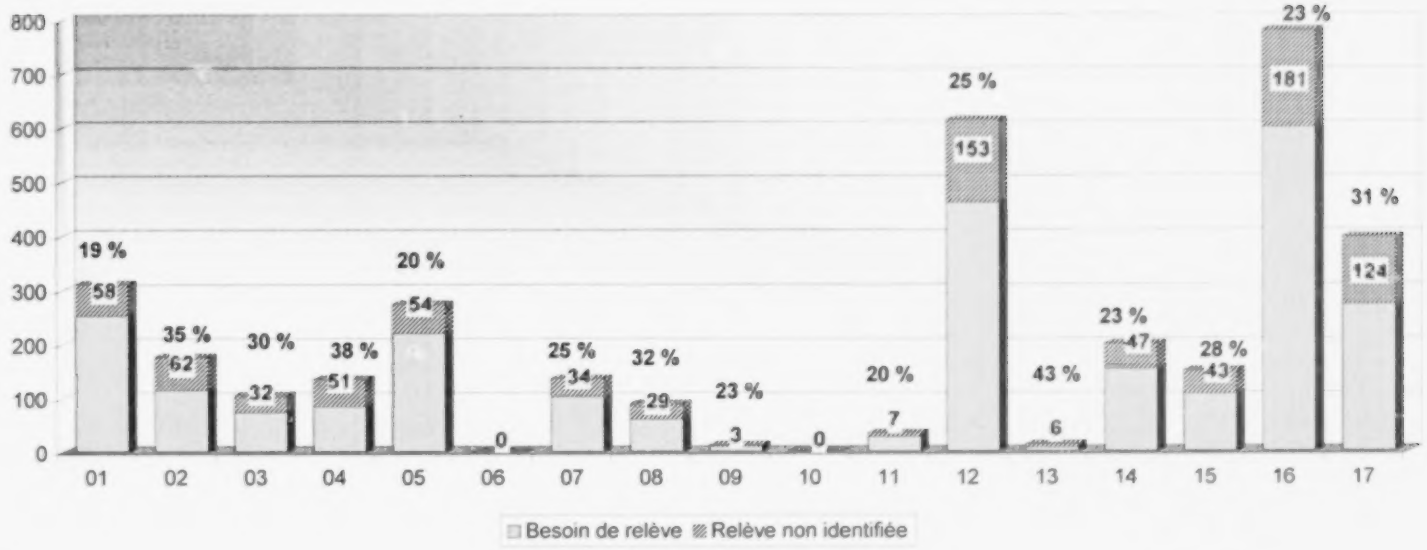
Le tableau 2.1 donne la répartition régionale de ce type d'entreprise. Les régions de Chaudière-Appalaches (12), de la Montérégie (16) et du Centre-du-Québec (17) totalisent plus de 50 % de toutes les entreprises qui n'ont pas identifié de relève.

Tableau 2.1 – Répartition régionale des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Région administrative	Nombre	Région administrative	Nombre
01	58	10	0
02	62	11	7
03	32	12	153
04	51	13	6
05	54	14	47
06	0	15	43
07	34	16	181
08	29	17	124
09	3		
Nombre total : 884			

Source : MAPAQ. Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Figure 6 – Répartition régionale des entreprises n'ayant pas identifié de relève par rapport aux besoins



Répartition régionale

La figure 6 présente la répartition régionale des entreprises sans relève identifiée (884) par rapport aux besoins (3 438). La moyenne provinciale, établie à 25,7 %, représente une amélioration au regard des données de 1997 (29,5 %).

Le Bas-Saint-Laurent (19 %) et l'Estrie (20 %) se distinguent par leur capacité à fournir une relève, car leur taux d'entreprises sans relève identifiée est faible.

À l'opposé, la région de Laval représente la plus haute proportion d'entreprises sans relève identifiée (43 %), suivie des régions de la Mauricie (38 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (35 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (32 %), du Centre-du-Québec (31 %) et de la Capitale-Nationale (30 %).

On doit signaler que la région de Laval comptait également une forte proportion (60 %) d'entreprises sans relève identifiée en 1997.

Principale source de revenu des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Les entreprises en production laitière (282), suivies de celles en production de bovins de boucherie (147), sont les plus nombreuses à ne pas avoir identifié de relève et représentent près de la moitié des entreprises dans cette situation.

Le tableau 2.2 montre, par production et par région administrative, la répartition des entreprises potentiellement disponibles pour une reprise.

Les entreprises laitières sans relève identifiée sont en tête avec 282 fermes (31,9 %). Cette situation mérite d'être signalée, car elle s'est amplifiée par rapport à 1997 (28,0 %) et se manifeste dans toutes les régions.

Viennent ensuite les 147 entreprises de bovins de boucherie (16,6 %), les 133 entreprises de céréales et fourrages (15 %) et les 107 entreprises de fruits et légumes (12,1 %). Ces quatre productions occupent le même ordre dans la répartition des entreprises agricoles au Québec, le lait étant au premier rang avec 31 % des 29 969 entreprises.

Tableau 2.2 – Principale source de revenu des entreprises n'ayant pas identifié de relève, par région administrative

Type de production	Région administrative																	Ensemble du Québec	
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17		
Lait	25	30	13	21	12	0	3	11	0	0	1	54	0	10	7	43	52	**282**	**31,9 %**
Bovins	11	6	6	8	17	0	24	7	1	0	3	20	0	5	7	12	20	**147**	**16,6 %**
Porcs	0	2	2	3	4	0	0	0	0	0	0	30	0	3	1	22	16	**83**	**9,4 %**
Céréales et fourrages	8	18	2	7	3	0	3	5	0	0	1	9	0	6	3	51	17	**133**	**15,0 %**
Acériculture	4	0	2	1	3	0	0	1	0	0	0	22	0	1	1	4	13	**52**	**5,9 %**
Aviculture	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	4	0	5	3	**16**	**1,8 %**
Fruits et légumes	4	3	5	4	5	0	2	2	1	0	1	6	0	15	20	31	2	**107**	**12,1 %**
Pépinières et cultures abritées	0	1	0	1	4	0	0	0	0	0	0	4	6	2	1	4	0	**17**	**1,9 %**
Autres animaux et productions végétales	6	2	1	5	6	0	2	3	1	0	1	6	0	1	3	9	1	**47**	**5,3 %**
Total	**58**	**62**	**32**	**51**	**54**	**0**	**34**	**29**	**3**	**0**	**7**	**153**	**6**	**47**	**43**	**181**	**124**	**884**	**100,0 %**

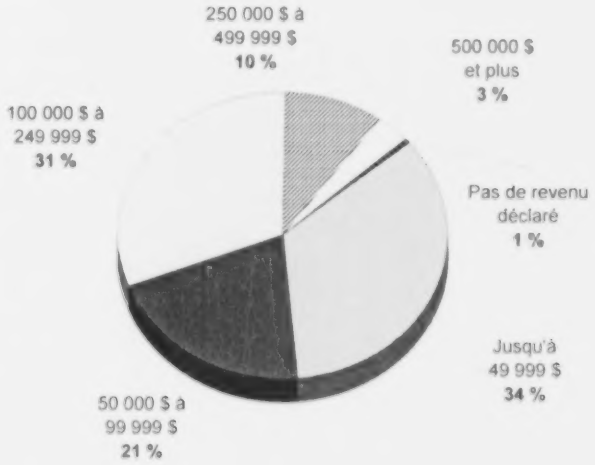
Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Revenus agricoles totaux* des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Parmi les 884 entreprises sans relève identifiée, près de 45 % déclaraient, en 2000, des revenus agricoles de plus de 100 000 $, alors que plus du tiers n'ont pas de revenus supérieurs à 50 000 $.

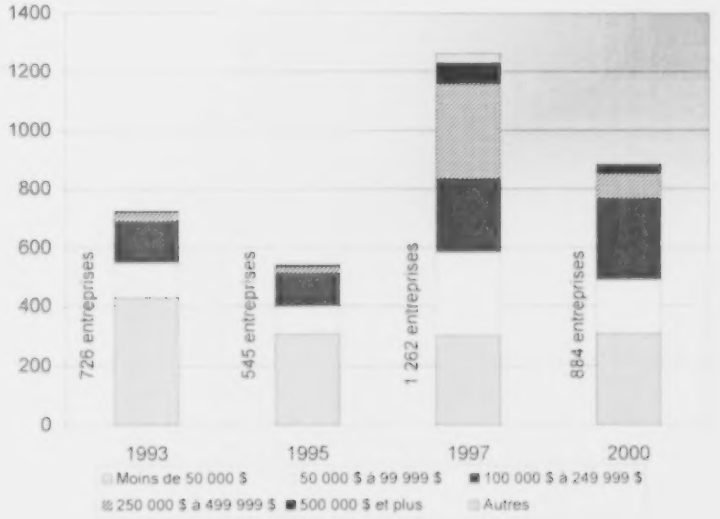
La figure 7 présente la répartition des entreprises sans relève identifiée en 2000, en fonction des diverses strates de revenus agricoles totaux.

Figure 7 – Revenus totaux des entreprises agricoles sans relève identifiée, 2000



Le marché des fermes potentiellement disponibles a subi des changements importants entre les années 1997 et 2000 comme le démontre la figure 8. En effet, la proportion des fermes de 250 000 $ et plus est ramenée à 12,7 % (31,6 % en 1997) et s'amplifie dans la strate de 100 000 $ à 249 999 $ pour atteindre 31,2 % (19,7 % en 1997). Il faut également noter une augmentation importante des entreprises dont les revenus sont inférieurs à 50 000 $ (34,8 %).

Figure 8 – Revenu des entreprises sans relève identifiée, 1993, 1995, 1997 et 2000



* *Il y a lieu de noter que les producteurs ont été invités à inscrire sur la fiche d'enregistrement des années 2000, 1997, 1995 et 1993 des information sur leurs revenus agricoles totaux de l'année civile précédente.*

Revenus agricoles totaux et principale source de revenu des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Si on met le focus sur la principale source de revenu par comparaison avec les revenus agricoles totaux, on observe un nombre important d'entreprises (390) dont le revenu est supérieur à 100 000 $.

Le tableau 2.3 permet de constater des écarts importants entre les revenus tirés de certaines productions. À titre d'exemple, notons que 74 % des entreprises en production laitière et 76 % en production porcine ont des revenus de 100 000 $ et plus. Par contre, dans la catégorie « Autres productions animales et végétales », qui sont des productions à plus petite échelle, 87 % des entreprises déclarent un revenu inférieur à 50 000 $. Plus de 60 % des entreprises en production de bovins de boucherie et de fruits et légumes se classent aussi dans cette catégorie de revenu.

Il faut examiner sérieusement les productions qui entraînent des revenus inférieurs, car elles permettent souvent l'entrée en agriculture à temps partiel.

On ne peut toutefois avancer que les entreprises ayant des revenus moindres ne sont pas intéressantes à reprendre. En effet, leur éventuelle relève pourra opter pour l'agriculture à temps partiel ou ajouter une autre production, ce qui pourrait nécessiter moins d'investissement.

Tableau 2.3 – Principale source de revenu et revenus agricoles totaux des entreprises agricoles sans relève identifiée, 1999

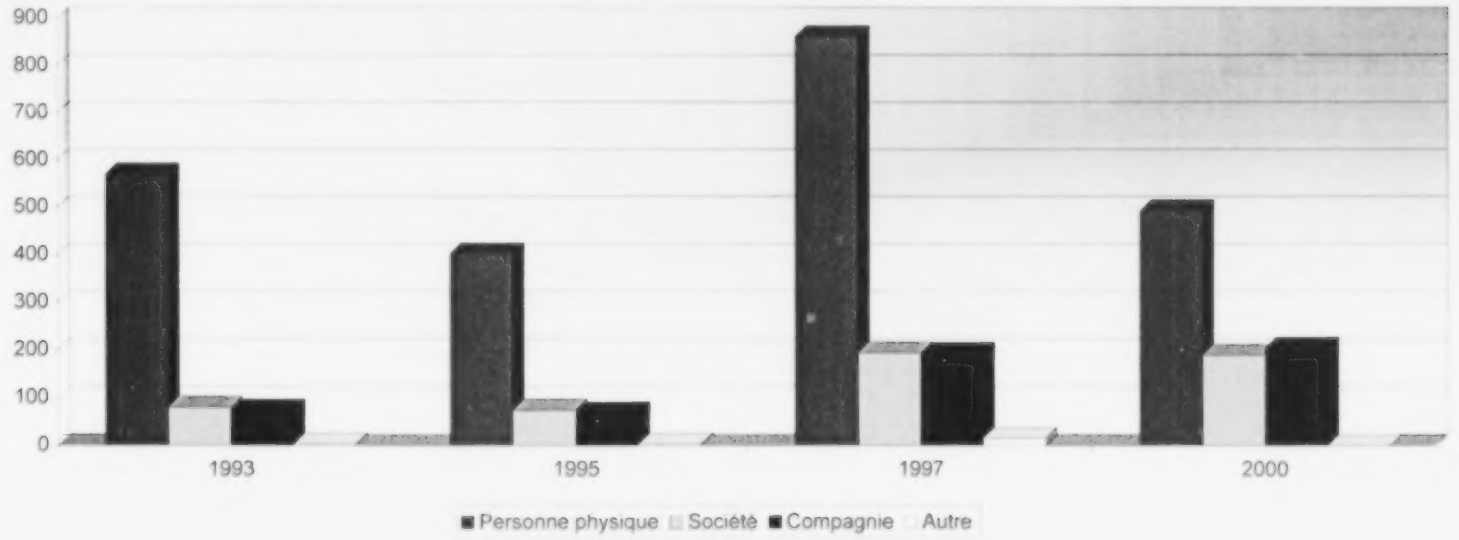
Principale source de revenu	Revenu						Total
	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	Indéterminé	
Lait	13	60	166	41	2	0	282
Bovins	96	36	10	5	0	0	147
Porcs	7	13	21	24	18	0	83
Céréales et fourrages	71	23	32	4	0	3	133
Acériculture	38	6	6	1	1	0	52
Aviculture	3	3	4	3	3	0	16
Fruits et légumes	41	25	29	5	6	1	107
Pépinières et cultures abritées	10	3	3	1	0	0	17
Autres productions animales et végétales	29	12	5	0	0	1	47
Total	**308**	**181**	**276**	**84**	**30**	**5**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Forme juridique des entreprises n'ayant pas identifié de relève

Depuis 1993, le statut d' exploitant unique « Personne physique » perd de sa popularité en faveur de la société ou de la compagnie (figure 9) même s'il continue de dominer dans plus de la moitié des entreprises agricoles québécoises (50,1 %). Ce sont aussi les entreprises appartenant à des exploitants uniques qui sont les plus nombreuses (492) à ne pas avoir identifié de relève.

Figure 9 – Forme juridique des entreprises sans relève identifiée, 1993, 1995, 1997 et 2000



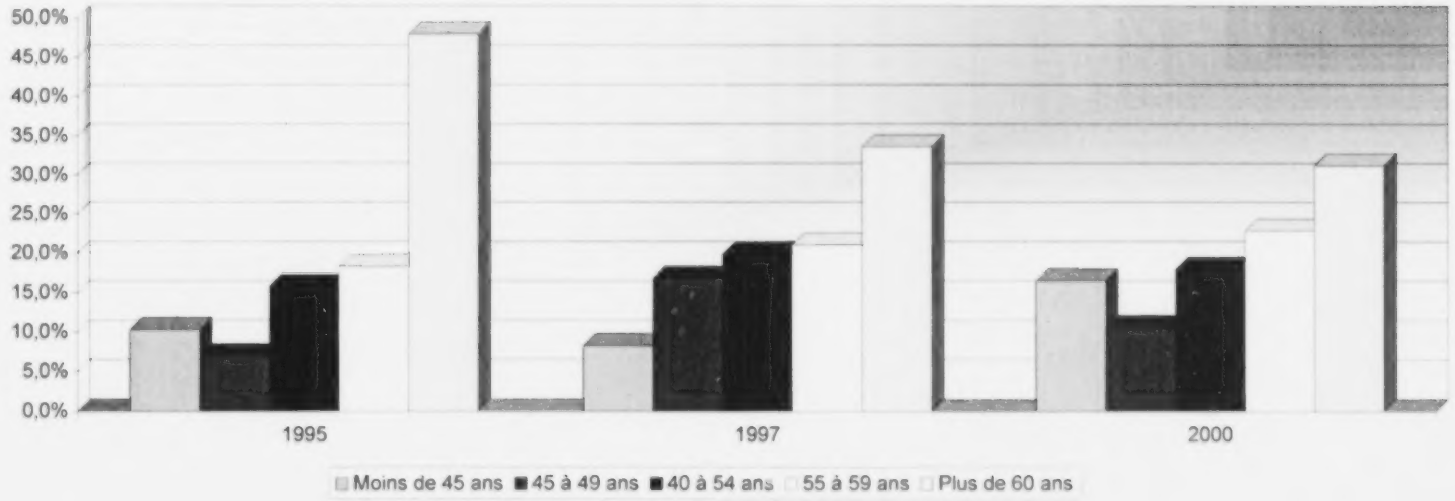
Âge et sexe de l'exploitant n'ayant pas identifié de relève

En 2000, 54 % des exploitants n'ayant pas identifié de relève étaient âgés de 55 ans et plus, soit sensiblement le même âge que ceux qui prévoient recourir à la relève d'ici 2005.

La figure 10 révèle que l'âge moyen des exploitants n'ayant pas identifié de relève diminue sensiblement depuis 1995.

La région de l'Outaouais, tout comme en 1997, est celle où cette population est la plus âgée (50 % ont 60 ans et plus), qui touche un bas revenu (65 % ont moins de 50 000 $) et qui s'occupe principalement de production de bovins de boucherie (70 %).

Figure 10 – Répartition, par strates d'âge, des exploitants n'ayant pas identifié de relève, 1995, 1997 et 2000



En 2000, les femmes représentaient 6 % des exploitants n'ayant pas identifié de relève, une diminution par rapport aux années 1995 et 1997 (tableau 2.4).

Le pourcentage des hommes de 60 ans et plus diminue depuis 1995, passant de 49 à 32 % (263 / 824) en 2000. Chez les femmes, dans cette même strate d'âge, nous observons le même phénomène, soit 36 % en 1995 et 25 % en 2000.

Tableau 2.4 – Sexe des exploitants qui n'ont pas identifié de relève

Groupe d'âge	1995		1997		2000	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
16 à 45 ans	12	44	32	147	15	131
45 à 49 ans	3	35	7	136	8	86
40 à 54 ans	3	83	12	160	8	151
55 à 59 ans	7	93	12	268	9	193
60 ans et plus	14	247	26	457	13	263
Total	**39**	**502**	**89**	**1 168**	**53**	**824**
	541		**1 257**		**877**	
	7,2 %	**92,8 %**	**7,1 %**	**92,9 %**	**6,0 %**	**94,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

NOTE : Les caractéristiques des entreprises agricoles, par région administrative, n'ayant pas identifié de relève se trouvent à l'annexe C.

SECTION 3
Portrait des entreprises agricoles ayant identifié leur relève

Présentation des entreprises ayant identifié leur relève

Parmi les 3 438 entreprises susceptibles d'être vendues ou transférées, 65 % signalent au moins une personne intéressée à prendre la relève. Ainsi, 2 231 entreprises ont associé 2 780 personnes à la relève : 2 089 de ces entreprises ont désigné 2 610 personnes entre 16 et 39 ans, alors que 142 entreprises ont désigné 170 personnes de 40 ans et plus.

La présente section est consacrée aux revenus, à la production et aux formes juridiques des entreprises ayant identifié leur relève. L'âge et le sexe de leurs exploitants sont également présentés.

Le tableau 3.1 établit la répartition régionale des entreprises ayant identifié leur relève en vue d'une vente ou d'un transfert d'ici 2005 et les besoins totaux de relève dans chacune des régions. Il indique aussi dans quelle strate d'âge se situe cette relève. La répartition, par région administrative, des entreprises agricoles qui ont exprimé un besoin de relève, qu'elle soit identifiée, non identifiée ou incertaine, permet d'apprécier l'ensemble de la situation et de comparer les régions.

Tout comme en 1997, la région de Laval (13), principalement maraîchère, occupe le dernier rang avec 50 % (7) de relève identifiée par rapport à ses besoins. La région de la Mauricie (04) suit de près avec 53 % (72), cette région étant consacrée en majorité à la production laitière.

Les régions du Bas-Saint-Laurent (01) et de Lanaudière (14) arrivent en tête avec 70 % et plus de relève identifiée.

Plus de la moitié (1 155 / 2 231) des entreprises ayant identifié leur relève sont situées dans le Bas-Saint-Laurent (01), en Chaudière-Appalaches (12) et en Montérégie (16).

Tableau 3.1 – Répartition régionale des entreprises ayant identifié leur relève

	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Entreprises ayant un besoin de relève	311	177	106	136	274	0	137	90	13	1	35	614	14	201	151	781	397	3 438
Entreprises ayant identifié une relève	220	105	66	72	185	0	88	56	9	1	24	399	7	141	91	536	231	2 231
Entreprises n'ayant pas identifié leur relève	58	62	32	51	54	0	34	29	3	0	7	153	6	47	43	181	124	884
Entreprises qui ignorent si elles ont une relève	33	10	8	13	35	0	15	5	1	0	4	62	1	13	17	64	42	323
Pourcentage des entreprises ayant identifié leur relève	71 %	59 %	62 %	53 %	68 %	0 %	64 %	62 %	69 %	0 %	69 %	65 %	50 %	70 %	60 %	69 %	58 %	65 %
Entreprises ayant identifié une relève de 39 ans et moins	211	94	61	64	172	0	64	54	9	1	22	378	6	137	84	506	226	2 089
Entreprises ayant identifié une relève de 40 ans et plus	9	11	5	8	13	0	24	2	0	0	2	21	1	4	7	30	5	142

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Principale source de revenu des entreprises ayant identifié leur relève

La production laitière continue donc à attirer la relève. En effet, malgré une légère diminution, elle constitue encore la principale source de revenu (31 %) des entreprises agricoles du Québec (figure 11).

Quand on considère la principale source de revenu, on constate que la production laitière domine avec 49 % des entreprises ayant identifié leur relève, tel qu'illustré à la figure 12. En 1997, ce pourcentage s'élevait à 43 %.

Figure 11 – Principale source de revenu des entreprises agricoles au Québec, 2000

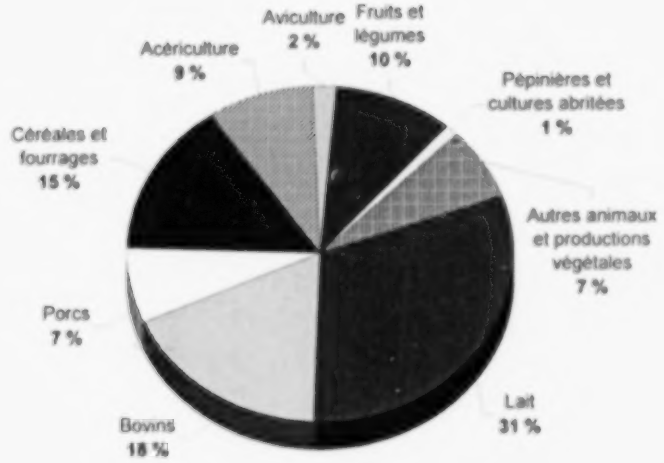
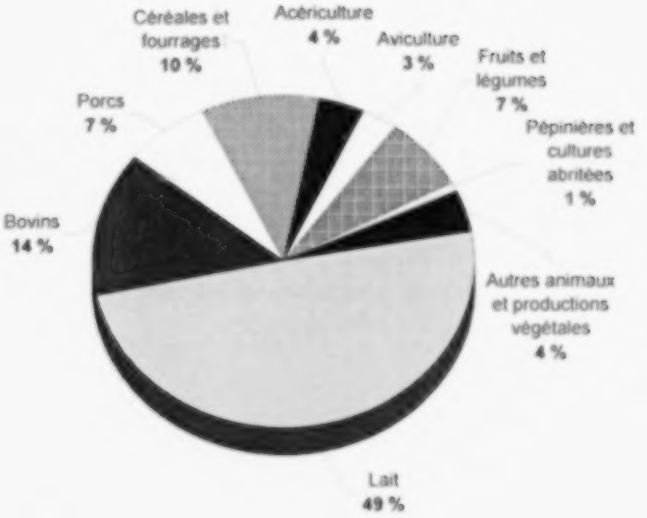


Figure 12 – Principale source de revenu des entreprises avec une relève identifiée, 2000



Le tableau 3.2 retrace les principales sources de revenu des entreprises ayant identifié leur relève dans chacune des régions administratives.

On constate que la production laitière domine dans toutes les régions, à l'exception de l'Outaouais (07), de la Côte-Nord (09), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11) et de Laval (13). Dans la région de Laval (13), la production maraîchère domine, mais dans les trois autres régions mentionnées, c'est la production de bovins de boucherie qui est importante.

Tableau 3.2 – Distribution des exploitations selon la principale source de revenu par région administrative
Première relève identifiée

Secteur	Région administrative																	Total	
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17		
Lait	141	71	30	45	99	0	25	27	1	0	5	214	1	47	34	218	130	1 088	48,8 %
Bovins	35	12	7	7	35	0	49	20	4	1	9	51	0	9	10	30	29	308	13,8 %
Porcs	0	0	6	7	5	0	1	0	0	0	0	51	0	17	3	51	18	159	7,1 %
Céréales et fourrages	5	7	1	5	7	0	3	5	1	0	1	8	2	18	6	139	21	229	10,3 %
Acériculture	11	0	0	0	19	0	3	0	1	0	0	43	0	1	3	2	13	96	4,3 %
Aviculture	3	2	2	1	3	0	0	0	0	0	0	14	0	14	3	23	8	73	3,3 %
Fruits et légumes	3	6	16	5	4	0	0	1	2	0	6	4	3	20	23	57	5	155	6,9 %
Pépinières et cultures abritées	1	1	1	1	4	0	1	0	0	0	0	4	1	1	1	9	1	26	1,2 %
Autres animaux et productions végétales	21	6	3	1	9	0	6	3	0	0	3	10	0	14	8	7	6	97	4,3 %
Total	**220**	**105**	**66**	**72**	**185**	**0**	**88**	**56**	**9**	**1**	**24**	**399**	**7**	**141**	**91**	**536**	**231**	**2 231**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Revenus agricoles totaux* des entreprises ayant identifié leur relève

Près de 70 % des entreprises (1 497) ayant identifié leur relève génèrent des revenus supérieurs à 100 000 $.

Globalement, en pourcentage, les entreprises qui ont identifié une relève en 2000 génèrent des revenus plus importants que l'ensemble du secteur agricole.

À titre d'exemple, 444 entreprises (20 %) qui ont identifié leur relève (tableau 3.3) déclarent des revenus de moins de 50 000 $ alors que les entreprises de cette strate représentent 33 % de l'ensemble des entreprises agricoles (figure 13). L'agriculture à temps partiel est probablement pratiquée par ces entreprises. Il est toutefois surprenant que 76 de ces entreprises aient désigné une deuxième relève. D'autre part, 50 % des entreprises agricoles ayant identifié une personne de 40 ans et plus, qu'elle soit première ou deuxième personne désignée, touchent des revenus inférieurs à 50 000 $.

Dans les trois strates de revenus supérieurs à 100 000 $, la proportion des entreprises ayant identifié une relève de 39 ans et moins est plus élevée que celle des entreprises agricoles québécoises; si l'on compare les figures 13 et 15, cet écart est de 10 % dans le cas des entreprises avec des revenus entre 100 000 $ et 249 999 $, de 8 % pour celles avec des revenus entre 250 000 $ et 499 999 $ et enfin de 3 % pour les entreprises dont les revenus sont de 500 000 $ et plus.

La figure 16 illustre, en raison du fort pourcentage de fermes à revenu élevé, la pertinence pour plusieurs personnes de s'établir ensemble.

Tableau 3.3 – Revenus des entreprises ayant identifié leur relève, 1999

Revenu des entreprises	Nombre d'entreprises	%	Première personne				Deuxième personne			
			Relève de 39 ans et moins		Relève de 40 ans et plus		Relève de 39 ans et moins		Relève de 40 ans et plus	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jusqu'à 49 999 $	444	19,9	374	17,9	70	49,3	62	11,9	14	50,0
50 000 $ à 99 999 $	264	11,8	234	11,2	30	21,1	38	7,3	6	21,4
100 000 $ à 249 999 $	846	37,9	823	39,4	23	16,2	163	31,3	4	14,3
250 000 $ à 499 999 $	458	20,5	445	21,3	13	9,2	162	31,1	2	7,1
500 000 $ et plus	193	8,7	188	9,0	5	3,5	90	17,3	2	7,1
Autres	26	1,2	25	1,2	1	0,7	6	1,2	0	0,0
Total	**2 231**	**100,0**	**2 089**	**100,0**	**142**	**100,0**	**521**	**100,1**	**28**	**99,9**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Il y a lieu de noter que les producteurs ont été invités à inscrire sur la fiche d'enregistrement des années 1999 et 1997 des informations sur leurs revenus agricoles totaux de l'année civile précédente.*

Figure 13 – Revenus agricoles totaux des entreprises du Québec, 1999

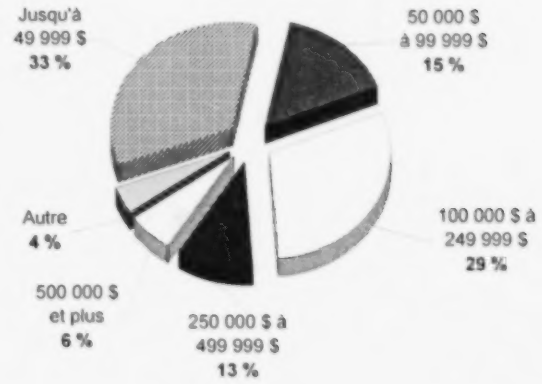


Figure 14 – Revenus agricoles totaux des entreprises ayant identifié une relève, 1999

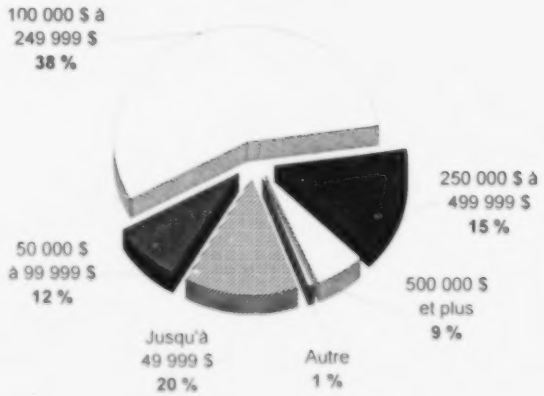


Figure 15 – Revenus agricoles des entreprises ayant identifié une relève de 39 ans et moins, 1999

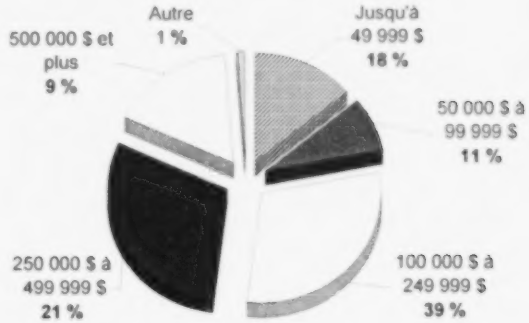
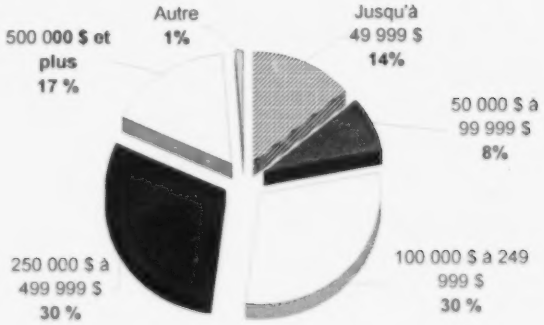


Figure 16 – Revenus agricoles des entreprises ayant identifié une deuxième personne, 1999



Principale source de revenu

Le tableau 3.4 permet de remarquer que près de 90 % des entreprises ayant identifié leur relève touchent un revenu agricole de plus de 100 000 $, revenu qui provient principalement de la production avicole, laitière ou porcine.

Par ailleurs, 62 % des entreprises qui font l'élevage de bovins de boucherie et 74 % des entreprises en acériculture ont un revenu inférieur à 50 000 $.

À l'exception de la production porcine, nous constatons que les entreprises ayant identifié leur relève et qui se spécialisent dans les productions contingentées sont celles dont les revenus agricoles sont les plus élevés.

Tableau 3.4 – Répartition des entreprises ayant identifié leur relève, par strate de revenus agricoles totaux et en fonction de leur principale source de revenu, 1999

Source de revenu	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	Autre	Total	%
Lait	19	100	630	289	48	2	1 088	48,8
Bovins	191	60	36	13	7	1	308	13,8
Porcs	3	15	45	47	48	1	159	7,1
Céréales et fourrages	73	28	55	44	25	4	229	10,3
Acériculture	71	11	7	2	0	5	96	4,3
Aviculture	3	7	10	17	36	0	73	3,3
Fruits et légumes	40	15	44	31	23	2	155	6,9
Pépinières et cultures abritées	9	8	3	2	1	3	26	1,2
Autres animaux et productions végétales	35	20	16	13	5	8	97	4,3
Total	**444**	**264**	**846**	**458**	**193**	**26**	**2 231**	**100,0**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Comparaison des revenus agricoles totaux* des entreprises ayant identifié leur relève, 1993, 1995, 1997 et 2000

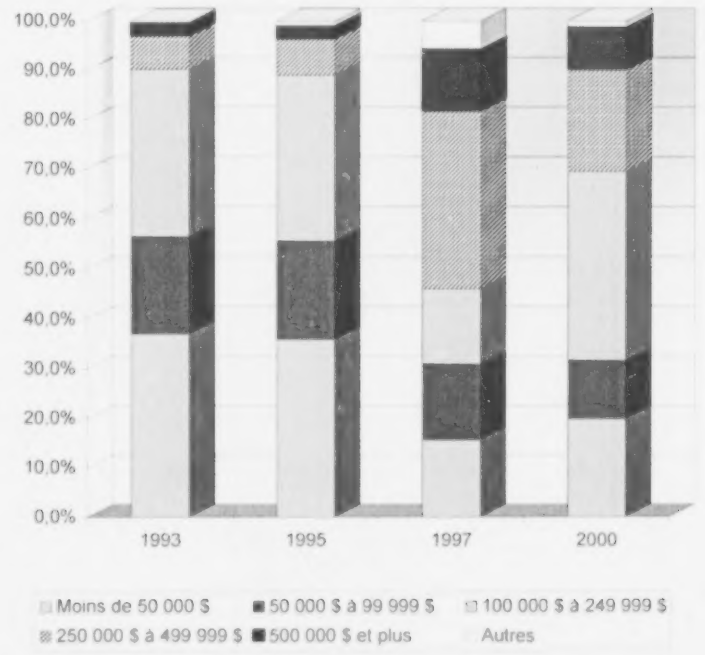
En 2000, près de 30 % des entreprises ayant identifié leur relève déclaraient des revenus supérieurs à 250 000 $.

La figure 17 montre que près de 30 % des entreprises ont déclaré en 1999 un revenu supérieur à 250 000 $, ce qui est inférieur aux déclarations de 1997 (48 %) et supérieur à celles de 1995 et de 1993 (10 %).

La proportion des revenus supérieurs à 500 000 $ diminue de 4 % par rapport à 1996 et celle des revenus de moins de 50 000 $ augmente de 4 %.

La proportion des entreprises de moins de 50 000 $ de revenu est presque deux fois moins importante qu'en 1993 (20 % au regard de 37 %).

Figure 17 – Variations des revenus agricoles totaux des entreprises ayant identifié leur relève, 1993, 1995, 1997 et 2000



* *Il y a lieu de noter que les producteurs ont été invités à inscrire sur la fiche d'enregistrement des années 2000, 1997, 1995 et 1993 des informations sur leurs revenus agricoles totaux de l'année civile précédente.*

Forme juridique des entreprises ayant identifié leur relève, sexe et âge du principal exploitant

La mise en relation de ces variables permet de faire ressortir certaines tendances et de suivre l'évolution des entreprises depuis le premier Profil de la relève de 1993.

Forme juridique des entreprises ayant identifié leur relève

La figure 18 illustre la tendance marquée des entreprises à se constituer en « Société » et en « Compagnie » plutôt que d'adapter le statut d'exploitant unique « Personne physique ».

Cette tendance est aussi observée dans l'ensemble des entreprises agricoles du Québec. À titre d'exemple, la proportion d'exploitants uniques est passée de 65 % en 1993 à 50 % en 2000. Pour leur part, les compagnies regroupaient 19 % de l'ensemble des entreprises en l'an 2000 contre 14 % en 1993.

En 2000, 55 % des entreprises ayant identifié leur relève étaient constituées en compagnies ou en sociétés. Pour la première fois, le statut de propriétaire unique « Personne physique » se trouvait sous la barre des 50 %. En effet, en 2000, les propriétaires uniques représentaient 43,4 % (figure 19) des entreprises ayant identifié leur relève au regard de 57,7 % en 1997.

En ce qui a trait aux femmes, elles représentaient 8,3 % des personnes qui avaient identifié leur relève et le statut juridique des entreprises qu'elles dirigeaient était sensiblement le même que celui de la figure 19.

Figure 18 – Statut juridique des entreprises ayant identifié une relève, 1993, 1995, 1997 et 2000

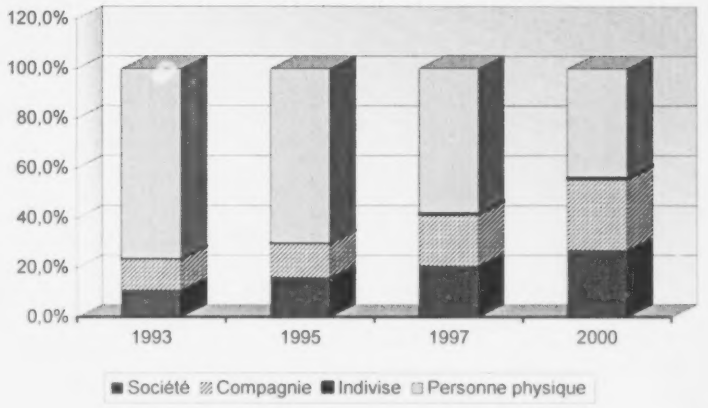
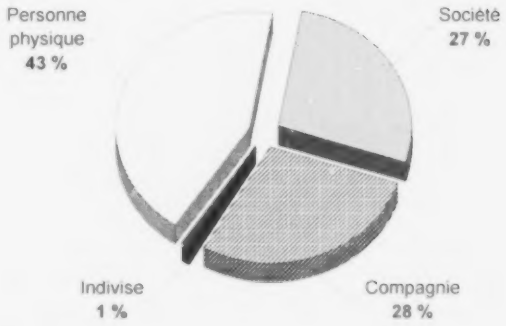


Figure 19 – Forme juridique des entreprises ayant identifié leur relève, 2000



Âge du principal exploitant ayant identifié sa relève

Tout comme en 1997, les exploitants qui ont identifié leur relève veulent se retirer de plus en plus jeunes ou quitter graduellement l'agriculture (figure 20).

En 2000, plus du cinquième (23 %) avaient moins de 50 ans et 44 %, moins de 55 ans (figure 21).

La proportion (68 %) des personnes de moins de 60 ans est identique, que ce soit pour les personnes qui ont identifié leur relève ou celles qui ne l'ont pas fait.

On peut présumer que les chefs d'entreprises agricoles planifient davantage le transfert de leur entreprise. Cette situation découle en partie de la tendance à se constituer en société ou en compagnie.

Figure 20 – Âge du principal exploitant ayant identifié sa relève, 1993, 1995, 1997 et 2000

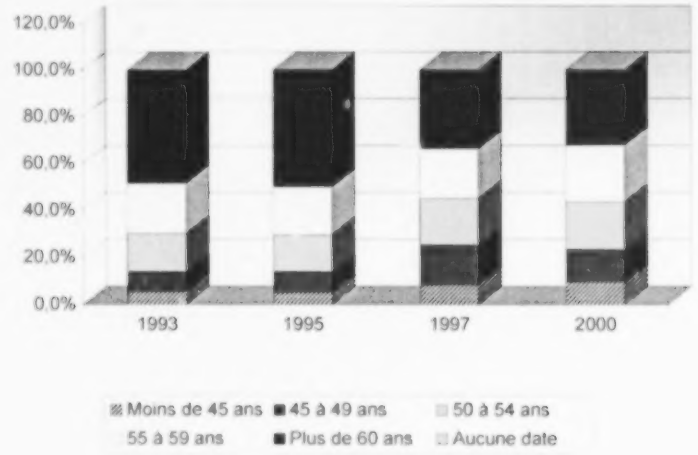
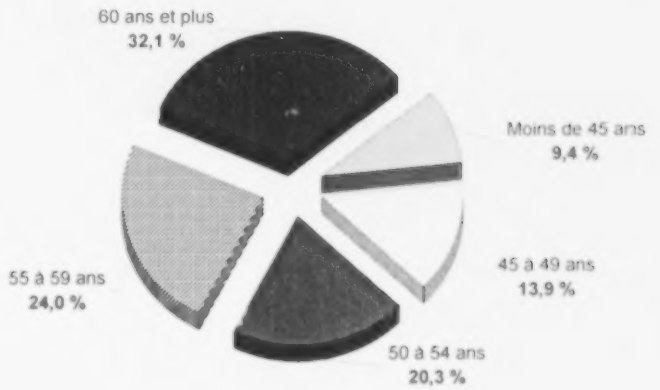


Figure 21 – Âge du principal exploitant ayant identifié sa relève, 2000



À la lumière du tableau 3.5, nous constatons des écarts significatifs entre les femmes et les hommes dans certaines strates d'âge. La proportion des femmes est moins importante dans la strate 55 à 59 ans alors qu'elle est plus importante dans celles des moins de 45 ans et des 45 à 49 ans. Cette situation nous permet d'avancer que les femmes ont tendance à identifier leur relève alors qu'elles sont plus jeunes que les hommes.

Tableau 3.5 – Sexe et âge du principal exploitant ayant identifié sa relève

Âge	Femme	Homme
Moins de 45 ans	14,6 %	9,0 %
45 à 49 ans	21,1 %	13,2 %
50 à 54 ans	20,0 %	20,4 %
55 à 59 ans	10,3 %	25,4 %
Plus de 60 ans	34,1 %	32,1 %
Total	**100,0 %**	**100,1 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

NOTE : Les caractéristiques des entreprises agricoles ayant identifié leur relève sont présentées par région administrative à l'annexe D.

SECTION 4
Portrait des entreprises agricoles qui ignorent si elles auront une relève

Présentation des entreprises qui ignorent si elles auront une relève

Quelque 323 entreprises prévoyant vendre ou transférer leur entreprise d'ici l'an 2005 ne savent pas si elles auront une relève.

Dans la fiche d'enregistrement 2000, les questions portant sur la relève agricole (section 3) ont été modifiées.

Ainsi, à la question 3B « Prévoyez-vous avoir de la relève pour votre exploitation » s'est ajouté un choix de réponse : « Ne sais pas ».

Ce sont donc des entreprises qui, pour des raisons que nous ne connaissons pas, ne savent réellement pas, au moment de remplir la fiche, si elles auront une relève.

Ces entreprises seront considérées en fonction de leur répartition géographique, de leurs revenus et de leur principale production.

Nous examinerons également le profil de l'exploitant, son âge et le statut juridique de son entreprise.

Répartition régionale

Près des trois-quarts (73 %) des entreprises qui ne savent pas si elles auront une relève se situent dans les cinq régions suivantes : Bas-Saint-Laurent (01), Estrie (05), Chaudière-Appalaches (12), Centre-du-Québec (16) et Montérégie (17). La Montérégie, à elle seule, totalise 20 % des entreprises (64 / 323) (tableau 4.1).

Principale source de revenu des entreprises qui ignorent si elles auront une relève

Le tableau 4.2 montre, par production, la répartition de ces entreprises potentiellement destinées à une reprise. Plus de 50 % de celles-ci se consacrent aux productions laitière et bovine.

Les proportions relatives à la répartition des productions agricoles sont sensiblement les mêmes que celles des entreprises qui n'ont pas identifié leur relève.

Tableau 4.1 – Répartition des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, par région administrative

Région administrative	Nombre	Région administrative	Nombre
01	33	10	0
02	10	11	4
03	8	12	62
04	13	13	1
05	35	14	13
06	0	15	17
07	15	16	64
08	5	17	42
09	1		
Nombre total : 323			

Tableau 4.2 – Principale source de revenu des entreprises qui ignorent si elles auront une relève

Secteur	Total	
Lait	107	33,1 %
Bovins	56	17,3 %
Porcs	20	6,2 %
Céréales et fourrages	50	15,5 %
Acériculture	24	7,4 %
Aviculture	5	1,5 %
Fruits et légumes	29	9,0 %
Pépinières et cultures abritées	5	1,5 %
Autres animaux et productions végétales	27	8,4 %
Total	**323**	**99,9 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Revenus agricoles totaux* des entreprises qui ignorent si elles auront une relève

Plus du tiers (34,4 %) de ces fermes, soit 111 / 323, se situent dans la strate inférieure (moins de 50 000 $) des revenus agricoles totaux; près de 50 % de celles-ci (54 / 111) ont un revenu de moins de 20 000 $.

On constate que 29 % des entreprises qui ignorent si elles auront une relève déclarent des revenus de 100 000 $ à 249 999 $, ces revenus provenant majoritairement de la production laitière.

D'ailleurs, si nous combinons la principale source de revenu avec les revenus agricoles totaux (tableau 4.3), nous constatons que près de 50 % de ces fermes génèrent des revenus agricoles supérieurs à 100 000 $.

Tableau 4.3 – Principale source de revenu et revenus agricoles totaux des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 1999

Secteur	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	Autres	Total	
Lait	5	16	56	24	6	0	107	33,1 %
Bovins	34	14	5	2	0	1	56	17,3 %
Porcs	2	0	4	6	8	0	20	6,2 %
Céréales et fourrages	24	9	9	5	3	0	50	15,5 %
Acériculture	15	5	2	0	0	2	24	7,4 %
Aviculture	1	1	1	0	2	0	5	1,5 %
Fruits et légumes	13	3	11	0	2	0	29	9,0 %
Pépinières et cultures abritées	1	1	1	1	0	1	5	1,5 %
Autres animaux et productions végétales	16	3	4	0	1	3	27	8,4 %
Total	**111**	**52**	**93**	**38**	**22**	**7**	**323**	**99,9 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

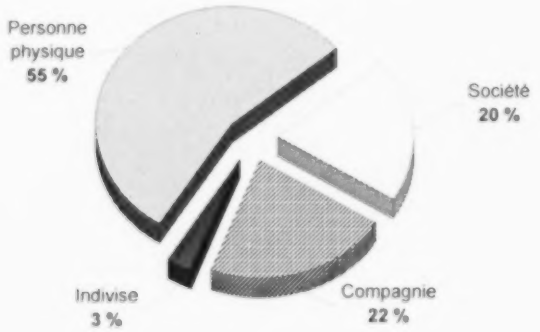
* *Il y a lieu de noter que les producteurs ont été invités à inscrire sur la fiche d'enregistrement des années 2000, 1997, 1995 et 1993 des informations sur leurs revenus agricoles totaux de l'année civile précédente.*

Forme juridique des entreprises qui ignorent si elles auront une relève

L'examen des formes juridiques de ces entreprises révèle que le statut d'exploitant unique « Personne physique » l'emporte d'une façon importante (55 %) sur les autres (figure 22).

La répartition des différentes formes juridiques des entreprises qui ne savent pas si elles auront une relève se compare sensiblement à la répartition de celles qui n'ont pas identifié de relève.

Figure 22 – Forme juridique des entreprises qui ignorent si elles auront une relève



Âge de l'exploitant

On note une proportion d'agriculteurs et d'agricultrices (tableau 4.4) de plus de 60 ans dans 16 % des exploitations agricoles; cette proportion atteint 39 % dans le cas des entreprises qui ignorent si elles auront une relève.

Cette importante proportion de personnes de 60 ans et plus permet de supposer que celles-ci attendent la décision de leur relève.

Notons que les femmes représentent 7,4 % de ce groupe et que 75 % de celles-ci (18) sont âgées de 55 ans et plus.

Tableau 4.4 – Âge comparé des exploitants qui ignorent s'ils auront une relève (NSP) avec les exploitants sans relève identifiée et avec l'ensemble des exploitants

Strate d'âge	Relève non identifiée	Fermes au Québec	NSP
Moins de 45 ans	17 %	42 %	15 %
45 à 49 ans	11 %	12 %	8 %
50 à 54 ans	18 %	14 %	11 %
55 à 59 ans	23 %	14 %	28 %
60 ans et plus	31 %	16 %	39 %
Aucune date	1 %	1 %	0 %
Total	**101,0 %**	**99,0 %**	**101,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

NOTE : Les caractéristiques des entreprises agricoles qui ignorent si elles auront une relève sont présentées par région administrative à l'annexe E.

SECTION 5
Portrait de la relève agricole

Présentation de la relève

Quelque 2 780 personnes seront impliquées dans une vente ou dans un transfert intergénérationnel d'ici 2005.

Dans la fiche d'enregistrement 2000, les entreprises qui prévoient une relève doivent identifier au moins une personne, au maximum deux.

Nous examinerons certaines caractéristiques de la relève, particulièrement l'âge et la formation, qu'elle soit générale ou spécialisée en agriculture. Nous traiterons également certaines variables que nous avons appliquées aux propriétaires exploitants telles la forme juridique, la source de revenu et les revenus agricoles.

Le tableau 5.1 permet de répartir la relève identifiée par les 2 231 entreprises sur l'ensemble du territoire québécois.

Tableau 5.1 – Répartition de la relève par région administrative

Région administrative	Nombre	Région administrative	Nombre
01	271	10	1
02	128	11	27
03	84	12	493
04	92	13	9
05	232	14	185
06	0	15	113
07	107	16	685
08	67	17	276
09	10		
Nombre total : 2 780			

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Âge des personnes identifiées à la relève

Près de la moitié (48 %) des personnes identifiées à la relève en 2000 avaient moins de 25 ans (figure 23). Selon les données de 1993 et de 1995, ce groupe comptait un peu moins de 40 % de jeunes, avec une pointe à 50 % en 1997 (figure 24).

Depuis 1993, les personnes de 40 ans et plus représentent 6 % de la relève identifiée.

Ces personnes forment un groupe assez singulier car 50 % d'entre elles sont repérées par des entreprises qui enregistrent moins de 50 000 $ de revenus totaux. Elles possèdent généralement une formation générale de niveau secondaire – 56,5 % ont un diplôme d'études secondaires (DES) – mais 16,5 % n'ont aucun diplôme. On estime à 78 % la proportion de ces personnes qui se joindront aux secteurs de la production laitière, porcine, céréalière et fourragère ou de l'acériculture. Plus de 80 % des entreprises qui les ont identifiées détiennent actuellement le statut de « Personne physique ». Les femmes représentent 7,6 % (13 / 170) des personnes de 40 ans et plus.

Ce portrait global nous fait supposer que cette main-d'œuvre sera à temps partiel ou saisonnière (les sucres par exemple).

Figure 23 – Âge des personnes identifiées à la relève, 2000

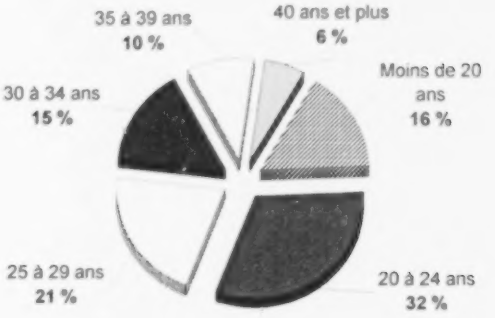
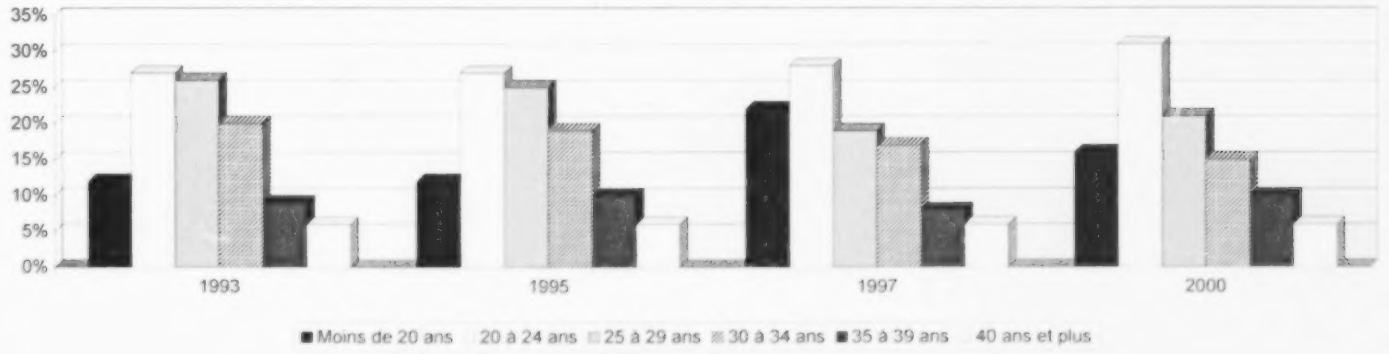


Figure 24 – Répartition proportionnelle des personnes identifiées à la relève en fonction de leur âge, 1993, 1995, 1997 et 2000



Formation de la relève identifiée

Le niveau de scolarité augmente sans cesse depuis 1993. Près de la moitié (46 %) de la relève atteint le collégial et l'université comparativement à 28 % en 1993. Il ne faut toutefois pas minimiser la proportion de personnes (10 %) qui s'établissent sur une ferme et qui ne sont titulaires d'aucun diplôme.

Dans la présente section, la formation en cours et la formation acquise sont abordées ensemble ou séparément selon les variables analysées. Nous comparons également la scolarité de la relève pour les années 1993, 1995, 1997 et 2000.

L'analyse des formations, en cours ou terminées, en fonction des ordres d'enseignement, tient compte de l'ensemble de la relève, soit un total de 2 780 personnes.

Scolarité potentielle de la relève

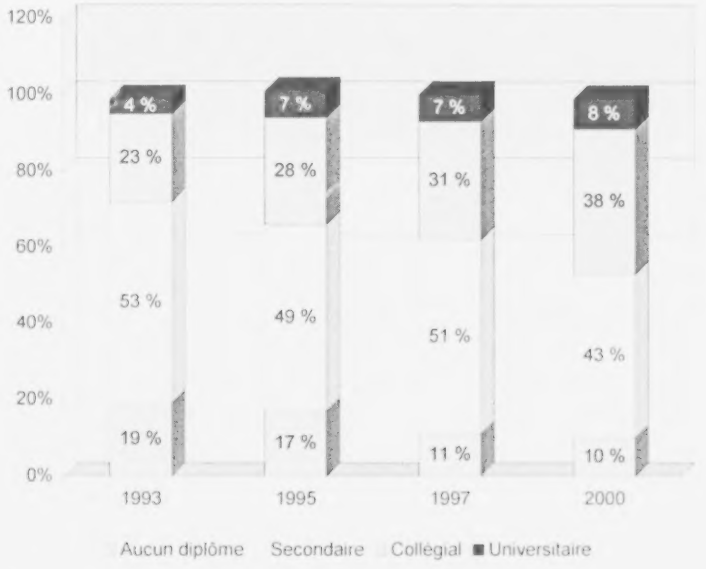
Pour établir des projections par rapport au niveau de scolarité de la relève, on additionne la formation en cours et la scolarité terminée. Il est donc présumé que toutes les personnes en formation obtiendront le diplôme associé au niveau d'études en cours. Cette approche permet de mesurer la progression de la scolarité de la relève au fil des années.

La figure 25 illustre la hausse importante du pourcentage de personnes ayant acquis une formation collégiale ou universitaire.

En 2000, 46 % des personnes de la relève avaient terminé ou poursuivaient des études collégiales ou universitaires, comparativement à 38 % (1 406 / 3 673) en 1997, à 34 % (596 / 1 747) en 1995 et à 28 % (577 / 2 097) en 1993.

Pour la période 1993 à 2000, la progression au collégial est de 15 %; cette progression a doublé pour l'université, passant de 4 à 8 %.

Figure 25 – Évolution du niveau d'études de la relève



Le niveau de scolarité augmente sans cesse depuis 1993. Près de la moitié (46 %) de la relève atteint le collégial et l'université comparativement à 28 % en 1993. Il ne faut toutefois pas minimiser la proportion de personnes (10 %) qui s'établissent sur une ferme et qui ne sont titulaires d'aucun diplôme.

Dans la présente section, la formation en cours et la formation acquise sont abordées ensemble ou séparément selon les variables analysées. Nous comparons également la scolarité de la relève pour les années 1993, 1995, 1997 et 2000.

L'analyse des formations, en cours ou terminées, en fonction des ordres d'enseignement, tient compte de l'ensemble de la relève, soit un total de 2 780 personnes.

Scolarité potentielle de la relève

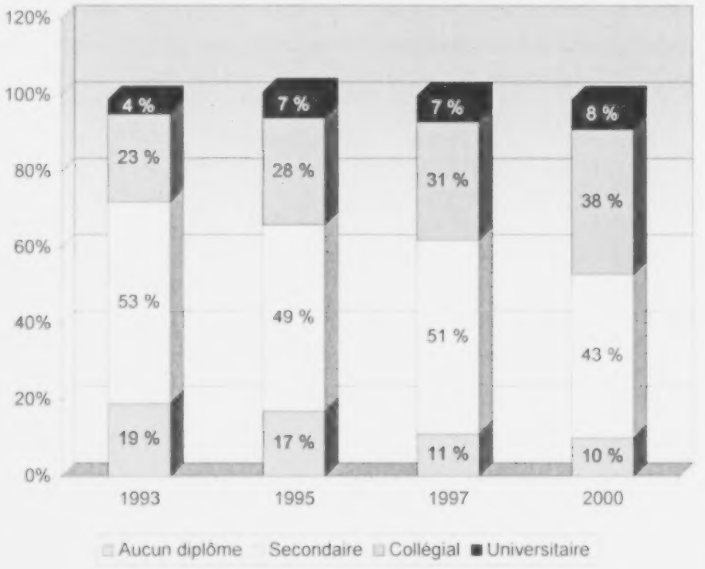
Pour établir des projections par rapport au niveau de scolarité de la relève, on additionne la formation en cours et la scolarité terminée. Il est donc présumé que toutes les personnes en formation obtiendront le diplôme associé au niveau d'études en cours. Cette approche permet de mesurer la progression de la scolarité de la relève au fil des années.

La figure 25 illustre la hausse importante du pourcentage de personnes ayant acquis une formation collégiale ou universitaire.

En 2000, 46 % des personnes de la relève avaient terminé ou poursuivaient des études collégiales ou universitaires, comparativement à 38 % (1 406 / 3 673) en 1997, à 34 % (596 / 1 747) en 1995 et à 28 % (577 / 2 097) en 1993.

Pour la période 1993 à 2000, la progression au collégial est de 15 %; cette progression a doublé pour l'université, passant de 4 à 8 %.

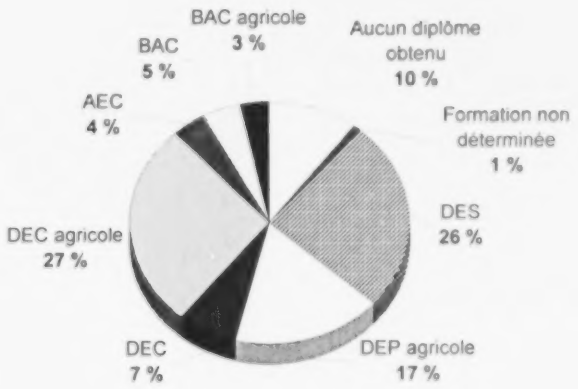
Figure 25 – Évolution du niveau d'études de la relève



Sur la figure 26, la relève 2000 est répartie selon le niveau de scolarité potentiel, les formations en cours et les formations terminées y étant fusionnées. Il s'agit plus particulièrement des 2 231 premières personnes identifiées à la relève ajoutées aux 549 deuxièmes personnes.

On observe pour la première fois dans le Profil de la relève que plus de la moitié (52 %) des personnes sont en formation spécialisée en agriculture ou l'ont complétée. Cette proportion était respectivement de 23, de 29 et de 37 % en 1993, 1995 et 1997.

Figure 26 – Relève selon la scolarité en cours et terminée, 2000



On note que cinq régions se démarquent en matière de formation spécialisée en agriculture, soit le Centre-du-Québec (17) avec 61 %, le Bas-Saint-Laurent (01) avec 59 %, le Saguenay-Lac-Saint-Jean (02) avec 58 %, Laval (13) avec 56 % et enfin, la Montérégie (16) avec 54 % (annexe F.2). À l'opposé, la région de l'Outaouais (07) signale que seulement 21 % de sa relève a complété ou poursuit une telle formation spécialisée.

Le collégial domine avec 38,4 % de la relève et particulièrement le DEC agricole avec 27,5 %, soit une personne sur quatre.

Les régions de l'Outaouais (07), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11) et des Laurentides (15) possèdent le taux le plus élevé de personnes sans diplôme, soit 15 % contre 10,4 % pour la moyenne provinciale. Ce sont les régions du Saguenay (02) et de la Capitale-Nationale (03) qui présentent le plus faible taux avec environ 5 %.

Formation de la relève féminine et masculine

En répartissant les personnes identifiées à la relève selon le sexe, on peut établir une distinction importante entre les niveaux de scolarité (figures 27 et 28).

On note que les femmes sans formation sanctionnée par un diplôme sont beaucoup moins nombreuses que les hommes : 4 % pour les premières, 11 % pour les seconds.

Les femmes sont plus scolarisées que les hommes. En proportion, on les retrouve en plus grand nombre dans les formations collégiales et universitaires.

Si l'on poursuit l'examen, on constate que, toute proportion gardée, les femmes sont moins nombreuses en formation agricole au secondaire (28 % contre 40 % pour les hommes). Elles dominent en formation agricole au collégial (36 % contre 27 % pour les hommes). Enfin, les hommes sont plus nombreux en formation universitaire en agriculture (47 % au regard de 32 % pour les femmes).

Figure 27 – Niveau de scolarité des femmes, 2000

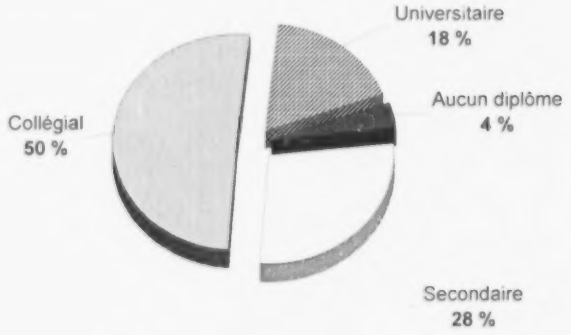
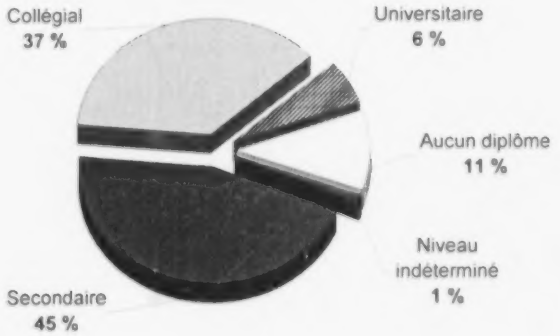


Figure 28 – Niveau de scolarité des hommes, 2000



Formation agricole de la relève

Après avoir procédé à l'examen de l'évolution du niveau d'études de la relève et de la scolarité potentielle des femmes et des hommes, nous examinerons, d'une façon plus marquée, l'ensemble de la formation agricole.

Cette formation sera traitée sous deux aspects : la scolarité terminée et la formation en cours.

INTERRUPTION DES ÉTUDES

L'interruption des études est définie en fonction de la scolarité terminée, avec ou sans diplôme, alors qu'aucune autre formation n'est en cours. On présume que les personnes dans cette situation avaient terminé leurs études au moment de remplir la fiche d'enregistrement en 2000.

Scolarité terminée

On entend par scolarité terminée, celle qui a pris fin sans qu'aucune autre formation ne soit en cours. Le niveau de formation des personnes de cette catégorie risque peu de changer et l'on doit tenir pour acquis qu'elles vont s'intégrer aux entreprises qui les ont identifiées avec la scolarité déclarée.

Le tableau 5.2 fait voir l'évolution de la relève selon la scolarité terminée pour les années 1993, 1995, 1997 et 2000. Il présente la répartition en pourcentage et en nombre des titulaires d'un diplôme et des personnes sans diplôme.

Tableau 5.2 – Formation de la relève identifiée selon la scolarité terminée (pas de formation en cours)

Formation	2000		1997		1995		1993	
Aucun diplôme obtenu	289	13,6 %	392	15,3 %	297	24,1%	408	26,0 %
DES	577	27,1 %	1 077	42,1 %	533	43,2 %	722	46,0 %
DEP agricole	349	16,4 %	269	10,5 %	67	5,4 %	100	6,4 %
DEC	148	7,0 %	204	8,0 %	86	7,0 %	123	7,8 %
DEC agricole	508	23,9 %	447	17,5 %	163	13,2 %	148	9,4 %
AEC agricole	76	3,6 %	S.O.	0,0 %	20	1,6 %	16	1,0 %
BAC	104	4,9 %	108	4,2 %	40	3,2 %	32	2,0 %
BAC agricole	78	3,7 %	61	2,4 %	27	2,2 %	21	1,3 %
Total	**2 129**	**100,2 %**	**2 558**	**100,0 %**	**1 233**	**99,9 %**	**1 570**	**99,9 %**
Relève totale	**2 780**		**3 673**		**1 747**		**2 097**	

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

S.O. : sans objet

L'analyse des données mène aux constats suivants :

- la formation spécialisée en agriculture (DEP, DEC, AEC, BAC) connaît une croissance importante et constante. Alors que le taux de diplômés se situait à 21,5 % en 1993 et à 37 % en 1997, il a atteint 47,5 % en 2000;

- après avoir enregistré un taux de diplômés de 46 % en 1993, la formation de base (DES) a chuté à 27 % en 2000, au profit de la formation agricole (DEP, DEC, AEC, BAC);

- la proportion des titulaires de DEC agricole est passée, en seulement sept ans, de 9,4 à 23,9 % à la suite de la promotion du DEC faite par le MAPAQ et ses partenaires;

- le taux de personnes de la relève qui sont sans diplôme décroît de façon constante. Cette population, qui demeure importante, s'établissait à 13,6 % en 2000. Elle compromet sérieusement la capacité des entreprises à faire face à de nouveaux défis. Une personne sur huit en agriculture aura donc une scolarité inférieure à celle qui est exigée sur le marché du travail.

Le traitement de la variable « Scolarité terminée selon le sexe des personnes » (figures 29 et 30) mène aux observations suivantes :

- les femmes sont plus scolarisées que les hommes;
- toute proportion gardée, les femmes sont aussi nombreuses (47,8 %) en formation agricole que les hommes (47,4 %);
- elles sont presque trois fois plus nombreuses dans les autres formations collégiales et universitaires;
- au chapitre de la formation de base (DES), ce sont les hommes qui dominent, 28,1 % contre 20 % pour les femmes;
- les femmes « Sans diplôme obtenu » sont presque trois fois moins nombreuses (5,1 %) que les hommes (14,7 %).

Figure 29 – Formation de la relève féminine selon la scolarité terminée, 2000

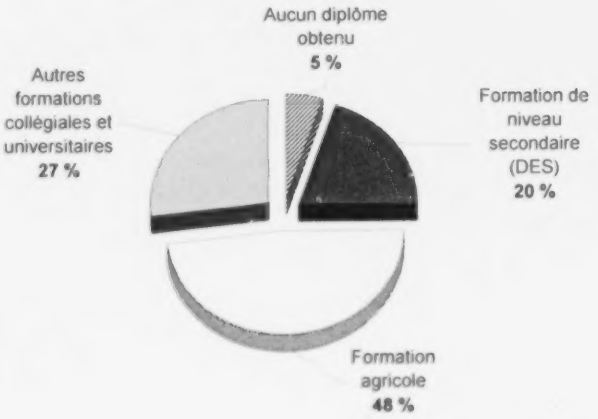
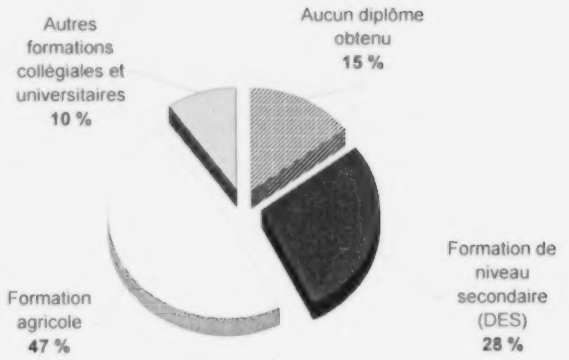


Figure 30 – Formation de la relève masculine selon la scolarité terminée, 2000



Âge et sexe de la relève

Le tableau 5.3 présente, selon l'âge et le sexe, les personnes identifiées à la relève dont la scolarité est complétée.

Les personnes de moins de 20 ans sont moins nombreuses en 2000 (6,9 %) qu'en 1997 (9,9 %) et celles de 20 à 24 ans sont plus nombreuses en 2000 (32 %) qu'en 1997 (27 %).

Cette situation résulte probablement d'une plus grande persévérance scolaire pour permettre l'atteinte de niveaux de formation plus élevés, surtout au collégial.

Près de 38 % des femmes identifiées à la relève et âgées entre 20 et 24 ans, ont complété leur scolarité; cette proportion est de 31 % chez les hommes.

Les personnes de 40 ans et plus totalisent 7,3 % de celles dont la scolarité est terminée.

On constate que 37 % (104 sur 289) des personnes sans diplôme ont moins de 25 ans.

Tableau 5.3 – Relève* titulaire ou non de diplôme sans autre formation en cours en fonction de l'âge, 2000

Âge de la relève identifiée	Sans formation en cours ou terminée		Secondaire						Collégial							
			DES		DEP agricole		Sous-total		DEC agricole		DEC		AEC agricole		Sous-total	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 20 ans	2	25	5	40	3	44	8	84	2	19	1	4	0	2	3	25
20 à 24 ans	2	79	14	89	15	145	29	234	40	203	11	24	7	26	58	253
25 à 29 ans	2	64	10	92	1	66	11	158	17	130	7	38	3	21	27	189
30 à 34 ans	2	47	6	124	1	42	7	166	8	51	5	30	1	11	14	92
35 à 39 ans	4	34	12	100	1	26	13	126	4	27	8	13	0	4	12	44
40 ans et plus	1	27	4	81	0	5	4	86	1	6	2	5	1	0	4	11
Total	**13**	**276**	**51**	**526**	**21**	**328**	**72**	**854**	**72**	**436**	**34**	**114**	**12**	**64**	**118**	**614**

Âge de la relève identifiée	Université						Total	
	BAC agricole		BAC		Sous-total			
	F	H	F	H	F	H		
Moins de 20 ans	0	0	0	0	0	0	13	134
20 à 24 ans	4	10	3	9	7	19	96	585
25 à 29 ans	7	26	15	21	22	47	62	458
30 à 34 ans	5	11	10	13	15	24	38	329
35 à 39 ans	1	6	3	15	4	21	33	225
40 ans et plus	0	8	4	11	4	19	13	143
Total	**17**	**61**	**35**	**69**	**52**	**130**	**255**	**1 874**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

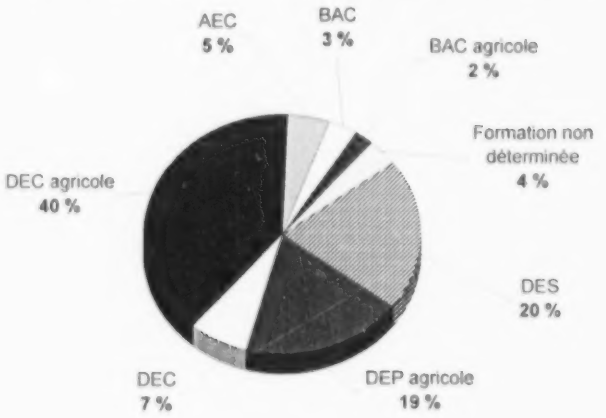
* *Scolarité des premières et deuxièmes personnes identifiées.*

Scolarité en cours

En 2000, 23 % des 2 780 personnes identifiées à la relève pour la période allant jusqu'à 2005 étaient encore aux études.

La figure 31 révèle que la majorité (66 %) de ces futurs propriétaires ont choisi une formation spécialisée en agriculture, principalement au collégial (45 %).

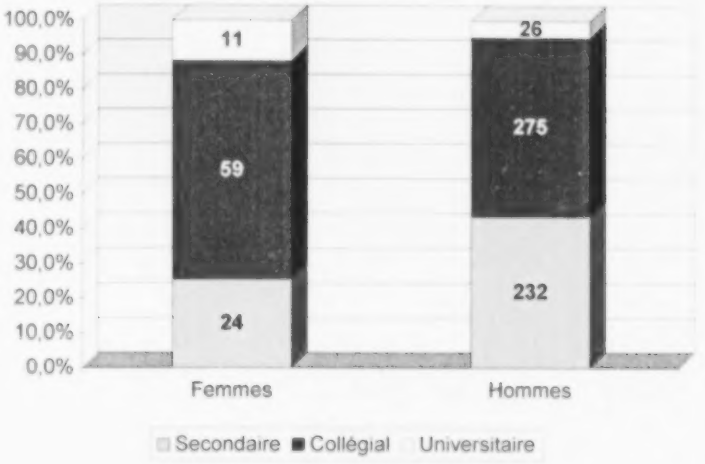
Figure 31 – Formation en cours de la relève, 2000



Alors que 33 % des personnes de la relève identifiée étaient inscrites au secondaire en 1997, cette proportion était ramenée à 20,4 % en 2000.

Il ressort de la figure 32 que près des trois quarts (74,5 %) des femmes de la relève poursuivent des études collégiales et universitaires comparativement à 56,5 % des hommes.

Figure 32 – Niveau de formation en cours selon le sexe de la relève,2000



Les moins de 20 ans forment le bloc le plus important (47,8 %) avec 311 personnes parmi lesquelles 215 (69 %) sont en formation agricole.

N'oublions pas que 20 % (133) des personnes actuellement en formation, visent l'obtention d'un DES. On peut donc penser qu'une grande partie optera pour des études spécialisées en agriculture par la suite.

Si nous examinons le tableau 5.4, nous constatons que les personnes de 20 à 24 ans privilégient (66 %) la formation collégiale. De plus, 92 des 124 (74 %) personnes ont entrepris un DEC agricole.

Tableau 5.4 – Scolarité en cours de la relève* en fonction de l'âge, 2000

Âge de la relève identifiée	Formation non déterminée		Secondaire						Collégial							
			DES		DEP agricole		Sous-total		DEC agricole		DEC		AEC agricole		Sous-total	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 20 ans	0	2	14	64	1	68	15	132	21	117	5	11	0	5	26	133
20 à 24 ans	0	4	2	12	3	28	5	40	15	77	1	12	4	15	20	104
25 à 29 ans	1	3	1	9	2	16	3	25	2	13	1	7	0	4	3	24
30 à 34 ans	0	6	1	11	0	2	1	13	2	6	1	4	3	1	6	11
35 à 39 ans	0	7	0	8	0	3	0	11	2	2	2	1	0	0	4	3
40 ans et plus	0	1	0	11	0	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1**	**23**	**18**	**115**	**6**	**117**	**24**	**232**	**42**	**215**	**10**	**35**	**7**	**25**	**59**	**275**

Âge de la relève identifiée	Université						Total	
	BAC agricole		BAC		Sous-total			
	F	H	F	H	F	H		
Moins de 20 ans	0	3	0	0	0	3	41	270
20 à 24 ans	2	5	5	3	7	8	32	156
25 à 29 ans	1	3	2	4	3	7	10	59
30 à 34 ans	0	1	0	3	0	4	7	34
35 à 39 ans	0	0	1	2	1	2	5	23
40 ans et plus	0	0	0	2	0	2	0	14
Total	**3**	**12**	**8**	**14**	**11**	**26**	**95**	**556**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Scolarité des premières et deuxièmes personnes identifiées*

Autres caractéristiques de la relève

Dans les sections précédentes, nous avons observé la relève sous l'angle du propriétaire exploitant et selon certaines variables : source de revenu, valeur des ventes, statut juridique, etc.

Nous traiterons maintenant certaines de ces variables sous l'angle de la relève elle-même :

- la relève et le statut juridique de son exploitation;
- l'âge et le sexe de la relève;
- la relève en fonction de la source de revenu et des revenus agricoles totaux;
- la relève en fonction de l'âge de l'exploitant;
- la relève selon la scolarité terminée (valeur des ventes) (âge).

Nous tenterons également de préciser si les caractéristiques de la première personne identifiée à la relève sont différentes de celles de la deuxième personne.

La relève et le statut juridique de son exploitation

La relève se retrouve à 41,5 % dans une exploitation ayant le statut d'exploitant unique; le reste est presque également réparti dans les sociétés et les compagnies.

Le tableau 5.5 illustre la répartition de la relève selon le statut juridique de l'entreprise qui en a fait mention.

Un écart important sépare la première personne identifiée de la deuxième pour ce qui est des statuts « Personne physique » (43,4 % à 34,2 %) et « Compagnie » (28,3 % à 37,5 %).

Tableau 5.5 – Statut juridique en fonction de la relève identifiée

Statut juridique	Relève totale		Première relève		Deuxième relève	
Société en nom collectif	595	21,4 %	472	21,2 %	123	22,4 %
Société en participation	162	5,8 %	134	6,0 %	28	5,1 %
Société en commandite	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Coopérative	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Indivise	29	1,0 %	25	1,1 %	4	0,7 %
Personne physique	1 155	41,5 %	968	43,4 %	188	34,2 %
Compagnie	838	30,1 %	631	28,3 %	206	37,5 %
Autre	1	0,0 %	1	0,0 %	0	0,0 %
Total	**2 780**	**99,8 %**	**2 231**	**100,0 %**	**549**	**99,9 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

En répartissant la relève identifiée, par région administrative, selon le statut juridique de l'entreprise, on constate que les régions Chaudière-Appalaches (12) et Montérégie (16) comptent le plus grand nombre de compagnies; en effet, 47 % des compagnies qui ont identifié leur relève se retrouvent dans ces deux régions (396 / 838).

Âge et sexe de la relève par région administrative

Les régions du Bas-Saint-Laurent (01), de l'Estrie (05), de Chaudière-Appalaches (12), de la Montérégie (16) et du Centre-du-Québec (17) totalisent 70 % de toute la relève identifiée et 86 % de toute la relève féminine. Presque la moitié (46 %) des hommes de 40 ans et plus se retrouvent dans l'Outaouais (07), Chaudière-Appalaches (12) et la Montérégie (16) (annexe F5).

La distribution de la relève (première et deuxième personne) se fait sensiblement dans les mêmes proportions pour les régions mentionnées.

La proportion des femmes de moins de 25 ans est plus importante (52 %) que celle des hommes (47 %).

Près de 50 % (1 327) de toute la relève a moins de 25 ans (tableau 5.6). Le groupe le plus imposant, soit celui des 20 à 24 ans atteint 31,3 %. La situation se répète pour la première et la deuxième relève.

Si la tendance se maintient, la relève féminine sera associée à 12,6 % (350 / 2 780) des transferts ou des ventes d'exploitations agricoles d'ici 2005.

Tableau 5.6 – Répartition selon l'âge et le sexe de la relève

Strate d'âge	Relève totale		F		H		Première relève (femmes et hommes)		Deuxième relève (femmes et hommes)	
Moins de 20 ans	458	16,4 %	54	15,4 %	404	16,6 %	336	15,1 %	122	22,2 %
20 à 24 ans	869	31,3 %	128	36,6 %	741	30,5 %	687	30,8 %	182	33,2 %
25 à 29 ans	589	21,2 %	72	20,6 %	517	21,3 %	501	22,5 %	88	16,0 %
30 à 34 ans	408	14,7 %	45	12,9 %	363	14,9 %	331	14,8 %	77	14,0 %
35 à 39 ans	286	10,3 %	38	10,9 %	248	10,2 %	234	10,5 %	52	9,5 %
40 ans et plus	170	6,1 %	13	3,7 %	157	6,5 %	142	6,4 %	28	5,1 %
Total	**2 780**	**100,0 %**	**350**	**100,1 %**	**2 430**	**100,0 %**	**2 231**	**100,1 %**	**549**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

La relève en fonction de la source de revenu et des revenus agricoles* totaux

La production laitière procure près de 50 % de tous les revenus de la relève prévue d'ici 2005.

Les données du tableau 5.7 confirment que les deuxièmes personnes identifiées par l'exploitant se répartissent sensiblement dans les mêmes productions et dans les mêmes proportions que celles de la première relève.

Tableau 5.7 – Situation de la relève en fonction de la source de revenu

Source de revenu	Relève totale		Première relève		Deuxième relève	
Lait	1 361	49,0 %	1 088	48,8 %	273	49,7 %
Bovins	356	12,8 %	308	13,8 %	48	8,7 %
Porcs	211	7,6 %	159	7,1 %	52	9,5 %
Céréales et fourrages	284	10,2 %	229	10,3 %	55	10,0 %
Acériculture	125	4,5 %	96	4,3 %	29	5,3 %
Aviculture	94	3,4 %	73	3,3 %	21	3,8 %
Fruits et légumes	200	7,2 %	155	6,9 %	45	8,2 %
Pépinières et cultures abritées	33	1,2 %	26	1,2 %	7	1,3 %
Autres animaux et productions végétales	116	4,2 %	97	4,3 %	19	3,5 %
Total	**2 780**	**100,1 %**	**2 231**	**100,0 %**	**549**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Le revenu est celui de l'année civile 1999.*

Le tableau 5.8 illustre clairement l'écart entre les revenus agricoles totaux des première et deuxième relèves.

Même s'il semble « normal » que moins de personnes de la deuxième relève touchent des revenus inférieurs à 100 000 $, il est surprenant de constater que la situation se répète pour les revenus de 100 000 $ à 249 999 $.

Pour des revenus supérieurs à 500 000 $, la proportion de la deuxième relève double celle de la première et se répartit majoritairement dans le porc (28) et le lait (25).

Tableau 5.8 – Situation de la relève en fonction des revenus agricoles totaux, 1999

Revenus	Relève totale		Première relève		Deuxième relève	
Jusqu'à 49 999 $	520	18,7 %	444	19,9 %	76	13,8 %
50 000 $ à 99 999 $	308	11,1 %	264	11,8 %	44	8,0 %
100 000 $ à 249 999 $	1 013	36,4 %	846	37,9 %	167	30,4 %
250 000 $ à 499 999 $	622	22,4 %	458	20,5 %	164	29,9 %
500 000 $ et plus	285	10,3 %	193	8,7 %	92	16,8 %
Aucun revenu déclaré	32	1,2 %	26	1,2 %	6	1,1 %
Total	**2 780**	**100,1 %**	**2 231**	**100,0 %**	**549**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

La relève en fonction de l'âge de l'exploitant

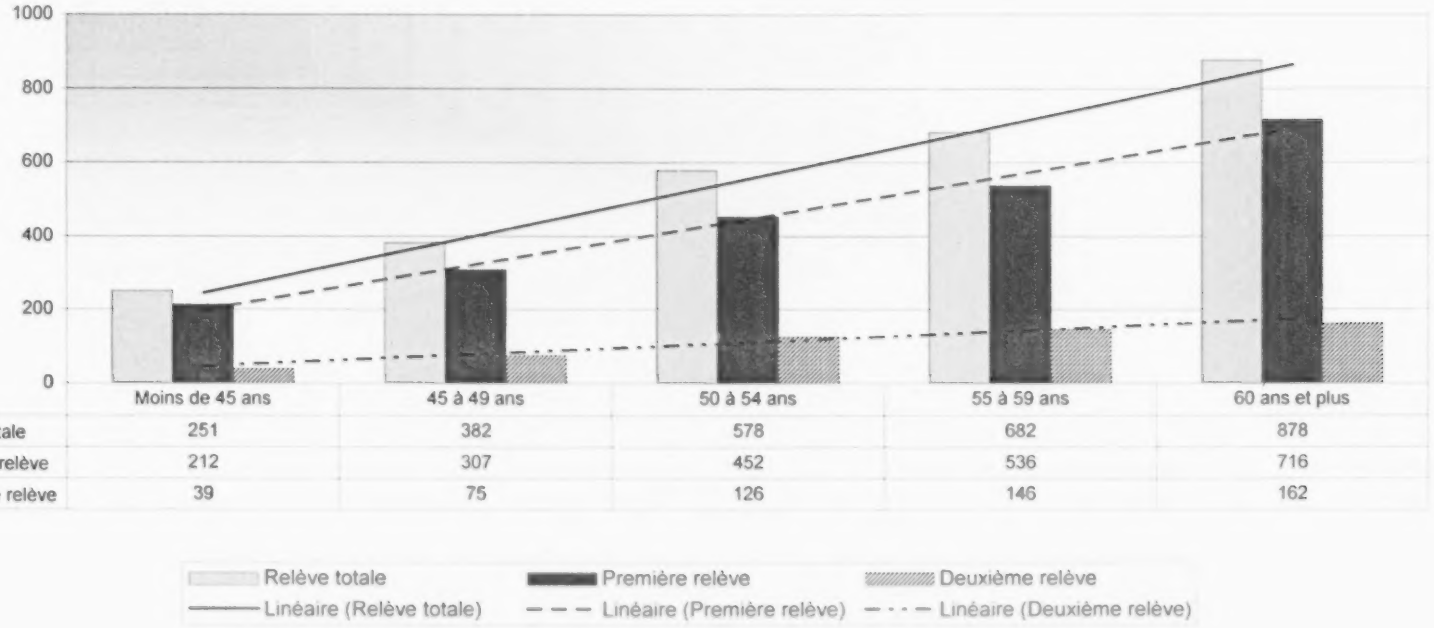
Près du tiers (878) de la relève est identifiée par des exploitants de plus de 60 ans.

Le nombre de personnes identifiées à la relève progresse au même rythme que l'âge de l'exploitant, comme le démontre la ligne de tendance de la figure 33.

La deuxième relève représente 20 % de la relève totale et augmente avec l'âge de l'exploitant.

Le sexe de la relève en fonction de l'âge de l'exploitant par région administrative se trouvent à l'annexe F8.

Figure 33 – Répartition de la relève selon l'âge de l'exploitant



	Moins de 45 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et plus
Relève totale	251	382	578	682	878
Première relève	212	307	452	536	716
Deuxième relève	39	75	126	146	162

La relève selon la scolarité terminée et la valeur des ventes

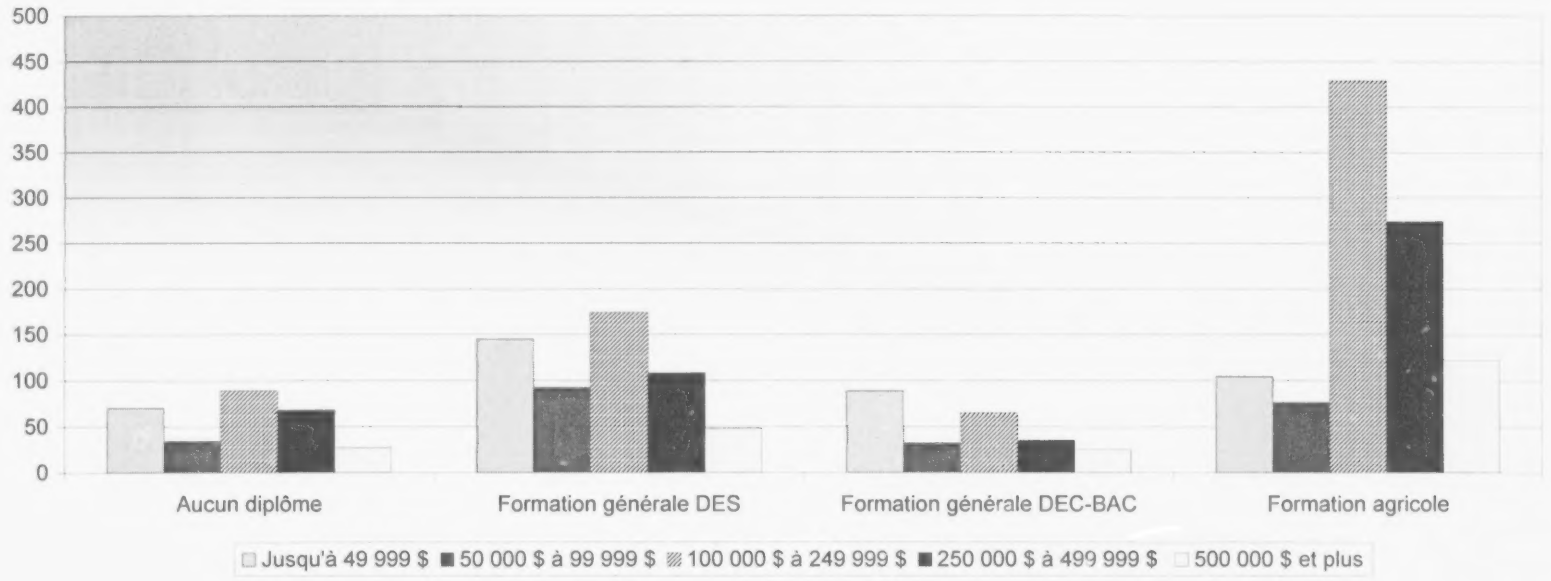
La majorité des personnes du groupe « Scolarité obtenue » ne hausseront pas leur niveau de formation.

Cette comparaison entre la scolarité obtenue et la valeur des ventes met en évidence la complexité du fonctionnement de l'entreprise à laquelle ces futurs exploitants agricoles devront faire face.

En effet, plus la taille de l'entreprise est grande, plus cette dernière génère de revenus. Son fonctionnement est donc plus complexe et plusieurs personnes doivent apprendre à travailler ensemble.

La figure 34 nous éclaire sur l'importance significative de la formation générale, particulièrement celle du secondaire, quand on regroupe la relève identifiée dont la scolarité est complétée en fonction des strates de revenus des entreprises.

Figure 34 – Scolarité terminée de la relève et valeur des ventes



Les personnes (358) qui possèdent une formation générale (DES -DEC - BAC), et particulièrement un DEC, dominent (56 %) dans les 642 fermes dont le revenu agricole est inférieur à 100 000 $.

Par ailleurs, 825 des 1 005 personnes (82 %) possédant une formation agricole exploiteront des fermes dont le revenu agricole sera supérieur à 100 000 $.

Selon le tableau 5.9, une portion importante de cette relève ne possède aucun diplôme (288 sur 2 106) alors que 184 seront des gestionnaires d'entreprises dont les revenus dépasseront 100 000 $. Dans 27 cas, il s'agira de fermes dont les revenus seront supérieurs à un demi-million.

À partir du même tableau, on peut faire les observations suivantes :

- un fort contingent de femmes (49) et d'hommes (359) sont appelés à devenir propriétaires de fermes dont le revenu est inférieur à 50 000 $;
- la proportion de femmes est plus importante (13 % - 9 / 68) dans le groupe de formation générale (DEC-BAC) pour des revenus de 500 000 $ et plus que celle des hommes qui équivaut à 9 % (16 / 178);
- en respectant les proportions, il n'existe pas d'écart important entre les hommes et les femmes qui ont une formation agricole et ce, dans les cinq strates de revenus;
- près de 40 % (396 / 1 005) de ceux et celles qui possèdent une formation agricole administreront des fermes dont le revenu agricole sera supérieur au quart de million.

Tableau 5.9 – Scolarité terminée de la relève selon la valeur des ventes*

Revenu	Aucun diplôme				Formation générale DES				Formation générale DEC-BAC				Formation agricole			
	Nbre Total	%	Nbre F	Nbre H	Nbre Total	%	Nbre F	Nbre H	Nbre Total	%	Nbre F	Nbre H	Nbre Total	%	Nbre F	Nbre H
Jusqu'à 49 999 $	70	24,3	4	66	145	25,6	10	135	89	36,2	22	67	104	10,4	13	91
50 000 $ à 99 999 $	34	11,8	4	30	92	16,2	10	82	32	13,0	10	22	76	7,6	13	63
100 000 $ à 249 999 $	89	30,9	5	84	174	30,7	16	158	65	26,4	21	44	429	42,7	51	378
250 000 $ à 499 999 $	68	23,6	0	68	108	19,0	9	99	35	14,2	6	29	274	27,3	32	242
500 000 $ et plus	27	9,4	0	27	48	8,5	4	44	25	10,2	9	16	122	12,2	12	110
Total	**288**	**100,0**	**13**	**275**	**567**	**100,0**	**49**	**518**	**246**	**100,0**	**68**	**178**	**1 005**	**100,2**	**121**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Note : Les dossiers de 23 personnes comportent des erreurs.

* Il s'agit du revenu déclaré à la fiche d'enregistrement de 2000 mais qui correspondent aux revenus de l'année civile 1999.

Admissibilité aux aides à l'établissement

L'admissibilité aux aides à l'établissement de La Financière agricole du Québec repose sur une extrapolation, pour les besoins de l'étude. En effet, seule la relève de 39 ans et moins doit être considérée. Par conséquent, ce sont 1 713 individus sur une possibilité de 2 610 qui pourraient se prévaloir de cette mesure. Cette analyse est effectuée à partir de statistiques sur la formation en cours ou sur les derniers diplômes obtenus par ces personnes. D'autres critères sont toutefois considérés lors de l'analyse des demandes par La Financière agricole du Québec.

Définition des paramètres de formation

Les diplômes suivants rendent leurs titulaires admissibles à la prime de premier niveau : études collégiales et universitaires en agriculture, soit le DEC agricole et le BAC agricole.

Le deuxième niveau comprend le diplôme d'études professionnelles en agriculture, le diplôme d'études collégiales autre qu'en techniques agricoles et le baccalauréat dans une discipline autre que les sciences agricoles.

Les personnes sans diplôme et les diplômés d'études secondaires autres que les DEP spécialisés en agriculture ne sont pas admissibles à ces aides.

Des 2 780 personnes identifiées à la relève, 2 610 ont 39 ans et moins. De ce nombre, 259 femmes et 1 454 hommes pourraient devenir admissibles à une aide à l'établissement de La Financière agricole une fois leurs études terminées. Cela représente près des deux tiers de la relève identifiée de moins de 40 ans : 74 % des femmes identifiées comme relève (259 / 350) y seraient admissibles comparativement à 60 % (1 454 / 2 430) des hommes.

L'impact de l'augmentation de la scolarité est évident : pour l'ensemble du Québec, 62 % des personnes seraient admissibles aux aides comparativement à 51 % en 1997.

Répartition des aides à l'établissement de la relève par région

Le tableau 6.0 présente, par région administrative, les personnes susceptibles de bénéficier des aides à l'établissement.

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (02) vient en tête avec 69 % (si l'on exclut la région 10 avec une seule personne) alors que la région de l'Outaouais, avec 37 %, enregistre le plus bas taux d'admissibilité.

Les bénéficiaires du niveau 2 des aides à l'établissement dominent dans dix régions alors que ceux du niveau 1 les surpassent dans les régions 02, 14, 15 et 16.

On constate que douze régions ont nettement amélioré leur taux d'admissibilité. On note plus particulièrement les régions de l'Estrie (05), de l'Abitibi-Témiscamingue (08), de Chaudière-Appalaches (12), des Laurentides (15), de la Montérégie (16) et du Centre-du-Québec (17) qui ont augmenté leur taux de 10 % et plus depuis 1997.

Tableau 6.0 – Répartition régionale de l'admissibilité aux aides à l'établissement de La Financière agricole du Québec, relève de 39 ans et moins, 2000

Régions administrative	Niveau 1				Niveau 2				Total			Relève totale
	F	H	Total	% dans la région	F	H	Total	% dans la région	Total	% d'admissibilité 2000	% d'admissibilité 1997	
01	15	73	88	32	7	81	88	32	176	65	58	271
02	7	42	49	38	3	36	39	30	88	69	63	128
03	3	21	24	29	3	23	26	31	50	60	45	84
04	3	18	21	23	4	29	33	36	54	59	52	92
05	14	43	57	25	10	73	83	36	140	60	48	232
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	2	12	14	13	7	19	26	24	40	37	38	107
08	5	10	15	22	3	23	26	39	41	61	43	67
09	0	1	1	10	4	1	5	50	6	60	57	10
10	0	0	0	0	0	1	1	100	1	100	0	1
11	0	3	3	11	1	9	10	37	13	48	44	27
12	19	110	129	26	18	147	165	34	294	60	47	492
13	0	0	0	0	0	6	6	67	6	67	57	9
14	5	56	61	33	11	37	48	26	109	59	52	186
15	9	31	40	35	4	21	25	22	65	58	45	113
16	34	216	250	36	38	153	191	28	441	64	52	685
17	16	74	90	33	14	85	99	36	189	68	57	276
Ensemble du Québec	**132**	**710**	**842**	**30**	**127**	**744**	**871**	**31**	**1 713**	**62**	**51**	**2 780**
% de la relève de 39 ans et moins	**5**	**26**	**30**		**5**	**27**	**31**					

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Subventions liées à la formation professionnelle agricole

Pour être admissible aux aides à l'établissement de La Financière agricole, l'entreprise doit, entre autres, démontrer qu'elle compte au moins une exploitante ou un exploitant :

- qui est âgé d'au moins 18 ans et n'a pas atteint l'âge de 40 ans;
- qui a un projet d'établissement présentant des perspectives de rentabilité;
- qui détient au moins 20 % des parts de l'entreprise agricole;
- qui possède une expérience agricole pertinente d'au moins un an;
- qui a acquis la formation exigée par le programme d'aide à l'établissement.

La subvention de capital est de 20 000 $ ou de 30 000 $ par individu, jusqu'à un maximum de quatre personnes par entreprise. La subvention de 20 000 $ est accordée aux personnes admissibles qui sont titulaires d'un diplôme d'études professionnelles en agriculture ou l'équivalent. Les titulaires d'un diplôme d'études collégiales en agriculture ou l'équivalent peuvent recevoir 30 000 $ (voir le tableau à la page suivante). Cette subvention peut atteindre un maximum de 120 000 $ s'il s'agit d'une exploitation de groupe.

Les subventions, qui varient selon la formation agricole, sont accordées en plus d'une protection contre la hausse des taux d'intérêt sur les prêts. En effet, un emprunteur ayant un diplôme d'études collégiales en agriculture ou l'équivalent et qui satisfait à l'ensemble des exigences bénéficie d'un taux d'intérêt plafonné à 6 % pendant les cinq premières années du prêt à l'établissement. Ce taux s'applique à un montant maximum de 250 000 $. Pour les titulaires du DEP ou l'équivalent, le taux d'intérêt plafonné est de 7 %. Dans les autres cas, le taux plafonné est de 8 %.

Pour plus d'information, consulter le site de La Financière agricole du Québec à l'adresse suivante : www.financiereagricole.qc.ca.

Les exigences

Exigences de formation professionnelle et d'expérience agricole pour être admissible aux subventions en vertu du programme d'aide à l'établissement de La Financière		
Formation et expérience	**Subvention de capital**	**Taux d'intérêt plafonné pendant 5 ans à :**
Formation de 1er niveau* + 1 an d'expérience agricole	30 000 $	6 %
Formation de 2e niveau ** + 1 an d'expérience agricole	20 000 $	7 %

* 1er niveau :

1. Un baccalauréat en science agricole.
2. Un diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques agricoles, à l'exclusion du programme en transformation des aliments.
3. Trois attestations d'études collégiales (AEC) dans le secteur de l'agriculture, totalisant au moins 60 unités de cours visant l'acquisition de compétences différentes.
4. Un diplôme d'études professionnelles (DEP) dans le secteur de l'agriculture, à l'exclusion de ceux du domaine de la mécanique agricole, de la réalisation d'aménagements paysagers et de la fleuristerie, et deux attestations d'études collégiales (AEC) dans le secteur de l'agriculture, totalisant au moins 40 unités de cours visant l'acquisition de compétences différentes.
5. Un diplôme d'études secondaires (DES) avec mention dans le secteur de l'agriculture, à l'exclusion de ceux du domaine de la mécanique agricole, de la réalisation d'aménagements paysagers et de la fleuristerie, et deux attestations d'études collégiales (AEC) dans le secteur de l'agriculture, totalisant au moins 40 unités de cours visant l'acquisition de compétences différentes.

6. Un baccalauréat dans une discipline autre qu'en science agricole et 20 crédits en science agricole ou 20 unités de l'enseignement collégial en techniques agricoles à l'exclusion du domaine de la technologie alimentaire.

7. Un diplôme d'études collégiales (DEC) autre que celui visé au paragraphe 2 et 20 unités de l'enseignement collégial en techniques agricoles, à l'exclusion du domaine de la transformation alimentaire, ou 20 crédits de niveau universitaire en science agricole.

8. Un baccalauréat en biologie ou un diplôme d'études collégiales (DEC) en Techniques du milieu naturel, option aquiculture, dans le cas d'un établissement en aquiculture.

9. Un baccalauréat en sciences forestières dans le cas d'un établissement en acériculture ou en production d'arbres de Noël.

10. Toute autre formation professionnelle reconnue par le ministère de l'Éducation comme étant au moins équivalente à l'une des formations décrites aux paragraphes 1 à 9.

Aux fins des paragraphes 4 et 5, les programmes *Pratique des affaires en agriculture* 900.86, *Planification et régie de la production agricole* 902.02, *Gestion de l'entreprise agricole* 902.03 sont assimilés à des attestations d'études collégiales de 20 unités.

**** 2e niveau :**

1. Un baccalauréat dans une discipline autre qu'en science agricole.

2. Un diplôme d'études collégiales (DEC) autre qu'en techniques agricoles.

3. Un diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques agricoles du domaine de la transformation alimentaire.

4. Un diplôme d'études professionnelles (DEP) dans le secteur de l'agriculture, à l'exclusion de ceux du domaine de la mécanique agricole, de la réalisation d'aménagements paysagers et de la fleuristerie.

5. Un diplôme d'études secondaires (DES) avec mention dans le secteur de l'agriculture, à l'exclusion de ceux du domaine de la mécanique agricole, de la réalisation d'aménagements paysagers et de la fleuristerie.

6. Une attestation d'études collégiales (AEC) dans le secteur de l'agriculture totalisant au moins 20 unités ou l'une ou l'autre des attestations d'études collégiales suivantes : *Pratique des affaires en agriculture* 900.86, *Planification et régie de la production agricole* 902.02 et *Gestion de l'entreprise agricole* 902.03.

7. Un diplôme d'études secondaires (DES) et 20 unités de l'enseignement collégial en techniques agricoles, à l'exclusion du domaine de la transformation alimentaire.

8. Un diplôme d'études professionnelles (DEP) dans le secteur de l'aquiculture, dans le cas d'un établissement en aquiculture.

9. Toute autre formation professionnelle reconnue par le ministère de l'Éducation comme étant au moins équivalente à l'une des formations décrites aux paragraphes 1 à 8.

NOTE : Les caractéristiques de la relève agricole sont fournies à l'annexe F.

Annexe 1

Liste détaillée des productions constituant la principale source de revenu des entreprises agricoles

Lait	Bovins laitiers (16)
Bovins	Bovins de boucherie (17) – Veaux lourds (18)
Porcs	Porcs (19)
Céréales et fourrages	Céréales et protéagineux (01) – Fourrages pour vente (07)
Acériculture	Acériculture (13)
Aviculture	Œufs de consommation (21) – Œufs d'incubation (22) – Poulets de chair (23) – Dindons (24)
Fruits et légumes	Pommes (02) – Autres fruits (03) – Légumes frais (04) – Légumes de transformation (05) – Pommes de terre (06) – Cultures abritées (08)
Pépinières et cultures abritées	Pépinière ornementale (en conteneur) (09) – Pépinière ornementale (plein champ) (10) – Gazon (11) – Arbres de Noël (12)
Autres productions animales	Vente de bois (14) – Ovins (20) – Chevaux (25) – Aquiculture (26) – Chèvres (27) – Cervidés (28) – Bisons (29) – Lapins (30) – Animaux à fourrure (31) – Sangliers (32) – Apiculture (33) – Autres productions animales et végétales (34, 35, 36)

Les chiffres entre parenthèses réfèrent au code identifiant la principale source de revenu sur la fiche d'enregistrement 2000.

Annexe 2

La fiche d'enregistrement des exploitations agricoles en 2000

Fiche d'enregistrement – IDENTIFICATION

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° matricule de l'entreprise (NEQ)

CP 12

Date de la demande

1 Identification

1A- IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION

Nom légal

Raison sociale

Identification abrégée

Statut juridique

Date de naissance de l'exploitation/exploitante
Ou date de fondation de l'exploitation

Langue de correspondance

Adresse de correspondance

1B- CENTRE DES OPÉRATIONS

Adresse physique

Si identique à la correspondance, passez à 1C

Téléphone

Cellulaire ou téléavertisseur

1C- IDENTIFICATION DES MEMBRES DE L'EXPLOITATION

Total 1 0 0

2 Superficies de l'exploitation

3 Revenus agricoles bruts

(recettes agricoles, plus indemnités d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation)

3A- REVENUS AGRICOLES TOTAUX

3B- RÉPARTITION DES SOURCES DE REVENUS AGRICOLES

4 Déclaration

Signature et déclaration

Signature

Date

5 Consentements

Consentement : Société de financement agricole

Signature Date

Consentement : Régie des assurances agricoles du Québec

Signature Date

Consentement : Ministère de l'Environnement

Signature Date

Avis

Message important

LES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS SUR LA FICHE D'ENREGISTREMENT SONT INDISPENSABLES POUR LA MISE EN OEUVRE DU RÈGLEMENT SUR L'ENREGISTREMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET SUR LE REMBOURSEMENT DES TAXES FONCIÈRES ET DES COMPENSATIONS. L'ENREGISTREMENT A UN CARACTÈRE OBLIGATOIRE POUR OBTENIR LA CARTE D'ENREGISTREMENT D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE DÉLIVRÉE PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION ET AFIN DE BÉNÉFICIER DES SERVICES PRÉVUS À CE RÈGLEMENT.

Réservé à l'administration

Statut

Préparé par | Date | Date de saisie

Autorisé par | Date | Date de la fiche de contrôle

Modifié par | Date | Date de saisie | Date de la fiche de contrôle

Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation

Fiche d'enregistrement — STATISTIQUE

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

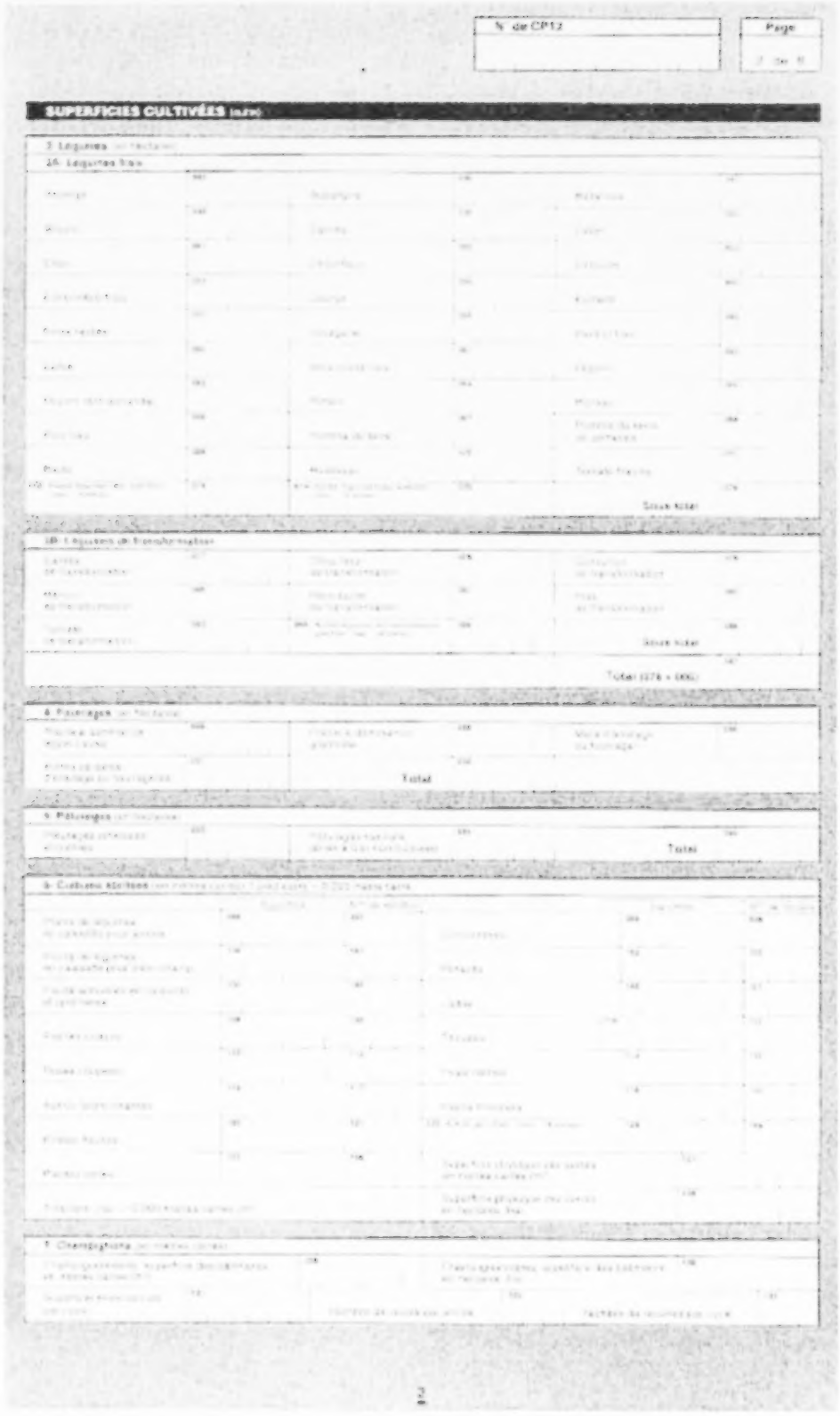
1 Sols et productions végétales

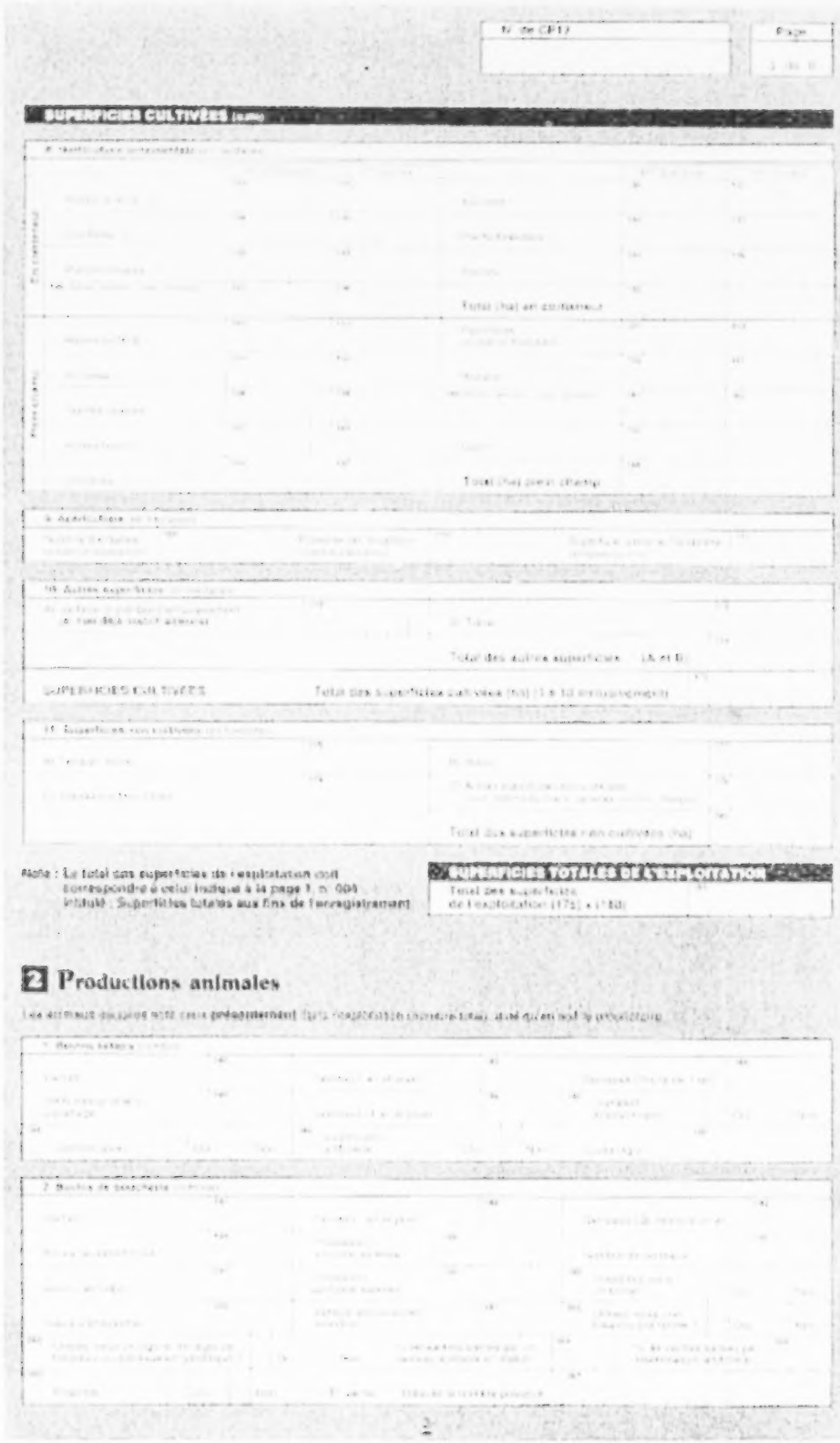
SUPERFICIES CULTIVÉES

Total

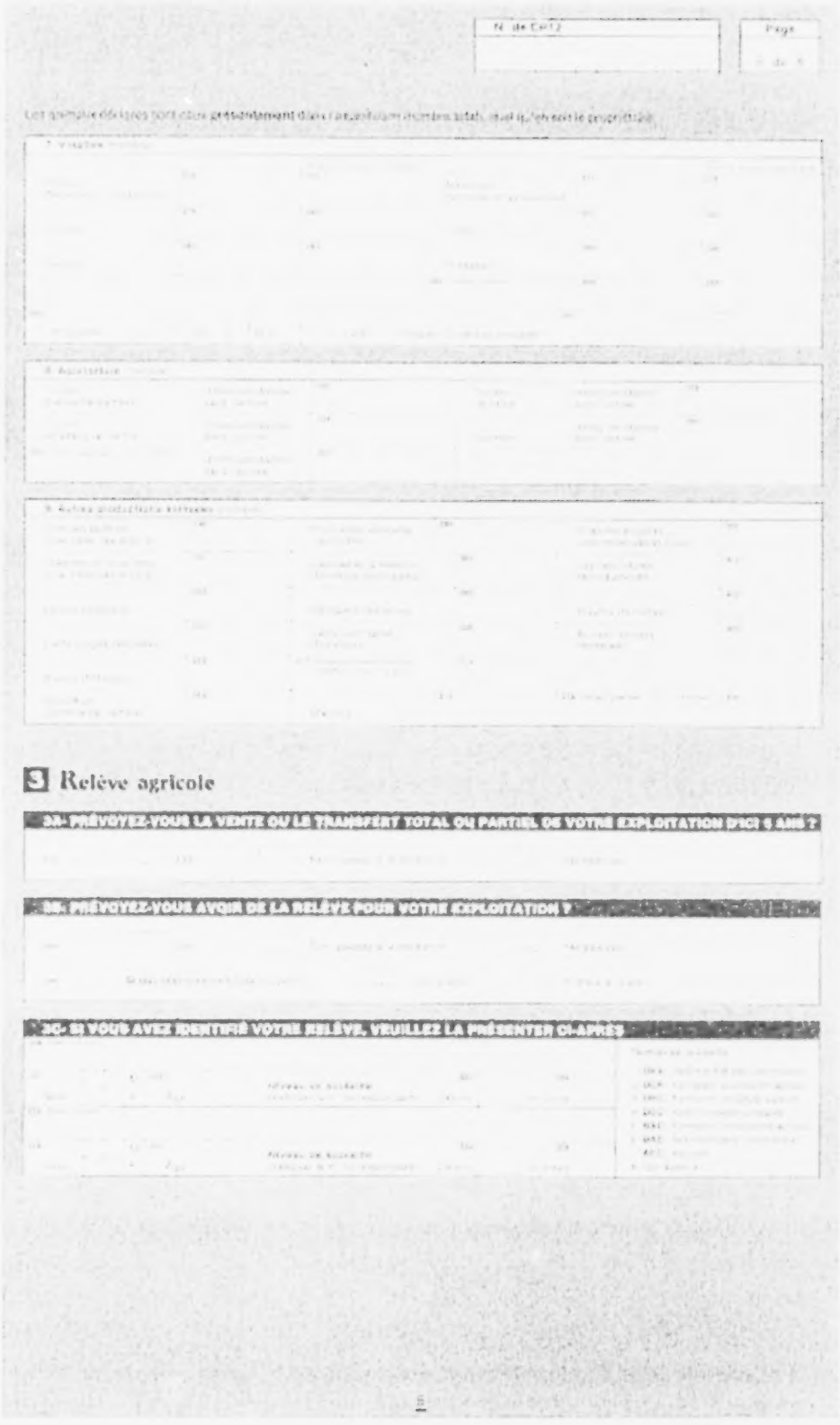
Total

Total


N° de CP12
Page
SUPERFICIES CULTIVÉES (suite)
Sous-total
Total (17A + 18A)
Total
Total



2 Productions animales



3 Relève agricole

3A- PRÉVOYEZ-VOUS LA VENTE OU LE TRANSFERT TOTAL OU PARTIEL DE VOTRE EXPLOITATION D'ICI 5 ANS ?

3B- PRÉVOYEZ-VOUS AVOIR DE LA RELÈVE POUR VOTRE EXPLOITATION ?

3C- SI VOUS AVEZ IDENTIFIÉ VOTRE RELÈVE, VEUILLEZ LA PRÉSENTER CI-APRÈS

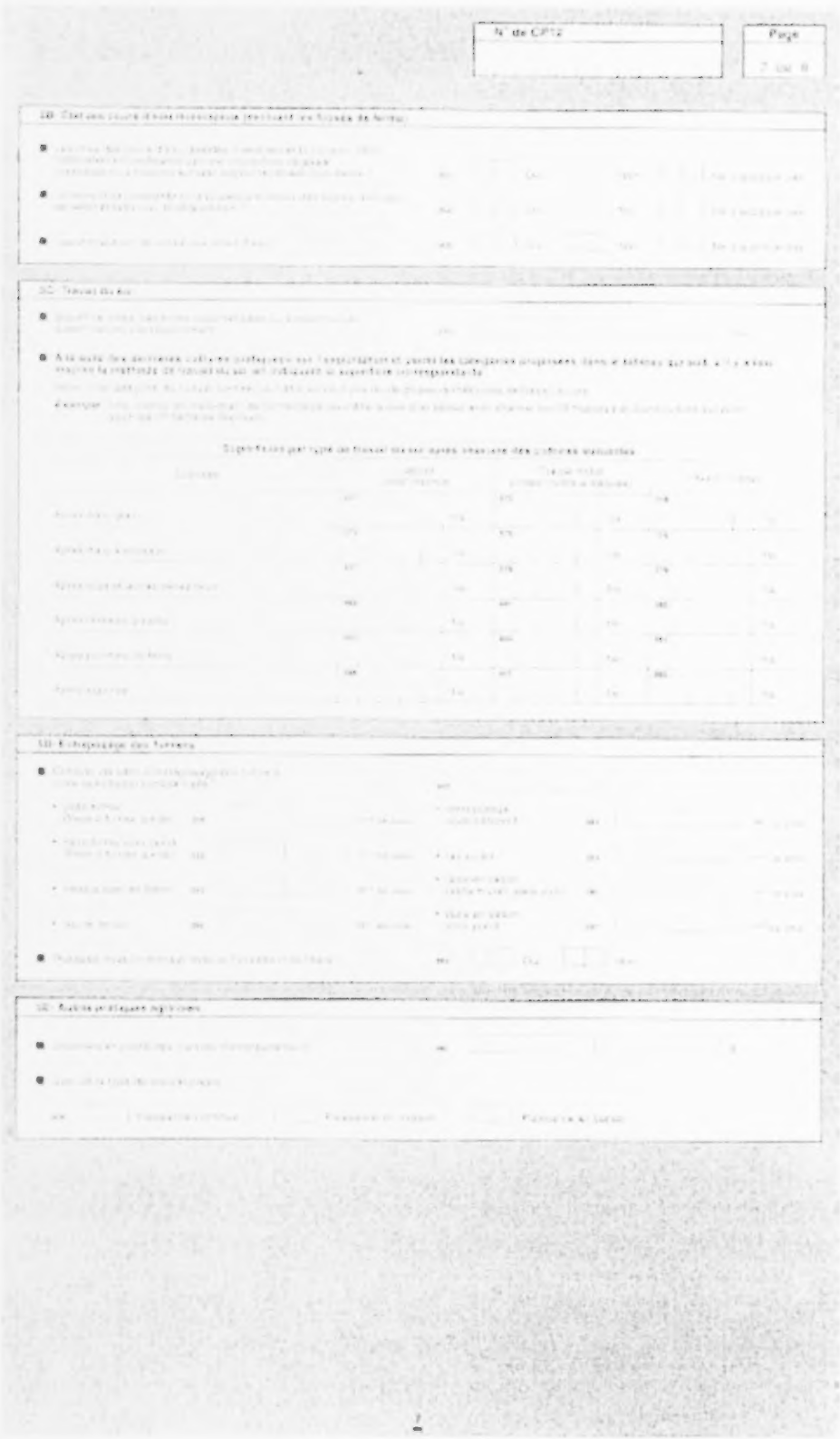
N° de QF12	Page
	4 de 5

4 Caractéristiques de l'exploitation

PRATIQUES DE GESTION DE L'EXPLOITATION

5 Pratiques agricoles

5A Fertilisation



6 Évaluation de la main-d'oeuvre agricole

pour l'année civile précédant l'année d'enregistrement

MISE EN GARDE : Il est très important de répartir la main-d'oeuvre familiale dans les bonnes sections, à savoir plein temps (6.1), temps partiel (6.2), saisonnière (6.3).

6.1- MAIN-D'OEUVRE « PLEIN TEMPS » (30 heures ou plus par semaine, durant 40 semaines et plus)

6.2- MAIN-D'OEUVRE « TEMPS PARTIEL » (moins de 30 heures par semaine, durant 40 semaines et plus)

6.3- MAIN-D'OEUVRE SAISONNIÈRE (30 semaines et moins)

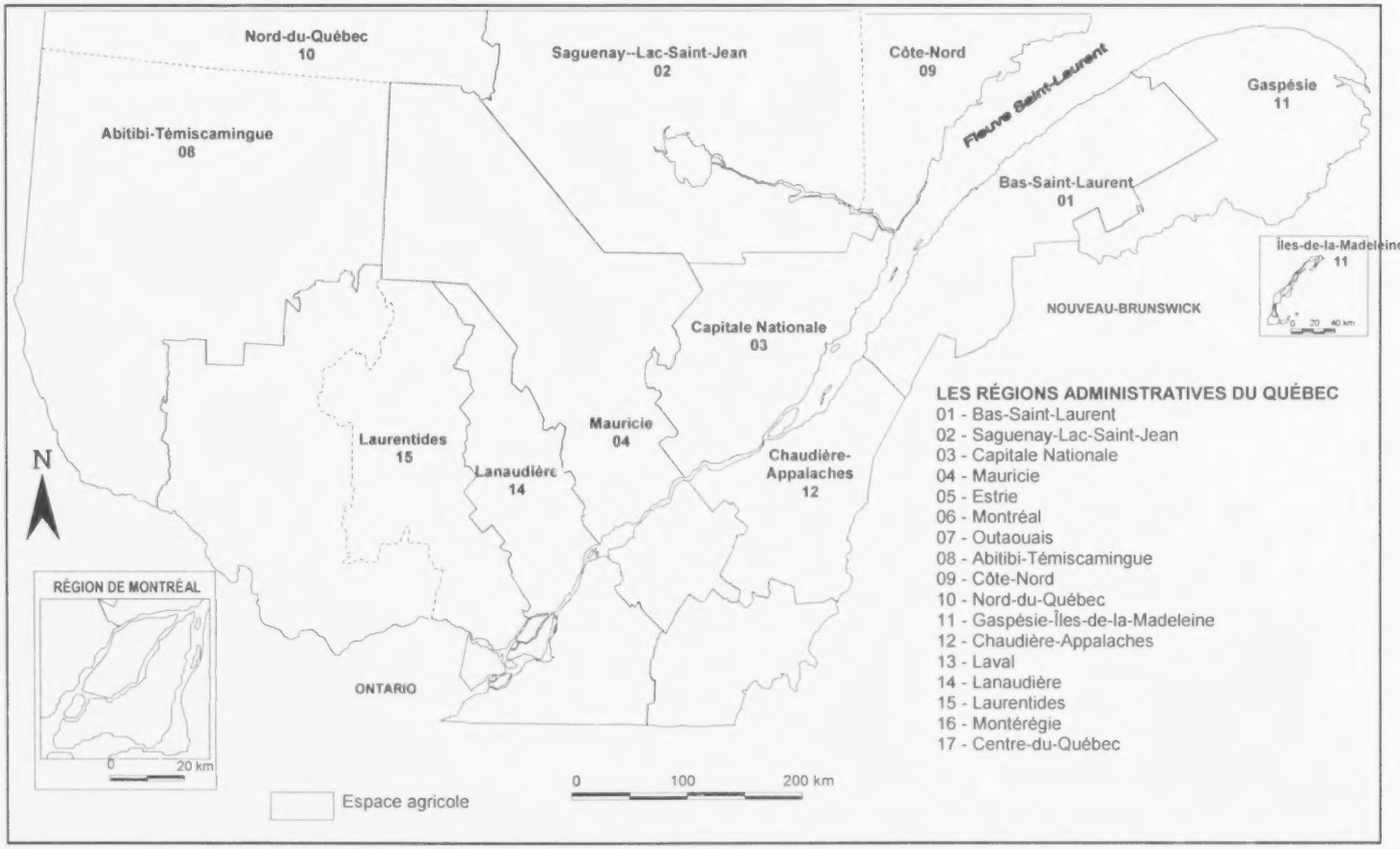
7 Déclaration

Signature et déclaration

Annexe 3
Carte des régions administratives du Québec

Québec

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation



ANNEXES A
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES AGRICOLES AU QUÉBEC PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

- Annexe A1 : Principale source de revenu des entreprises agricoles du Québec
- Annexe A2 : Revenus agricoles totaux des entreprises agricoles du Québec, 2000
- Annexe A3 : Forme juridique des entreprises agricoles du Québec, 2000
- Annexe A4 : Répartition des entreprises agricoles du Québec en fonction de l'âge du principal exploitant, 2000

Annexe A1 : Principale source de revenu* des entreprises agricoles du Québec

Principale source de revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Lait	1 038	503	365	494	814	1	142	219	5	0	42	1 833	3	397	318	1 769	1 374	9 317
Bovins	359	193	197	160	658	0	670	331	21	4	121	863	3	160	220	686	619	5 265
Porcs	48	8	45	78	117	0	5	9	0	0	0	764	0	156	22	625	280	2 157
Céréales et fourrages	122	131	56	198	103	1	43	75	5	0	16	167	13	329	151	2 518	511	4 439
Acériculture	344	1	69	29	430	0	26	7	1	0	16	1 162	0	52	73	186	305	2 701
Aviculture	10	10	46	47	10	0	4	4	0	0	4	117	0	158	22	193	108	733
Fruits et légumes	78	161	219	82	104	17	43	31	19	3	50	152	136	245	353	1 006	150	2 849
Pépinières et cultures abritées	11	11	19	9	108	1	5	0	3	0	5	46	11	38	28	84	29	408
Autres animaux et productions végétales	258	105	86	65	236	1	105	98	10	0	43	239	9	159	151	337	198	2 100
Total	**2 268**	**1 123**	**1 102**	**1 162**	**2 580**	**21**	**1 043**	**774**	**64**	**7**	**297**	**5 343**	**175**	**1 694**	**1 338**	**7 404**	**3 574**	**29 969**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe A2 : Revenus agricoles totaux* des entreprises agricoles du Québec, 2000

Revenus agricoles totaux	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Moins de 5 000 $	6	0	0	4	4	0	11	1	0	0	1	0	1	3	2	0	0	33
5 000 $ à 9 999 $	62	45	87	42	111	2	67	62	11	0	30	248	8	54	95	213	105	1 243
10 000 $ à 19 999 $	182	92	135	95	385	3	221	77	5	1	51	737	31	183	197	717	345	3 458
20 000 $ à 49 999 $	384	148	168	190	516	3	326	145	12	2	71	1 014	37	235	273	1 168	543	5 236
50 000 $ à 99 999 $	428	158	161	157	377	5	157	156	15	3	55	707	23	244	206	1 111	457	4 418
100 000 $ à 249 999 $	875	400	292	422	646	3	157	201	8	1	53	1 543	40	489	340	2 049	1 106	8 624
250 000 $ à 499 999 $	188	147	118	144	287	2	45	59	1	0	8	608	14	257	132	1 177	600	3 787
500 000 $ et plus	39	59	70	71	119	2	9	12	0	0	3	343	15	175	42	628	252	1 839
Autres	104	74	71	37	135	1	50	61	12	0	25	143	6	54	51	341	166	1 331
Total	**2 268**	**1 123**	**1 102**	**1 162**	**2 580**	**21**	**1 043**	**774**	**64**	**7**	**297**	**5 343**	**175**	**1 694**	**1 338**	**7 404**	**3 574**	**29 969**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe A3 : Forme juridique des entreprises agricoles du Québec, 2000

Forme juridique	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Société en nom collectif	371	81	181	192	630	0	103	202	2	1	9	953	18	269	199	1 120	717	5 048
Société en participation	153	194	84	63	114	2	42	11	7	0	45	164	11	55	118	443	170	1 676
Société en commandite	2	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	0	6	6	19
Coopérative	3	15	0	0	3	0	0	2	0	0	2	5	0	1	0	4	2	37
Indivise	54	30	21	17	88	0	10	39	0	0	5	163	1	49	71	275	114	937
Personne physique	1 039	523	514	574	1 270	12	834	411	44	5	180	2 631	105	769	761	3 740	1 614	15 026
Compagnie	643	278	298	316	474	7	51	108	11	1	56	1 424	39	549	185	1 810	947	7 197
Autres	3	2	3	0	1	0	2	1	0	0	0	2	0	1	4	6	4	29
Total	**2 268**	**1 123**	**1 102**	**1 162**	**2 580**	**21**	**1 043**	**774**	**64**	**7**	**297**	**5 343**	**175**	**1 694**	**1 338**	**7 404**	**3 574**	**29 969**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe A4 : Répartition des entreprises agricoles du Québec en fonction de l'âge du principal exploitant, 2000

Âge	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
16 à 45 ans	1 040	446	444	487	1 034	2	332	374	16	3	117	2 355	69	694	529	2 935	1 664	12 541
45 à 49 ans	307	130	133	159	320	5	107	120	7	0	41	681	22	209	166	894	443	3744
50 à 54 ans	346	180	149	153	395	0	151	116	7	1	51	733	20	228	186	1 035	526	4277
55 à 59 ans	321	162	170	183	376	6	149	88	11	0	43	750	22	262	198	1 073	463	4277
+ de 60 ans	245	196	191	168	444	7	300	72	20	3	43	782	42	285	253	1 378	437	4866
Non indiqué*	9	9	15	12	11	1	4	4	3	0	2	42	0	16	6	89	41	264
Total	**2 268**	**1 123**	**1 102**	**1 162**	**2 580**	**21**	**1 043**	**774**	**64**	**7**	**297**	**5 343**	**175**	**1 694**	**1 338**	**7 404**	**3 574**	**29 969**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Catégorie formée majoritairement de compagnies.*

ANNEXES B
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES AGRICOLES PRÉVOYANT UNE VENTE OU UN TRANSFERT

- Annexe B1 : Principale source de revenu des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000
- Annexe B2 : Revenus agricoles totaux des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000
- Annexe B3 : Forme juridique des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000
- Annexe B4 : Âge et sexe du principal exploitant prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Annexe B1 : Principale source de revenu* des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Principale source de revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Lait	179	104	47	71	120	0	28	42	1	0	6	290	1	61	44	279	204	1 477
Bovins	54	20	13	16	55	0	83	27	5	1	14	83	0	15	22	49	54	511
Porcs	0	2	9	11	13	0	1	0	0	0	0	86	0	20	4	79	37	262
Céréales et fourrages	5	27	3	15	14	0	6	10	1	0	2	21	2	28	11	210	47	412
Acériculture	18	0	2	2	27	0	3	1	1	0	0	77	0	2	5	7	27	172
Aviculture	3	2	3	2	3	0	0	0	0	0	0	16	0	20	3	31	11	94
Fruits et légumes	9	11	24	9	12	0	5	3	3	0	8	13	10	35	47	95	7	291
Pépinières et cultures abritées	1	2	1	2	12	0	2	0	0	0	0	8	1	3	2	13	1	48
Autres animaux et productions végétales	32	9	4	8	18	0	9	7	2	0	5	20	0	17	13	18	9	171
Total	**311**	**177**	**106**	**136**	**274**	**0**	**137**	**90**	**13**	**1**	**35**	**614**	**14**	**201**	**151**	**781**	**397**	**3 438**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe B2 : Revenus agricoles totaux* des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Revenus	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Jusqu'à 49 999 $	74	32	27	31	87	0	72	23	7	1	17	167	4	44	49	140	88	863
50 000 $ à 99 999 $	51	33	20	28	30	0	26	17	4	0	8	87	1	27	26	106	33	497
100 000 $ à 249 999 $	145	77	40	55	78	0	27	35	2	0	8	216	6	63	43	259	161	1 215
250 000 $ à 499 999 $	33	27	13	19	51	0	10	11	0	0	2	95	0	39	26	171	83	580
500 000 $ et plus	4	7	4	3	20	0	1	3	0	0	0	44	2	27	5	97	28	245
Autres	4	1	2	0	8	0	1	1	0	0	0	5	1	1	2	8	4	38
Total	**311**	**177**	**106**	**136**	**274**	**0**	**137**	**90**	**13**	**1**	**35**	**614**	**14**	**201**	**151**	**781**	**397**	**3 438**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe B3 : Forme juridique des entreprises prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Forme juridique	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Société en nom collectif	47	8	22	22	71	0	19	32	0	0	1	116	2	37	24	154	83	638
Société en participation	23	28	9	8	9	0	5	1	1	0	7	15	0	4	18	45	25	198
Société en commandite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopérative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indivise	5	1	0	2	8	0	0	2	0	0	0	8	0	3	4	19	7	59
Personne physique	151	98	58	70	113	0	108	40	11	1	20	282	8	93	78	342	166	1 639
Compagnie	85	42	17	34	73	0	5	15	1	0	7	193	4	64	27	221	116	904
Total	**311**	**177**	**106**	**136**	**274**	**0**	**137**	**90**	**13**	**1**	**35**	**614**	**14**	**201**	**151**	**781**	**397**	**3 438**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe B4 : Âge et sexe du principal exploitant prévoyant une vente ou un transfert, 2000

Âge / Sexe	Région administrative																				
	01		02			03		04			05			06		07			08		09	
	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	nd[1]	F	H	nd[1]	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H
16 à 45 ans	1	26	0	20	0	1	8	1	21	0	5	29	0	0	0	2	5	0	0	10	0	2
45 à 49 ans	0	37	1	18	0	1	8	0	16	0	1	28	0	0	0	2	5	0	1	19	0	2
50 à 54 ans	2	65	0	34	0	0	16	1	24	0	2	55	0	0	0	1	17	0	0	20	1	1
55 à 59 ans	3	92	2	40	0	2	27	1	30	0	3	53	0	0	0	1	17	0	0	24	0	0
60 ans et plus	4	81	3	58	0	5	38	5	35	0	8	89	0	0	0	4	82	0	2	14	0	7
Non indiqué	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Total	**10**	**301**	**6**	**170**	**1**	**9**	**97**	**8**	**126**	**2**	**19**	**254**	**1**	**0**	**0**	**10**	**126**	**1**	**3**	**87**	**1**	**12**

Âge / Sexe	Région administrative																		Ensemble du Québec
	10		11		12			13		14		15		16			17			
	F	H	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	F	H	F	H	nd[1]	F	H	nd[1]	
16 à 45 ans	0	0	1	1	7	67	0	0	2	5	17	2	24	17	79	0	6	47	0	406
45 à 49 ans	0	0	1	3	4	62	0	0	3	1	23	1	17	22	85	0	11	54	0	426
50 à 54 ans	0	0	1	5	10	100	0	0	1	3	37	5	18	19	125	0	1	82	0	646
55 à 59 ans	0	0	2	9	3	164	0	0	2	5	47	2	28	9	167	0	4	90	0	827
60 ans et plus	0	1	0	12	13	182	0	0	6	5	58	4	50	25	228	0	7	93	0	1 119
Non indiqué	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	2	14
Total	**0**	**1**	**5**	**30**	**7**	**575**	**2**	**0**	**14**	**19**	**182**	**14**	**137**	**92**	**684**	**5**	**29**	**366**	**2**	**3 438**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

[1] Catégorie formée majoritairement de compagnies.

ANNEXES C
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES AGRICOLES N'AYANT PAS IDENTIFIÉ DE RELÈVE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

- Annexe C1 : Principale source de revenu des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000
- Annexe C2 : Revenus agricoles totaux des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000
- Annexe C3 : Forme juridique des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000
- Annexe C4 : Âge et sexe du principal exploitant n'ayant pas identifié de relève, 2000

Annexe C1 : Principale source de revenu* des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000

Principale source de revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Lait	25	30	13	21	12	0	3	11	0	0	1	54	0	10	7	43	52	282
Bovins	11	6	6	8	17	0	24	7	1	0	3	20	0	5	7	12	20	147
Porcs	0	2	2	3	4	0	0	0	0	0	0	30	0	3	1	22	16	83
Céréales et fourrages	8	18	2	7	3	0	3	5	0	0	1	9	0	6	3	51	17	133
Acériculture	4	0	2	1	3	0	0	1	0	0	0	22	0	1	1	4	13	52
Aviculture	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	4	0	5	3	16
Fruits et légumes	4	3	5	4	5	0	2	2	1	0	1	6	6	15	20	31	2	107
Pépinières et cultures abritées	0	1	0	1	4	0	0	0	0	0	0	4	0	2	1	4	0	17
Autres animaux et productions végétales	6	2	1	5	6	0	2	3	1	0	1	6	0	1	3	9	1	47
Total	**58**	**62**	**32**	**51**	**54**	**0**	**34**	**29**	**3**	**0**	**7**	**153**	**6**	**47**	**43**	**181**	**124**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe C2 : Revenus agricoles totaux* des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000

Revenus	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Jusqu'à 49 999 $	21	16	10	17	25	0	22	10	2	0	5	53	2	12	20	56	37	308
50 000 $ à 99 999 $	12	13	8	13	9	0	6	6	1	0	0	35	1	7	13	41	16	181
100 000 $ à 249 999 $	21	27	10	17	8	0	6	10	0	0	2	44	3	17	8	50	53	276
250 000 $ à 499 999 $	4	6	3	4	8	0	0	3	0	0	0	15	0	6	1	21	13	84
500 000 $ et plus	0	0	1	0	3	0	0	0	0	0	0	6	0	4	1	11	4	30
Autres	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	1	5
Total	**58**	**62**	**32**	**51**	**54**	**0**	**34**	**29**	**3**	**0**	**7**	**153**	**6**	**47**	**43**	**181**	**124**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe C3 : Forme juridique des entreprises n'ayant pas identifié de relève, 2000

Forme juridique	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Société en nom collectif	5	4	5	5	11	0	3	8	0	0	0	22	1	7	0	27	20	118
Société en participation	3	9	4	4	2	0	2	0	1	0	0	0	0	1	6	11	5	48
Société en commandite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopérative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indivise	2	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	6	0	1	3	6	01	23
Personne physique	36	37	18	27	23	0	29	15	2	0	4	85	4	26	26	96	64	492
Compagnie	12	12	5	13	16	0	0	6	0	0	3	40	1	12	8	41	34	203
Total	**58**	**62**	**32**	**51**	**54**	**0**	**34**	**29**	**3**	**0**	**7**	**153**	**6**	**47**	**43**	**181**	**124**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe C4 : Âge et sexe du principal exploitant n'ayant pas identifié de relève, 2000

Âge / Sexe	Région administrative																			
	01		02			03		04			05		06		07		08		09	
	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 45 ans	1	6	0	10	0	1	4	0	7	0	2	6	0	0	0	1	0	7	0	2
45 à 49 ans	0	3	0	10	0	0	1	0	7	0	0	4	0	0	0	2	0	4	0	1
50 à 54 ans	1	13	0	14	0	0	7	0	10	0	2	7	0	0	0	7	0	5	0	0
55 à 59 ans	0	13	0	13	0	0	8	1	12	0	1	10	0	0	0	7	0	9	0	0
Plus de 60 ans	0	21	0	14	0	1	10	1	11	0	2	20	0	0	0	17	2	2	0	0
Non indiqué	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2**	**56**	**0**	**61**	**1**	**2**	**30**	**2**	**47**	**2**	**7**	**47**	**0**	**0**	**0**	**34**	**2**	**27**	**0**	**3**

Âge / Sexe	Région administrative																		Ensemble du Québec
	10		11		12	13		14		15		16		17					
	F	H	F	H	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	nd[1]	F	H	nd[1]	
Moins de 45 ans	0	0	0	1	26	1	0	1	0	5	0	9	7	28	0	3	18	0	146
45 à 49 ans	0	0	0	1	16	0	0	0	0	4	0	5	7	13	0	1	15	0	94
50 à 54 ans	0	0	0	0	25	2	0	0	0	9	0	5	3	21	0	0	28	0	159
55 à 59 ans	0	0	1	3	43	0	0	2	3	10	0	6	1	32	0	2	25	0	202
Plus de 60 ans	0	0	0	1	40	0	0	3	0	16	2	16	5	62	0	0	30	0	276
Non indiqué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	7
Total	**0**	**0**	**1**	**6**	**150**	**3**	**0**	**6**	**3**	**44**	**2**	**41**	**23**	**156**	**2**	**6**	**116**	**2**	**884**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

[1] Catégorie formée majoritairement de compagnies.

ANNEXES D
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES AGRICOLES AYANT IDENTIFIÉ LEUR RELÈVE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

- **Annexe D1 :** Principale source de revenu des entreprises ayant identifié leur relève, 2000
- **Annexe D2 :** Revenus agricoles totaux des entreprises ayant identifié leur relève, 2000
- **Annexe D3 :** Répartition par strate des revenus agricoles totaux en fonction de la principale source de revenu des entreprises ayant identifié leur relève, 2000
- **Annexe D4** : Forme juridique des entreprises ayant identifié leur relève, 2000
- **Annexe D5 :** Âge et sexe du principal exploitant ayant identifié sa relève, 2000

Annexe D1 : Principale source de revenu* des entreprises ayant identifié leur relève, 2000

Principale source de revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Lait	141	71	30	45	99	0	25	27	1	0	5	214	1	47	34	218	130	1 088
Bovins	35	12	7	7	35	0	49	20	4	1	9	51	0	9	10	30	29	308
Porcs	0	0	6	7	5	0	1	0	0	0	0	51	0	17	3	51	18	159
Céréales et fourrages	5	7	1	5	7	0	3	5	1	0	1	8	2	18	6	139	21	229
Acériculture	11	0	0	0	19	0	3	0	1	0	0	43	0	1	3	2	13	96
Aviculture	3	2	2	1	3	0	0	0	0	0	0	14	0	14	3	23	8	73
Fruits et légumes	3	6	16	5	4	0	0	1	2	0	6	4	3	20	23	57	5	155
Pépinières et cultures abritées	1	1	1	1	4	0	1	0	0	0	0	4	1	1	1	9	1	26
Autres animaux et productions végétales	21	6	3	1	9	0	6	3	0	0	3	10	0	14	8	7	6	97
Total	**220**	**105**	**66**	**72**	**185**	**0**	**88**	**56**	**9**	**1**	**24**	**399**	**7**	**141**	**91**	**536**	**231**	**2 231**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe D2 : Revenus agricoles totaux* des entreprises ayant identifié leur relève, 2000

Revenus	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Moins de 5 000 $	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
5 000 $ à 9 999 $	3	1	2	0	3	0	5	3	2	0	0	9	0	0	5	6	3	42
10 000 $ à 19 999 $	12	5	2	4	21	0	14	3	1	0	4	25	1	9	4	17	11	133
20 000 $ à 49 999 $	27	7	11	6	25	0	22	6	1	1	7	53	0	16	11	47	27	267
50 000 $ à 99 999 $	31	17	10	13	21	0	14	9	3	0	5	45	0	17	10	54	15	264
100 000 $ à 249 999 $	112	48	27	35	57	0	20	23	2	0	6	158	3	43	31	192	89	846
250 000 $ à 499 999 $	29	20	10	11	38	0	10	8	0	0	2	72	0	33	25	139	61	458
500 000 $ et plus	3	7	2	3	15	0	1	3	0	0	0	33	2	22	3	77	22	193
Autres	3	0	2	0	5	0	1	1	0	0	0	4	1	0	2	4	3	26
Total	**220**	**105**	**66**	**72**	**185**	**0**	**88**	**56**	**9**	**1**	**24**	**399**	**7**	**141**	**91**	**536**	**231**	**2 231**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe D3 : Répartition par strate des revenus agricoles totaux* en fonction de la principale source de revenu des entreprises ayant identifié leur relève, 2000

Principale source de revenu	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	ND	Total	
Lait	19	100	630	289	48	2	1 088	48,8 %
Bovins	191	60	36	13	7	1	308	13,8 %
Porcs	3	15	45	47	48	1	159	7,1 %
Céréales et fourrages	73	28	55	44	25	4	229	10,3 %
Acériculture	71	11	7	2	0	5	96	4,3 %
Aviculture	3	7	10	17	36	0	73	3,3 %
Fruits et légumes	40	15	44	31	23	2	155	6,9 %
Pépinières et cultures abritées	9	8	3	2	1	3	26	1,2 %
Autres animaux et productions végétales	35	20	16	13	5	8	97	4,3 %
Total	**444**	**264**	**846**	**458**	**193**	**26**	**2 231**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

* *Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe D4 : Forme juridique des entreprises ayant identifié leur relève, 2000

Forme juridique	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Société en nom collectif	39	4	16	14	51	0	16	21	0	0	1	83	1	28	21	122	55	472
Société en participation	15	18	5	4	6	0	3	1	0	0	6	14	0	3	10	33	16	134
Société en commandite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopérative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indivise	3	1	0	0	3	0	0	2	0	0	0	0	0	1	1	10	4	25
Personne physique	93	54	34	37	76	0	64	23	8	1	14	164	3	61	41	213	82	968
Compagnie	70	28	11	17	49	0	4	9	1	0	3	138	3	48	18	158	74	631
Autre	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	**220**	**105**	**66**	**72**	**185**	**0**	**88**	**56**	**9**	**1**	**24**	**399**	**7**	**141**	**91**	**536**	**231**	**2 231**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe D5 : Âge et sexe du principal exploitant ayant identifié sa relève en 2000

Âge / Sexe	Région administrative																					
	01		02		03		04		05			06		07			08		09		10	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	F	H
Moins de 45 ans	0	15	0	10	0	2	1	10	3	17	0	0	0	1	4	0	0	2	0	0	0	0
45 à 49 ans	0	30	1	7	1	5	0	6	0	22	0	0	0	2	3	0	1	13	0	1	0	0
50 à 54 ans	1	49	0	20	0	9	1	13	0	47	0	0	0	1	8	0	0	15	1	1	0	0
55 à 59 ans	3	68	1	24	2	18	0	14	1	38	0	0	0	1	7	0	0	13	0	0	0	0
60 ans et plus	4	50	2	40	3	26	4	23	6	50	0	0	0	4	56	0	0	12	0	6	0	1
Non indiqué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Total	**8**	**212**	**4**	**101**	**6**	**60**	**6**	**66**	**10**	**174**	**1**	**0**	**0**	**9**	**78**	**1**	**1**	**55**	**1**	**8**	**0**	**1**

Âge / Sexe	Région administrative																Ensemble du Québec					
	11		12			13		14		15		16			17							
	F	H	F	H	nd[1]	F	H	F	H	F	H	F	H	nd[1]	F	H	Nbre	%	F	H	F(%)	H(%)
Moins de 45 ans	1	0	4	33	0	0	1	4	12	1	12	9	43	0	3	22	210	9,4	27	183	14,6	9,0
45 à 49 ans	1	1	6	45	0	0	3	1	17	1	12	15	68	0	10	37	309	13,9	39	270	21,1	13,2
50 à 54 ans	1	5	8	65	0	0	1	3	26	5	13	15	96	0	1	47	452	20,3	37	415	20,0	20,4
55 à 59 ans	1	6	0	100	0	0	0	1	34	1	19	6	123	0	2	53	536	24,0	19	517	10,3	25,4
60 ans et plus	0	8	12	124	0	0	2	2	41	2	25	18	140	0	6	50	717	32,1	63	654	34,1	32,1
Non indiqué	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	7	0,3	0	0	0,0	0,0
Total	**4**	**20**	**30**	**367**	**2**	**0**	**7**	**11**	**130**	**10**	**81**	**63**	**470**	**3**	**22**	**209**	**2 231**	**100,0**	**185**	**2 039**	**100,1**	**100,1**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

[1] Catégorie formée majoritairement de compagnies.

ANNEXES E
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES QUI IGNORENT SI ELLES AURONT UNE RELÈVE, PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

Annexe E1 : Principale source de revenu des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Annexe E2 : Revenus agricoles totaux des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Annexe E3 : Forme juridique des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Annexe E4 : Âge et sexe du principal exploitant qui ignore s'il aura une relève, 2000

Annexe E5 : Répartition par strate des revenus agricoles totaux en fonction de la principale source de revenu des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Annexe E1 : Principale source de revenu* des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Principale source de revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Lait	13	3	4	5	9	0	0	4	0	0	0	22	0	4	3	18	22	107
Bovins	8	2	0	1	3	0	10	0	0	0	2	12	0	1	5	7	5	56
Porcs	0	0	1	1	4	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	6	3	20
Céréales et fourrages	2	2	0	3	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4	2	20	9	50
Acériculture	3	0	0	1	5	0	0	0	0	0	0	12	0	0	1	1	1	24
Aviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	3	0	5
Fruits et légumes	2	2	3	0	3	0	3	0	0	0	1	3	1	0	4	7	0	29
Pépinières et cultures abritées	0	0	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Autres animaux et productions végétales	5	1	0	2	3	0	1	1	1	0	1	4	0	2	2	2	2	27
Total	**33**	**10**	**8**	**13**	**35**	**0**	**15**	**5**	**1**	**0**	**4**	**62**	**1**	**13**	**17**	**64**	**42**	**323**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe E2 : Revenus agricoles totaux* des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Revenu	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Moins de 50 000 $	11	3	2	4	13	0	8	1	1	0	1	27	1	6	9	14	10	111
50 000 $ à 99 999 $	8	3	2	2	0	0	6	2	0	0	3	7	0	3	3	11	2	52
100 000 $ à 249 999 $	12	2	3	3	13	0	1	2	0	0	0	14	0	3	4	17	19	93
250 000 $ à 499 999 $	0	1	0	4	5	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	11	9	38
500 000 $ et plus	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	5	0	1	1	9	2	22
Autres	1	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	7
Total	**33**	**10**	**8**	**13**	**35**	**0**	**15**	**5**	**1**	**0**	**4**	**62**	**1**	**13**	**17**	**64**	**42**	**323**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 1997, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

Annexe E3 : Forme juridique des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Forme juridique	Région administrative																	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
Société en nom collectif	3	0	1	3	9	0	0	3	0	0	0	11	0	2	3	5	8	48
Société en participation	5	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2	1	4	16
Société en commandite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopérative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indivise	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	3	2	11
Personne physique	22	7	6	6	14	0	14	2	1	0	2	33	1	6	11	33	20	178
Compagnie	3	2	1	4	8	0	1	0	0	0	1	15	0	4	1	22	8	70
Total	**33**	**10**	**8**	**13**	**35**	**0**	**15**	**5**	**1**	**0**	**4**	**62**	**1**	**13**	**17**	**64**	**42**	**323**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe E4 : Âge et sexe du principal exploitant qui ignore s'il aura une relève, 2000

Âge / Sexe	Région administrative																			
	01		02		03		04		05		06		07		08		09		10	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 45 ans	0	5	0	0	0	2	0	4	0	6	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0
45 à 49 ans	0	4	0	1	0	2	0	3	1	2	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
50 à 54 ans	0	3	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
55 à 59 ans	0	11	1	3	0	1	0	4	1	5	0	0	0	3	0	2	0	0	0	0
60 ans et plus	0	10	0	4	1	2	0	1	0	19	0	0	0	9	0	0	0	1	0	0
Total	**0**	**33**	**2**	**8**	**1**	**7**	**0**	**13**	**2**	**33**	**0**	**0**	**1**	**14**	**0**	**5**	**0**	**1**	**0**	**0**

Âge / Sexe	Région administrative														Ensemble du Québec
	11		12		13		14		15		16		17		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
Moins de 45 ans	0	0	0	8	0	0	1	0	1	3	1	8	0	7	48
45 à 49 ans	0	1	0	1	0	0	0	2	0	0	0	4	0	2	25
50 à 54 ans	0	0	0	10	0	0	0	2	0	0	1	8	0	7	35
55 à 59 ans	0	0	3	21	0	0	1	3	1	3	2	12	0	12	89
60 ans et plus	0	3	1	18	0	1	3	1	0	9	2	26	1	13	126
Total	**0**	**4**	**4**	**58**	**0**	**1**	**5**	**8**	**2**	**15**	**6**	**58**	**1**	**41**	**323**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe E5 : Répartition par strate des revenus agricoles totaux* en fonction de la principale source de revenu des entreprises qui ignorent si elles auront une relève, 2000

Principale source de revenu	Jusqu'à 49 999 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	ND	Total	
Lait	5	16	56	24	6	0	107	33,1 %
Bovins	34	14	5	2	0	1	56	17,3 %
Porcs	2	0	4	6	8	0	20	6,2 %
Céréales et fourrages	24	9	9	5	3	0	50	15,5 %
Acériculture	15	5	2	0	0	2	24	7,4 %
Aviculture	1	1	1	0	2	0	5	1,5 %
Fruits et légumes	13	3	11	0	2	0	29	9,0 %
Pépinières et cultures abritées	1	1	1	1	0	1	5	1,5 %
Autres animaux et productions végétales	16	3	4	0	1	3	27	8,4 %
Total	**111**	**52**	**93**	**38**	**22**	**7**	**323**	**100,0 %**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile antérieure.*

ANNEXES F
SCOLARITÉ ET CARACTÉRISTIQUES DE LA RELÈVE IDENTIFIÉE

Annexe F1 : Formation de la relève identifiée

F1a : Formation de la relève identifiée, 2000
F1b : Formation de la relève identifiée, 1997
F1c : Formation de la relève identifiée, 1995

Annexe F2 : Scolarité en cours ou terminée de la relève identifiée, par région administrative, 2000

Annexe F3 : Scolarité en cours ou terminée, selon l'âge de la relève, 2000

Annexe F4 : Statut juridique par région en fonction de la relève, 2000

Annexe F5 : Âge et sexe de la relève par région administrative, 2000

Annexe F6 : Répartition de la relève en fonction des sources de revenu et revenus agricoles totaux

Annexe F7 : Sexe de la relève en fonction de l'âge de l'exploitant, par région administrative, 2000

Annexe F8 : Population de la relève totale dont la scolarité est terminée en fonction du revenu agricole, 1999

Annexe F1 : Formation de la relève identifiée

F1a : Formation de la relève identifiée, 2000

Scolarité en cours					Scolarité terminée			
Formation agricole		**H**	**F**	**%**	**Formation agricole**	**H**	**F**	**%**
DEP	123	117	6	4,42	349	328	21	12,55
DEC	257	215	42	9,24	508	436	72	18,27
AEC	32	25	7	1,15	76	64	12	2,73
BAC	15	12	3	0,54	78	61	17	2,81
Total	**427**	**369**	**58**	**15,36**	**1 011**	**889**	**122**	**36,37**
Autre formation					**Autre formation**			
DES	133	115	18	4,78	577	526	51	20,76
DEC	45	35	10	1,62	148	114	34	5,32
BAC	22	14	8	0,79	104	69	35	3,74
Total	**200**	**164**	**36**	**7,19**	**829**	**709**	**120**	**29,82**
Formation non déterminée		23	1	0,9				
Aucun diplôme obtenu	**289**	**276**	**13**	**10,4**	**Relève totale identifiée : 2 780**			

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F1 : Formation de la relève identifiée

F1b : Formation de la relève identifiée, 1997

Scolarité en cours					Scolarité terminée				
Formation agricole		**H**	**F**	**%**	**Formation agricole**		**H**	**F**	**%**
DEP	151	136	15	4,11	DEP	269	258	11	7,32
DEC	375	312	63	10,20	DEC	447	392	55	12,17
BAC	43	29	14	1,20	BAC	61	51	10	1,66
Total :	**569**	**477**	**92**	**15,51**	**Total :**	**777**	**701**	**76**	**21,15**
Autre formation					**Autre formation**				
DES	378	336	42	10,29	DES	1 077	987	90	29,32
DEC	105	77	28	2,86	DEC	204	164	40	5,55
BAC	63	40	23	1,72	BAC	108	81	27	2,94
Total :	**546**	**453**	**93**	**14,87**	**Total :**	**1 389**	**1 232**	**157**	**37,81**
Aucun diplôme obtenu	**392**	**365**	**27**	**10,67**	**Relève totale identifiée : 3 673**				

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F1 : Formation de la relève identifiée

F1c : Formation de la relève identifiée, 1995

Scolarité en cours				
Formation agricole		**H**	**F**	**%**
DEP	42	40	2	2,40
DEC	127	114	13	7,27
AEC	31	26	5	1,77
BAC	23	19	4	1,32
Total :	**223**	**199**	**24**	**12,76**
Autre formation				
DES	212	194	18	12,14
DEC	55	47	8	3,15
BAC	24	19	5	1,37
Total :	**291**	**260**	**31**	**16,66**
Aucun diplôme obtenu	**297**	**281**	**16**	**17,00**

Scolarité terminée				
Formation agricole		**H**	**F**	**%**
DEP	67	67	0	3,83
DEC	163	144	19	9,33
AEC	20	18	2	1,14
BAC	27	25	2	1,55
Total :	**277**	**254**	**23**	**15,85**
Autre formation				
DES	533	497	36	30,51
DEC	86	71	15	4,92
BAC	40	32	8	2,29
Total :	**659**	**600**	**59**	**37,72**
Relève totale identifiée : 1 747				

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F2 : Scolarité en cours ou terminée de la relève identifiée, par région administrative, 2000

Région	Absence de formation en cours ou terminée		Formation en cours non déterminée		Secondaire				Collégial						Université				Total
					DES		DEP agricole		DEC agricole		DEC		AEC agricole		BAC agricole		BAC		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
01	1	26	0	1	8	56	0	49	12	67	4	10	4	17	3	7	0	6	271
02	1	4	0	0	1	29	1	19	7	41	1	14	1	3	0	2	0	4	128
03	0	4	0	0	1	27	0	7	2	15	2	8	0	4	1	7	1	5	84
04	0	7	0	1	2	26	4	21	3	16	0	5	0	1	0	2	0	4	92
05	3	22	0	3	11	52	1	36	12	38	5	16	1	14	2	5	4	5	232
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
07	0	15	0	0	1	45	1	6	2	10	2	8	0	1	0	2	6	8	107
08	1	6	0	0	3	16	0	16	4	10	1	3	1	3	1	0	1	1	67
09	0	1	0	0	1	2	2	0	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	10
10	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
11	0	4	0	0	1	8	1	5	0	3	1	3	0	1	0	0	0	0	27
12	6	48	1	7	10	124	5	101	19	96	6	23	3	14	1	14	4	11	493
13	0	0	0	2	0	1	0	5	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	9
14	1	19	0	0	6	48	0	16	6	53	4	8	2	9	0	3	5	5	185
15	0	16	0	0	2	27	0	8	8	32	2	3	1	3	1	1	1	8	113
16	0	73	0	4	18	134	9	92	26	201	11	33	3	10	8	23	16	24	685
17	0	31	0	5	4	46	3	61	13	68	3	13	3	9	3	7	5	2	276
Total	**13**	**276**	**1**	**23**	**69**	**641**	**27**	**445**	**114**	**651**	**44**	**149**	**19**	**89**	**20**	**73**	**43**	**83**	**2 780**
%	**0,5**	**9,9**	**0,0**	**0,8**	**2,5**	**23,1**	**1,0**	**16,0**	**4,1**	**23,4**	**1,6**	**5,4**	**0,7**	**3,2**	**0,7**	**2,6**	**1,5**	**3,0**	**100,0**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F3 : Scolarité en cours ou terminée, selon l'âge de la relève, 2000

Âge de la relève identifiée	Absence de formation en cours ou terminée		Formation en cours non déterminée		Secondaire						Collégial							
					DES		DEP agricole		Sous-total		DEC agricole		DEC		AEC agricole		Sous-total	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 20 ans	2	25	0	2	19	104	4	112	23	216	23	136	6	15	0	7	29	158
20 à 24 ans	2	79	0	4	16	101	18	173	34	274	55	280	12	36	11	41	78	357
25 à 29 ans	2	64	1	3	11	101	3	82	14	183	19	143	8	45	3	25	30	213
30 à 34 ans	2	47	0	6	7	135	1	44	8	179	10	57	6	34	4	12	20	103
35 à 39 ans	4	34	0	7	12	108	1	29	13	137	6	29	10	14	0	4	16	47
40 ans et plus	1	27	0	1	4	92	0	5	4	97	1	6	2	5	1	0	4	11
Total	**13**	**276**	**1**	**23**	**69**	**641**	**27**	**445**	**96**	**1 086**	**114**	**651**	**44**	**149**	**19**	**89**	**177**	**889**

Âge de la relève identifiée	Université						Total	
	BAC agricole		BAC		Sous-total			
	F	H	F	H	F	H	F	H
Moins de 20 ans	0	3	0	0	0	3	54	404
20 à 24 ans	6	15	8	12	14	27	128	741
25 à 29 ans	8	29	17	25	25	54	72	517
30 à 34 ans	5	12	10	16	15	28	45	363
35 à 39 ans	1	6	4	17	5	23	38	248
40 ans et plus	0	8	4	13	4	21	13	157
Total	**20**	**73**	**43**	**83**	**63**	**156**	**350**	**2 430**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F4 : Statut juridique par région, selon la relève, 2000

Statut juridique	Région administrative																	Total	
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	Nbre	%
Société en nom collectif	44	5	22	18	65	0	20	29	0	0	2	100	1	40	25	158	66	595	21,4
Société en participation	20	20	6	5	7	0	3	1	0	0	7	18	0	5	13	40	17	162	5,8
Société en commandite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Coopérative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Indivise	3	1	0	0	3	0	0	2	0	0	0	0	0	1	2	13	4	29	1,0
Exploitant(e) unique	110	63	41	47	89	0	77	24	9	0	15	196	4	78	42	257	97	1 155	41,5
Compagnie	94	39	15	22	68	0	6	11	1	1	3	179	4	61	25	217	92	838	30,1
Autre	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0
Total	**271**	**128**	**84**	**92**	**232**	**0**	**107**	**67**	**10**	**1**	**27**	**493**	**9**	**185**	**113**	**685**	**276**	**2 780**	**99,8**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F5 : Âge et sexe de la relève, par région administrative, 2000

Strate d'âge	Région administrative																	Total	
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	Nbre	%
Hommes																			
Moins de 20 ans	43	18	12	19	29	0	3	12	0	0	3	76	2	34	17	85	51	404	16,6
20 à 24 ans	72	29	21	22	62	0	14	19	0	0	7	147	4	54	33	175	82	741	30,5
25 à 29 ans	59	21	20	13	44	0	14	13	2	0	5	87	0	28	18	141	52	517	21,3
30 à 34 ans	39	23	6	13	26	0	15	7	2	0	3	68	1	27	11	89	33	363	14,9
35 à 39 ans	16	13	11	7	18	0	23	2	1	1	5	38	1	15	11	67	19	248	10,2
40 ans et plus	10	12	7	9	14	0	26	2	0	0	1	22	1	3	8	37	5	157	6,5
Total	**239**	**116**	**77**	**83**	**193**	**0**	**95**	**55**	**5**	**1**	**24**	**438**	**9**	**161**	**98**	**594**	**242**	**2 430**	**100,0**
Femmes																			
Moins de 20 ans	6	1	0	1	7	0	0	3	1	0	0	10	0	3	1	17	4	54	15,4
20 à 24 ans	15	7	2	6	15	0	4	5	0	0	0	20	0	4	6	30	14	128	36,6
25 à 29 ans	4	3	2	1	5	0	0	3	2	0	1	10	0	7	3	22	9	72	20,6
30 à 34 ans	3	1	0	0	4	0	2	0	2	0	1	8	0	4	2	15	3	45	12,9
35 à 39 ans	2	0	3	1	6	0	4	1	0	0	0	5	0	5	2	6	3	38	10,9
40 ans et plus	2	0	0	0	2	0	2	0	0	0	1	2	0	1	1	1	1	13	3,7
Total	**32**	**12**	**7**	**9**	**39**	**0**	**12**	**12**	**5**	**0**	**3**	**55**	**0**	**24**	**15**	**91**	**34**	**350**	**100,1**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F6 : Répartition de la relève en fonction des sources de revenu et revenus* agricole totaux

Source de revenu	Pas de revenu déclaré	Moins de 50 000 $	50 000 $ à 99 999 $	100 000 $ à 249 999 $	250 000 $ à 499 999 $	500 000 $ et plus	Total	
Lait	2	20	109	755	402	73	1 361	49,0 %
Bovins	2	216	68	42	19	9	356	12,8 %
Porcs	1	4	18	51	61	76	211	7,6 %
Céréales et fourrages	4	88	37	64	54	37	284	10,2 %
Acériculture	6	88	16	11	4	0	125	4,5 %
Aviculture	0	3	10	14	20	47	94	3,4 %
Fruits et légumes	4	47	19	52	44	34	200	7,2 %
Pépinière et cultures abritées	4	12	9	4	2	2	33	1,2 %
Autres animaux et productions végétales	9	42	22	20	16	7	116	4,2 %
Total	**32**	**520**	**308**	**1 013**	**622**	**285**	**2 780**	**100,1 %**
	1,2 %	**18,7 %**	**11,1 %**	**36,4 %**	**22,4 %**	**10,3 %**	**100,0 %**	

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

** Il s'agit du revenu inscrit sur la fiche d'enregistrement de 2000, mais qui correspond au revenu de l'année civile 1999.*

Annexe F7 : Sexe de la relève en fonction de l'âge de l'exploitant, par région administrative, 2000

Région adminis-trative	Moins de 45 ans		45 à 49 ans		50 à 54 ans		55 à 59 ans		60 ans et plus		ND		Total			
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Nbre	%	F	H
01	5	14	7	30	7	53	7	80	6	62	0	0	271	9,7	32	239
02	3	8	1	11	4	24	3	24	1	49	0	0	128	4,6	12	116
03	0	2	1	5	0	11	1	26	5	33	0	0	84	3,0	7	77
04	2	11	0	7	3	17	3	13	1	35	0	0	92	3,3	9	83
05	4	17	3	23	11	51	10	44	10	58	1	0	232	8,3	39	193
06	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0	0
07	1	4	1	5	0	12	2	8	8	64	0	2	107	3,8	12	95
08	0	2	4	14	4	15	2	13	2	11	0	0	67	2,4	12	55
09	0	0	1	0	3	0	0	0	1	5	0	0	10	0,4	5	5
10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0,0	0	1
11	0	1	0	2	0	7	1	8	2	6	0	0	27	1,0	3	24
12	7	42	7	58	10	78	12	117	19	141	0	1	492	17,7	55	437
13	0	1	0	4	0	1	0	0	0	3	0	0	9	0,3	0	9
14	1	17	1	23	6	32	8	43	8	46	0	1	186	6,7	24	162
15	1	15	5	12	1	22	3	22	5	27	0	0	113	4,1	15	98
16	16	51	17	85	17	129	23	143	17	183	1	3	685	24,6	91	594
17	4	22	8	47	5	55	7	59	10	59	0	0	276	9,9	34	242
Total	**44**	**207**	**56**	**326**	**71**	**507**	**82**	**600**	**95**	**783**	**2**	**7**	**2 780**	**99,8**	**350**	**2 430**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Annexe F8 : Population de la relève totale dont la scolarité est terminée en fonction du revenu agricole, 1999

Revenu	Absence de formation en cours ou terminée		Secondaire				Collégial						Université				Total			
			DES		DEP agricole		DEP agricole		DEC		AEC agricole		BAC agricole		BAC					
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Nbre	%	F	H
Jusqu'à 49 999 $	4	66	10	135	1	27	8	39	10	35	3	5	1	20	12	32	408	19,4	49	359
50 000 $ à 99 999 $	4	30	10	82	3	23	7	35	5	12	1	3	2	2	5	10	234	11,1	37	197
100 000 $ à 249 999 $	5	84	16	158	13	149	28	176	9	32	4	37	6	16	12	12	757	35,9	93	664
250 000 $ à 499 999 $	0	68	9	99	3	90	22	123	5	23	2	15	5	14	1	6	485	23,0	47	438
500 000 $ et plus	0	27	4	44	1	37	7	61	5	9	2	4	2	8	4	7	222	10,5	25	197
Total	**13**	**275**	**49**	**518**	**21**	**326**	**72**	**434**	**34**	**111**	**12**	**64**	**16**	**60**	**34**	**67**	**2 106**	**99,9**	**251**	**1 855**

Source : MAPAQ. *Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles*, 2000, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire.

Note : Erreur dans les dossiers de 23 personnes.